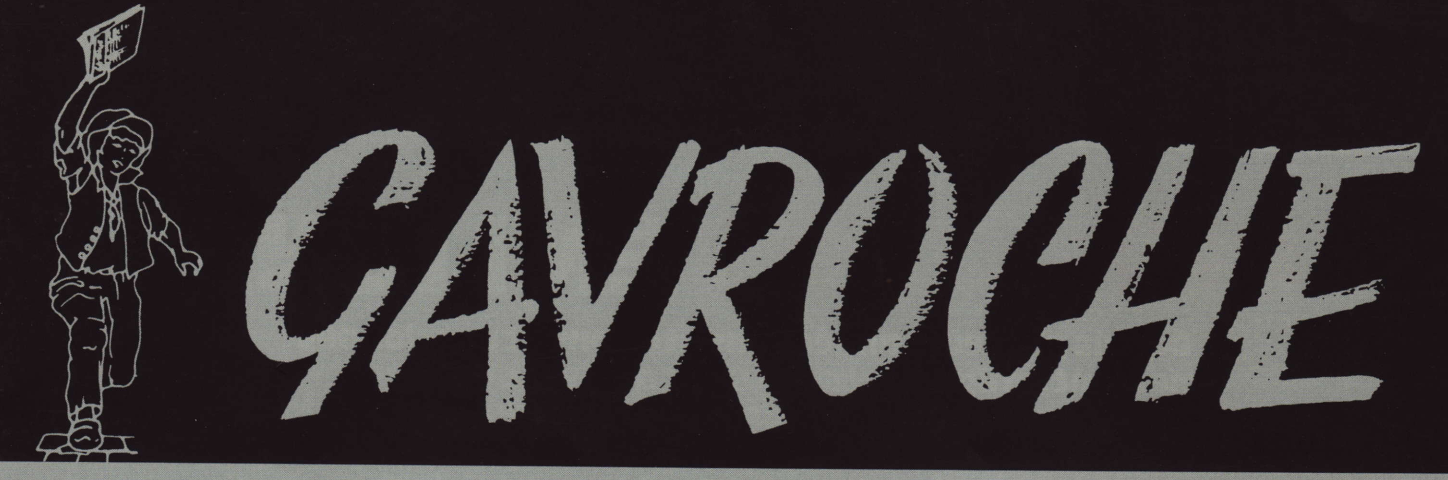


LE NUMÉRO : 9 € / TRIMESTRIEL N° 165 – 30e ANNÉE – JANVIER-MARS 2011 **REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE**



LORRAINE COEUR D'ACIER

« Un film qui raconte une grande histoire d'amour entre une population et sa radio. » (LE MONDE)

Lorraine Cœur d'Acier (1979-80) : une radio de lutte CGT qui fait toujours polémique







Immigration

À Lyon depuis 1850 : ghetto ou intégration citoyenne ?

Jean Zyromski

La gauche de la SFIO dans l'entre-deux-guerres

L'agriculture soviétique

Des succès méconnus

L'HISTOIRE EN LIGNE

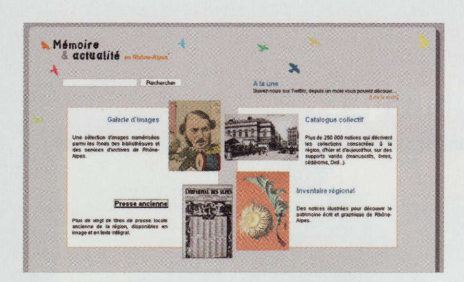
Depuis plusieurs années, institutions et passionnés mettent en ligne documents et analyses intéressant l'histoire, sur un mode collaboratif (wikipedia par exemple) ou non. Cette rubrique vise à présenter une sélection des sites qui nous semblent valoir le détour.



MAI 68, EXPO VIRTUELLE

http://www.bdic.fr/expositions/mai68/

La BDIC a réalisé une exposition virtuelle sur le mouvement de 68 et la société à l'époque, comprenant nombre d'illustrations « historiques » largement commentées. De quoi revivre les événements hauts en couleur de cette crise que les esprits réactionnaires d'aujourd'hui accusent d'être responsable des maux de la société contemporaine. L'exposition virtuelle porte son regard sur les années 1962 à 1981.



MÉMOIRE DE RHÔNE-ALPES

http://www.memoireetactualite.org/

De plus en plus d'institutions régionales numérisent leur fonds et mettent à disposition du public des quantités colossales de documents, à commencer par des ouvrages et des journaux anciens. L'interface « Mémoire et actualité en Rhône-Alpes » propose une galerie d'images mais surtout plus de vingt de titres de presse locale ancienne de la région, disponibles en mode image et mode texte intégral. En plus d'un catalogue collectif, l'internaute dispose également de notices illustrées pour découvrir le patrimoine écrit et graphique de Rhône-Alpes.



MAITRON.ORG, UN SITE D'HISTOIRE SOCIALE

http://biosoc.univ-paris1.fr/

Le célèbre Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier aurait-il son site ? En quelque sorte, mais il ne faut pas croire au père Noël communaliste : seules quelques notices ont été mises en ligne. L'interface propose des outils pour corriger l'existant, donne la possibilité de rédiger des autobiographies, annonce des colloques, etc.



Le Poilu Marmité

A nos Abonnés ! A nos Lecteurs ! A nos Correspondants.

DES JOURNAUX DE TRANCHÉES EN LIGNE

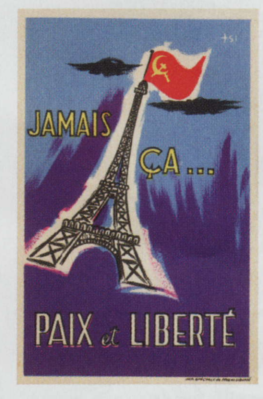
http://www.bdic.fr/journaux_tranchees.html

La BDIC a numérisé et mis en ligne plusieurs dizaines de journaux de tranchées de la guerre 14-18. Le site dédié réalisé par la BDIC recense également les journaux de tranchées présents sur Gallica, la bibliothèque numérique de la BNF. Interface hélas pas très fluide et très peu conviviale…

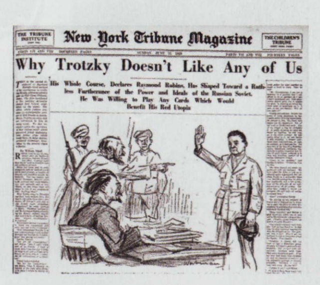
LES AFFICHES DU MOUVEMENT ANTICOMMUNISTE PAIX ET LIBERTÉ

http://infoshare1.princeton.edu/libraries/firestone/rbsc/mudd/online_ex/paix/design.html

La guerre froide a suscité en Europe de l'Ouest une avalanche de propagande anticommuniste et antisoviétique. En France, le mouvement « Paix et liberté », fondé par Jean-Paul David en 1950



qui reçoit des fonds gouvernementaux, édite et fait coller des centaines de milliers d'affiches. Le site de la bibliothèque de l'Université de Princeton recense une petite partie de cette propagande graphique particulièrement efficace…



New-York Tribune Magazine

Why Trotzky Doesn't Like Any of Us

LA PRESSE AMÉRICAINE « HISTORIQUE » DANS VOTRE FAUTEUIL

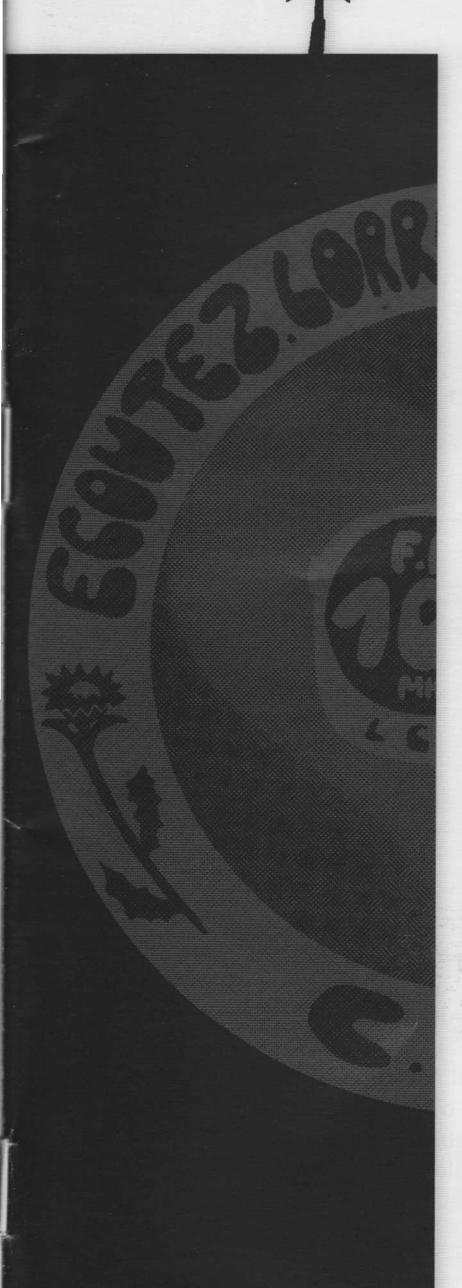
http://chroniclingamerica.loc.gov/search/pages/

La Bibliothèque du Congrès américain travaille depuis longtemps à la mise en ligne de plusieurs centaines de journaux publiés dans tout le pays. Ces titres, principalement de la fin du XIX[e] et du début du XX[e] siècle, sont consultables librement. Pour chaque État des USA, des dizaines de titres éphémères ou durables. Un moteur de recherche permet d'interroger cet ensemble pléthorique de manière très précise en fonction de ses centres d'intérêt. À ne pas manquer !

N'hésitez pas à nous faire connaître vos sites préférés en écrivant à : histoireenligne@gavroche.info



SOMMAIRE N° 165



GAVROCHE

Revue trimestrielle d'histoire populaire, numéro 165, 1er trimestre 2011. 52, avenue de Flandre 75019 Paris. Tél. : 01 42 76 94 11. Courriel : revue@gavroche.info. Site Internet : www.gavroche.info. Directrice de publication : Sophie VIRLOUVET. Coordinateur articles : Guillaume DOIZY. Coordinateur notes de lecture : Pierre-Henri ZAIDMAN. Collaborations pour ce numéro : E. AUNOBLE, J. BEZECOURT, B. DE PERTHUIS, H. FABRE, C. JACQUIER, A. KRIVINE, E. NADAUD, M. OLMI, C. PATILLON, G. PELLETIER, A. POIRIER, M. TRILLAT, B. VOISIN. Commission paritaire : 0712K81974. I.S.S.N. : 02-42-9705 © Gavroche. Tous droits de reproduction réservés. Distribution en librairie : DIFPOP, 81, rue Romain-Rolland, 93260 Les Lilas. Tél. : 01 43 62 08 07. Publication, secrétariat de rédaction : Scoop Presse, 52, avenue de Flandre, 75019 Paris. Mise en page : blackpulp.fr. Impression : Expressions II – 75020 Paris.



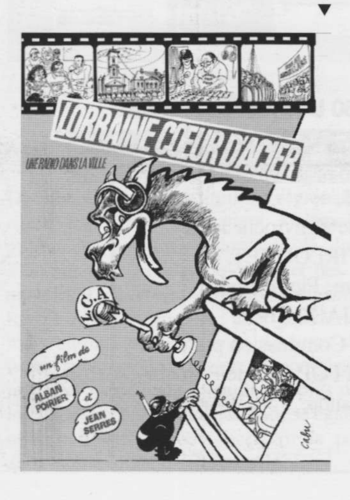
CGT : LA VIE A LONGWY C'EST LA SIDERURGIE

Lorraine Cœur d'Acier 1979-80 : une radio de lutte CGT qui fait toujours polémique

En 1979 dans le cadre de luttes syndicales contre la casse de la sidérurgie en Lorraine, la CGT crée une radio qui devient rapidement un symbole de résistance mais aussi d'ouverture politique. Un long métrage est alors réalisé sur cette expérience inédite. Trente ans après, retour sur les événements qui suscitent encore aujourd'hui la polémique.

▲ *Carte postale éditée par l'UL CGT de Longwy en hommage à la sidérurgie, pourvoyeuse d'emplois dans la région jusqu'à la fin des années 1970.*

Affiche du film Lorraine Cœur d'Acier – Une radio dans la ville, réalisé en 1981 par Alban Poirier et Jean Serre. Affiche du dessinateur Cabu. (Col. Al. Poirier) ▼



À la fin des années 1970, des suppressions de milliers d'emploi sont programmées dans la sidérurgie. À Longwy en Lorraine, la lutte syndicale s'intensifie. Au-delà des grèves et des manifestations nombreuses et pour réagir à la désinformation généralisée d'une presse « aux ordres », la CFDT d'abord, puis la CGT, créent des radios pirates. Lorraine Cœur d'Acier, installée dans les locaux de la mairie communiste de Longwy, financée par la fédération dirigée par Séguy, est lancée pour assurer le succès d'une très importante marche des sidérurgistes à Paris le 23 mars 1979. Prévue à l'origine pour ne durer que quelques semaines, la radio illégale perdure en fait pendant un an et demi, malgré les brouillages et les rumeurs d'évacuation par les CRS. Dirigée par la CGT et animée par deux journalistes professionnels, Lorraine Cœur d'Acier donne largement la parole aux auditeurs, aux militants, aux ouvriers, aux bonnes volontés, aux amateurs qui y assurent les émissions et la technique. La radio fonctionne sur le principe de l'ouverture et se veut « participative » avant la lettre, « pour et par le peuple ». C'est une radio de lutte en même temps qu'un espace d'échange et d'expression populaire où les questions sociales, culturelles, familiales, etc., sont largement débattues. La radio invite également des personnalités aussi diverses que Georges Marchais, Daniel Cohn-Bendit, Alain Krivine, Françoise Giroud, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Guy Bedos, Albert Jacquard…

Espace trop démocratique pour un syndicat marqué par le bureaucratisme et le stalinisme ? LCA cesse finalement d'émettre, verrouillée par les instances nationales de la CGT, mécontentes de voir cet instrument au fonctionnement un peu trop critique leur échapper.

L'aventure a suscité divers ouvrages, des reportages et un long métrage, réalisé par Alban Poirier et Jean Serres (tous deux syndiqués à la CGT à l'époque). Trente ans plus tard, alors que le film est réédité en DVD par le diffuseur Iskra, que des documentaires pour la télévision sont réalisés, la polémique entre les tenants de la radio « libre » et ceux qui ont réclamé sa reprise en main reprend de la vigueur.

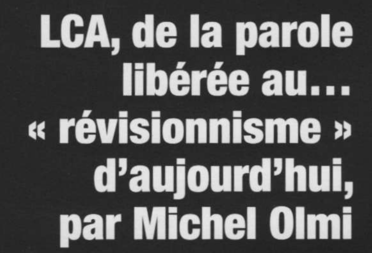
Nous présentons ici l'interview d'Alban Poirier ainsi que les témoignages de trois personnalités marquantes de l'époque : Michel Olmi, alors secrétaire de l'union locale CGT de Longwy et président de l'Association des amis de Lorraine Cœur d'Acier, Marcel Trillat, journaliste professionnel, animateur avec ●●●

CGT : PAR NOTRE LUTTE LONGWY SIDERURGIE VIVRA

Manifestation de janvier 1979 à Nancy contre la casse de la sidérurgie. Carte postale éditée par l'UL CGT de Longwy.



Lorraine Cœur d'Acier, radio diffusée à Longwy, est constituée d'un studio, surnommé « l'aquarium », installé dans le hall de l'hôtel de ville de Longwy Haut. Journalistes professionnels et improvisés, travailleurs et ouvrières, enseignants, militants syndicaux se retrouvent autour d'une unique table circulaire munie de quelques micros. (Col. M. Olmi)





Le studio de LCA est parfois très encombré. De gauche à droite Michel Olmi, secrétaire de l'UL CGT Longwy à l'époque, Patrice Gaspard, ouvrier, membre du bureau de l'UL CGT de Longwy, Jocelyne Casavechia, commerçante, animatrice de l'émission des « Minis-cœur d'acier », Claude Leroy et Anne-Françoise Dorbeck, professeurs, ces trois derniers étant membre des Amis de LCA. Le téléphone, au centre, permet de recevoir des appels diffusés en direct. (col. M. Olmi)

LCA, de la parole libérée au... « révisionnisme » d'aujourd'hui, par Michel Olmi

Ce qui a marqué ma mémoire au cours des événements de Longwy 78/79 a été incontestablement la radio de lutte CGT au concept d'ouverture, de pluralisme et de liberté d'expression. Les médias retiendront surtout la venue à l'antenne des spécialistes du discours, dirigeants syndicaux, politiques, artistes, personnalités de la société civile. Pour moi, le plus important, c'était de donner la parole à celles et ceux qui en étaient privés.

Grâce aux journalistes et à l'aide des militants CGT et amis de Lorraine Cœur d'Acier, la population de Longwy a pris d'assaut le micro pour libérer la parole et exprimer l'envie d'exister. À l'époque, une femme de sidérurgiste témoigne ainsi : « LCA m'a appris à parler librement, grâce à cette radio, je n'étais pas seulement "madame casserole" ».

LCA a été la cible de l'État giscardien. Tous les moyens étaient utilisés pour la faire taire avec diverses formes de brouillage, des procès contre l'association des amis de LCA, etc.

Parallèlement, la radio plaisait de moins en moins dans certaines sphères de la CGT et du Parti communiste français, à ceux qui désapprouvaient en sourdine la ligne d'ouverture impulsée par Georges Séguy au 40e congrès de la CGT. En avril 1980, sous l'autorité du secteur propagande confédéral, certains dirigeants de Paris et de Nancy, des militants de Longwy, hostiles à la liberté de parole, ont orchestré une campagne insidieuse pour déstabiliser LCA.

Les critiques sur la démocratie dans les Pays de l'Est agaçaient les tenants de l'orthodoxie. La place des idées de la CGT et des luttes n'était plus prioritaire, le rôle des Amis de LCA (2 400 adhérents) était remis en cause, les journalistes « coût[ai]ent trop cher »...

Après 16 mois de fonctionnement (17 mars 1979 - 5 juillet 1980), les instances supérieures de la CGT reprennent en main LCA.

Je démissionne en septembre 1980 de mon emploi salarial et de mon poste de secrétaire général de l'UL CGT de Longwy, officiellement « pour raisons de santé », *en réalité pour ne pas avaliser et cautionner la liquidation de LCA et le licenciement abusif sans préavis de Marcel Trillat et Jacques Dupont par le secteur propagande de la CGT.*

LCA reprend ses émissions le 14 novembre 1980 dans une nouvelle formule étroite, strictement cégétiste, à l'image de LCA Nancy, sous l'autorité de l'Union départementale de Meurthe et Moselle.

Ce conflit de plusieurs mois, les oppositions vives parfois violentes entre camarades et amis militants de Longwy, laissent des traces, provoquent des ruptures et des déchirures douloureuses.

Trente ans plus tard, quelques « égarés » de Longwy et Nancy, au nom de la sacro-sainte défense du drapeau, récidivent en dénigrant à nouveau les journalistes et le président des Amis de LCA. Pour l'une de ces « révisionnistes », ex-secrétaire départementale de la CGT, la première émission du 17 mars 1979, montrée dans le film LCA - une radio dans la ville, aurait été « bidonnée », c'est-à-dire reconstituée six mois plus tard[1] ! Pour un autre militant de la CGT Longwy, les « licencieurs » des journalistes ne seraient pas le secteur propagande de la CGT, mais le président des Amis de LCA, secrétaire général de l'union locale de Longwy à l'époque !

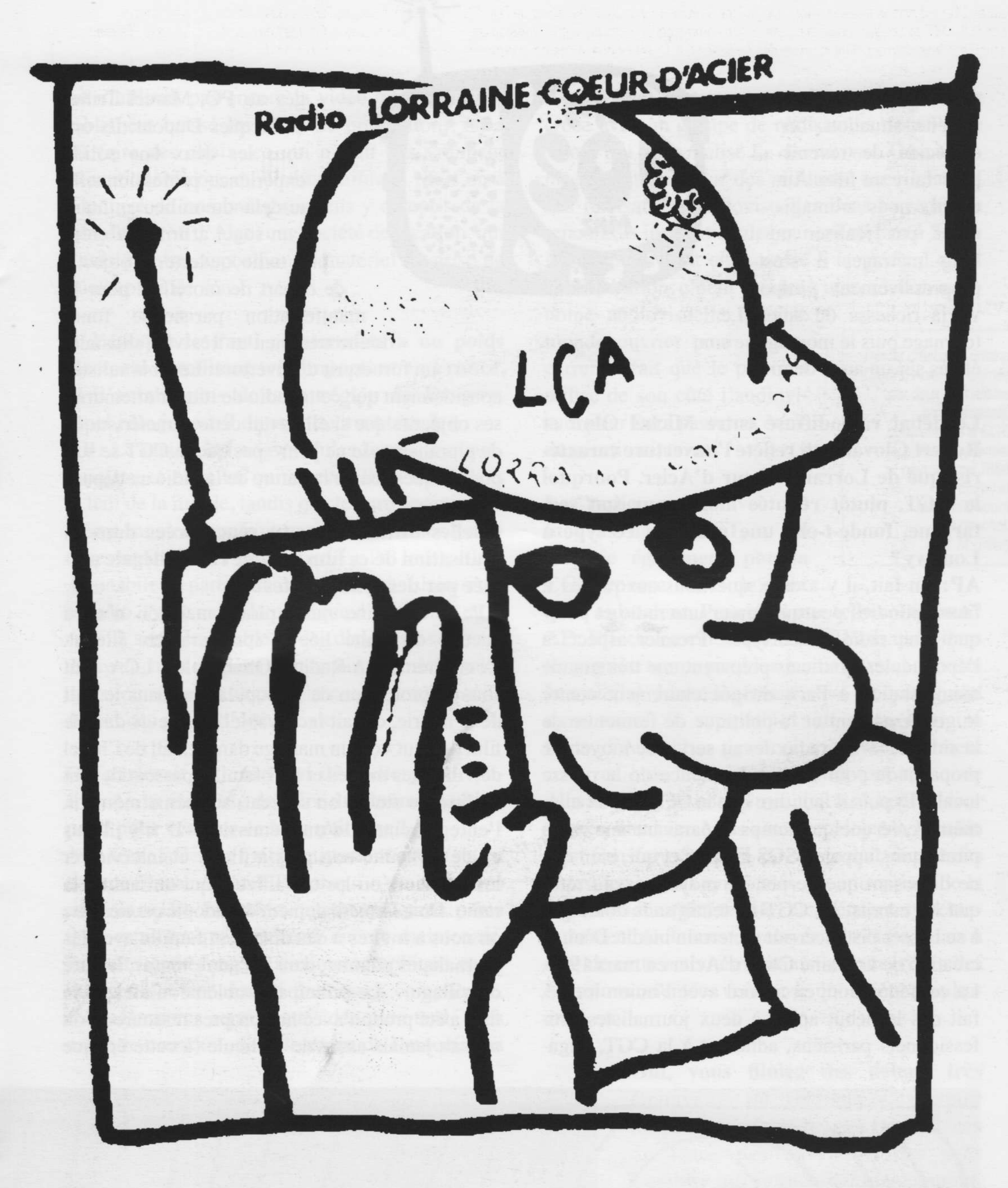
Des accusations mensongères et ridicules qui n'honorent pas leurs auteurs. La mémoire collective retiendra surtout les révélations irréfutables de Georges Séguy dans son livre Résister *(Archipel, 2008) :* « malgré ma désapprobation et celles d'autres militants, décision est prise de mettre fin à cette expérience sous couvert de divergences d'opinion au sein de la CGT ». *On gardera également les témoignages en 2009 sans langue de bois, honnêtes et sincères de mes successeurs Marcel Mousley et Jean-Marc Duriez qui publiquement, dans le reportage « Silence radio » d'Éric Molodzoff de France 3 Lorraine, ont reconnu leurs erreurs, en désavouant clairement la normalisation de LCA par les structures départementales et nationales de la CGT. On retiendra aussi l'excellent film documentaire d'Isabelle Cadière (2010)* La parole libérée, *avec les témoignages authentiques d'acteurs de LCA, sans compter les ouvrages d'auteurs locaux et nationaux, de sociologues et d'historiens (et également de l'émission Mégahertz de France Culture du 1er mai 2010).*

Les sidérurgistes et la population de Longwy ont conquis la parole grâce à la CGT, ils l'ont perdue à cause de certains dirigeants arc-boutés sur leurs certitudes.

Ces responsables ont sacrifié LCA, ses militants, l'association qui la défendait, sur l'autel des « intérêts supérieurs » de la CGT et à l'approche des élections présidentielles de 1981, de la stratégie électorale d'union de la gauche du PCF.

Michel Olmi, novembre 2010.

1. En fait, Alban Poirier et Jean Serre qui ne sont pas présents à Longwy au lancement de l'émission se serviront, pour cette scène, des rushes réalisés alors par Unicité, société de production audiovisuelle liée au PCF.



Un des nombreux autocollants diffusés par la CGT pour populariser et soutenir la radio Lorraine Cœur d'Acier. Il émane de Lorraine Cœur d'Acier Longwy version pluraliste et « ouverte ».

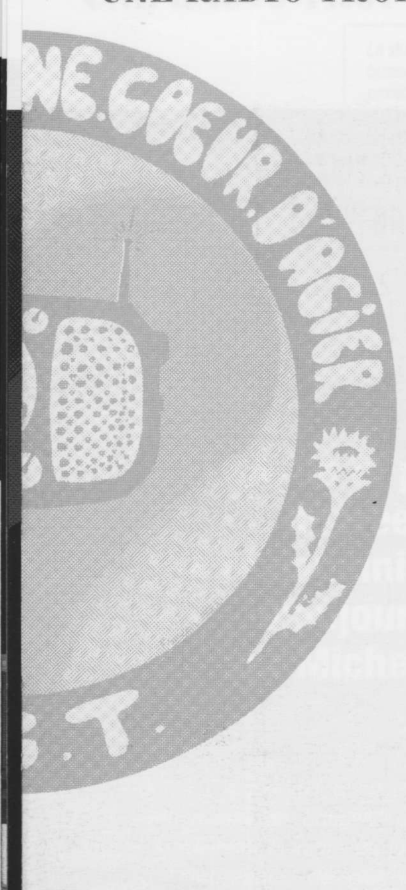
●●● Jacques Dupont de LCA et Alain Krivine, invité à l'époque à participer à l'une des émissions politiques de la radio.

Interview du réalisateur Alban Poirier

Gavroche: Vous avez réalisé avec Jean Serre un long métrage diffusé en 1981 sur une véritable aventure radiophonique, syndicale et sociale. Comment s'est prise la décision de faire un film sur cette « radio de lutte » animée par la CGT?

Alban Poirier: Le film est né d'un hasard. Un jour, nous avons déjeuné avec le journaliste Marcel Trillat qui était un ami, et il nous a parlé de la radio. Cette discussion nous a donné envie d'aller sur place. Effectivement, à Longwy, on a assisté à plusieurs émissions et on s'est vite rendu compte que ce qui se passait là était tout à fait étonnant. La radio était installée dans le hall de la mairie de Longwy Haut, dans une sorte de bocal en bois vitré ouvert à tous. À l'époque, on avait notamment assisté à un débat politique entre le représentant de la CGT Michel Olmi et le représentant de la CFDT Robert Giovarnadi. C'était un débat très libre et très vif, à l'image de la situation syndicale propre au bassin de Longwy. Il faut se rappeler que la CGT était largement majoritaire dans la sidérurgie à Longwy. Le mot d'ordre était *« on ne démontera pas un boulon de la sidérurgie »*, alors que la CFDT préférait défendre l'emploi et mettre en avant le slogan *« SOS emploi »*. La situation était très complexe, notamment parce qu'entre les syndicats à l'échelle nationale et locale il y avait également des nuances importantes. Le débat était très ouvert et les idées s'affrontaient.

On a très vite vu aussi que la population était fortement impliquée dans le fonctionnement ●●●



●●● de la radio. Face à cette situation, on a décidé de revenir pour faire un film. Au début, nous n'imaginions pas réaliser un long métrage, il s'est progressivement imposé vu la richesse du sujet. Le tournage puis le montage se sont étalés sur un an et demi.

Le débat radiodiffusé entre Michel Olmi et Robert Giovanardi reflète l'ouverture caractéristique de Lorraine Cœur d'Acier. Pourquoi la CGT, plutôt réputée alors pour son sectarisme, fonde-t-elle une radio de ce type à Longwy ?

AP: En fait, il y a deux questions auxquelles il faut répondre ; pourquoi créer une radio et pourquoi une radio de ce type ? Premier aspect : à l'époque, les syndicats préparent une très grande manifestation à Paris dirigée clairement contre le gouvernement et la politique de fermeture de la sidérurgie. La radio devait servir de moyen de propagande pour contrer le silence de la presse locale. Et puis il faut dire que la CFDT avait elle-même créé quelque temps auparavant une radio pirate qui s'appelait SOS Emploi et qui, bien que ne disposant que de peu de moyens, avait marqué les esprits. La CGT ne tenait sans doute pas à se laisser distancer sur ce terrain inédit. D'où la création de Lorraine Cœur d'Acier en mars 1979. La confédération, en accord avec l'union locale, fait dès le début appel à deux journalistes professionnels parisiens, adhérant à la CGT, engagés au PC, Marcel Trillat et Jacques Dupont. Ils ont tous les deux une solide expérience professionnelle au-delà du milieu militant et un souci affirmé de créer une radio ouverte. L'objectif de départ de mobiliser pour la manifestation parisienne fonctionne très bien et très vite s'installe un fort esprit d'ouverture. Les journalistes considéraient que cette radio de lutte n'atteindrait ses objectifs que si elle avait cette caractéristique de pluralisme. Je ne pense pas que la CGT se soit posé la question de la nature de la radio au départ.

Quelles difficultés as-tu rencontrées dans la réalisation de ce film sur une radio illégale animée par des syndicalistes ?

AP: C'était une radio pirate mais on n'a eu aucune difficulté liée à son caractère illégal. Contrairement à Radio SOS Emploi, LCA était sous la protection de la population, dans le hall de la mairie, c'était incroyable. D'ailleurs dans le film on peut voir un mariage dans le hall de l'hôtel de ville. Les mariés et leur famille passent devant la vitre du studio où se tient, au même moment, l'enregistrement d'une émission. Il n'y a pas eu de difficulté non plus à filmer et interviewer les auditeurs ou les travailleurs qui ont animé la radio. On a immédiatement été adoptés et très vite on nous a invités à des dîners en famille avec les journalistes comme, dans un autre temps, le curé du village… Le principal problème, c'est que le film a été produit avec nos propres ressources, on n'avait jamais assez de pellicule (à cette époque



▶ *Autocollant édité après la création par la CGT d'une deuxième radio à Nancy qui se veut plus strictement une radio « de lutte »…*

▶ *P. 9, Assiette céramique : un des nombreux objets édités et vendus par l'Association des amis de LCA pour couvrir les dépenses de la radio, et notamment rembourser à la Vie ouvrière le salaire des deux journalistes professionnels mis à disposition par la CGT. (Col. Al. Poirier).*



on n'utilisait pas encore la vidéo qui a considérablement baissé les coûts de production), on a dû faire des choix, ce qui n'était pas vraiment exceptionnel pour du cinéma militant. Mais on a bénéficié de nombreux soutiens y compris de la part du patron d'Alga, une société de location, qui a mis à notre disposition le matériel de prise de vue et prise de son.

À l'époque le Parti communiste a un poids électoral et militant très important en France, et d'autant plus dans la région de Longwy. Quel rôle joue-t-il dans cette aventure ?

AP: Le maire de Longwy, Jules Jean, était communiste, et c'est lui qui a accueilli la radio dans le hall de la mairie, tandis que le curé acceptait au même moment que soit installée l'antenne émettrice sur le clocher de l'église. Le PC local, Alain Amicabile en particulier, soutenait très clairement la radio. Par la suite, la politique d'ouverture de la radio à semé le trouble et des dissensions au sein du syndicat et du parti sont apparues, même si les deux journalistes, de par leur passé, donnaient au départ des gages d'orthodoxie.

On parlerait aujourd'hui de radio participative. As-tu été tenté de faire du cinéma participatif pour réaliser ce long métrage ?

AP: Cette idée, on l'a effectivement eue et on en a discuté avec Marcel Trillat qui n'était pas très convaincu. En fait, c'est un peu un leurre, parce qu'à cette époque, et même encore maintenant, la maîtrise du langage cinématographique et de la technique est malgré tout assez compliquée. J'ai néanmoins repris cette idée plus tard, dans un autre contexte, dans le cadre de l'association Audiovisuel et mouvement ouvrier qu'on avait créée avec un groupe de réalisateurs dont Pierre Thorn qui avait réalisé *Le dos au mur*. On a organisé des stages pour des militants, avec à la clef des réalisations audiovisuelles dans le cadre de rencontres internationales qui ont eu lieu à Saint-Nazaire. On était alors passé à la vidéo. Le but de l'opération, c'était d'aider à une création autonome audiovisuelle dans le monde ouvrier pour contrecarrer le fait que le patronat utilise de son côté l'audiovisuel pour faire passer sa communication interne.


Dès sa création, Lorraine Cœur d'Acier est animée par deux journalistes professionnels, adhérents de la CGT, tous deux au premier plan: Marcel Trillat (à droite) et Jacques Dupont (à gauche). (Col. M. Trillat)

La radio, créée avec les moyens de la CGT, a été stoppée également par la CGT, contre l'avis de ceux qui l'animaient. Pourquoi une telle volte-face ?

AP: Effectivement, c'est la CGT Paris qui a dans un premier temps payé les journalistes et a fourni le matériel. Immédiatement s'est créé un grand mouvement de sympathie autour de Lorraine Cœur d'Acier. Les gens ont soutenu activement cette radio de lutte qui concernait tout le monde dans le bassin, et ont même, plus tard, apporté leur soutien financier. Mais assez rapidement, la radio s'est transformée. Bien sûr, on parlait encore des luttes, les actions syndicales des entreprises de la région (sidérurgie, textile, etc.) étaient systématiquement soutenues et relayés à la radio. Mais à côté de cette activité militante se sont créées des émissions orientées vers la vie quotidienne, culturelle, etc.



Oui, vous filmez des débats très émouvants où viennent s'exprimer des mères de familles, des travailleurs du rang, des ouvrières, des gens humbles qui se racontent, échangent, discutent, expriment leurs accords ou leurs désaccords…

AP: On voit en effet dans le film des émissions sur la sexualité, la contraception, l'avortement… La parole est aussi donnée aux travailleurs immigrés dans un débat radiophonique régulier… Un médecin participait également à des émissions sur la santé, il y avait de la poésie, et ces émissions étaient, avec l'aide des deux journalistes professionnels, animées par des travailleurs, hommes et femmes du bassin qui découvraient ainsi la prise de parole en public et en direct. L'ouverture, ça voulait dire que des gens habitués à écouter les discours des professionnels de la parole se mettaient soudain au micro et découvraient qu'ils avaient un tas de choses à dire ! Et puis à ●●●

Une aventure humaine unique, vue par Marcel Trillat…

À son propos, trente ans après, à la moindre occasion, une soirée souvenir, une émission de télé ou de radio, les passions s'enflamment à nouveau comme au premier jour ! Comment expliquer que cette drôle de radio pirate qui, dans sa forme initiale n'aura duré que 16 mois environ, suscite aujourd'hui encore de telles polémiques ? Pourquoi tant de nostalgie chez les uns et tant d'exaspération chez les autres ? Sans doute parce que l'aventure humaine de LCA est unique.

En fait, c'est un curieux mélange. D'une part une radio de combat créé par la CGT, portée, animée, protégée par tout un peuple révolté par le démantèlement de la sidérurgie lorraine et dotée d'un émetteur très puissant et d'un studio ouvert à tous. D'autre part une radio « libre » au sens propre du terme, permettant à toutes et tous de s'exprimer en direct, y compris les adversaires de la CGT (à la seule exception de l'extrême droite raciste et néofasciste), ouverte en permanence au débat et à l'esprit critique mais aussi à toutes les formes de culture. Bref, un petit miracle de démocratie certes imparfaite, mais inoubliable.

Et paradoxalement, alors que les flics de Giscard et les grands moyens de brouillage déployés par le pouvoir n'ont pas réussi à la faire taire pendant plus d'un an, c'est finalement la CGT elle-même qui, à la suite d'un tournant sectaire de sa direction, décidera, en juillet 1980, sa liquidation en tant que radio de libre parole…

Marcel Trillat, novembre 2010



Bibliographie et filmographie

- Alban Poirier et Jean Serre, *Lorraine Cœur d'Acier – Une radio dans la ville*, long métrage, 1981. Pour obtenir le Dvd : www.iskra.fr
- David Charrasse, *Lorraine cœur d'acier*, Petite collection Maspero, 1981.
- Éric Molodtzoff, Frédéric Madiai et François Bobet, *Silence Radio*, France 3 Lorraine (octobre 2009 émission Le Mag, 30 min).
- Isabelle Cadière, *Radio Lorraine Cœur d'Acier – La parole libérée*, documentaire 52 minutes diffusé sur France 3 Lorraine le 23 janvier 2010 et sur France 3 le 29 janvier 2010.
- « Un film sur Lorraine Cœur d'Acier », *Le Monde*, 20 juin 1981.
- « Lorraine, cœur d'acier », *Le Monde libertaire*, 4 juin 1981.
- « Lorraine Cœur d'Acier – Cinq sur cinq ! », *Lutte ouvrière*.
- « Lorraine Cœur d'Acier », *Rouge*, 18 septembre 1981.
- « Cinéma – Une radio dans la ville », *La Vie ouvrière*, 23 septembre 1981.
- « Boite aux lettres – À propos de Radio Lorraine Cœur d'Acier », *La Vie ouvrière*, 4 novembre 1981.
- « Cinéma - Lorraine Cœur d'Acier », *Le Matin de Paris*, 29 septembre 1981.
- « Lorraine Cœur d'Acier – Longwy à l'antenne », *Le Matin de Paris*, 26 septembre 1981.
- « Lorraine Cœur d'Acier – Les retrouvailles », *Le Matin de Paris*, 26 mai 1981.
- « L'expérience de Lorraine Cœur d'Acier », *L'Humanité*, 2 octobre 1981.

...

la radio venaient s'exprimer des gens pas tout à fait dans la ligne de la CGT. LCA avait fait parler d'elle au niveau national et un certain nombre de responsables politiques nationaux ont été intéressés et sont venus sur place. On a débattu sur les grandes questions de politique intérieure ou internationale, avec Alain Krivine et Daniel Cohn-Bendit par exemple, ce qui n'a pas manqué de susciter des polémiques et des interrogations, qui ont également été relayées sur les ondes !

Au niveau national ça a fait grincer des dents, et même chez certains militants. À l'époque, il y avait le conflit en Afghanistan. Le PC et la CGT soutenaient l'intervention soviétique, ce qui n'empêchait pas cette position d'être discutée et même critiquée sur les antennes de LCA. Une délégation de la CGT était allée en Afghanistan et était revenue en disant que tout allait bien. Localement, certains militants avaient également participé à un voyage en URSS organisé par le CE. Ils avaient raconté à leur retour leurs impressions au micro en direct. Certains avaient expliqué qu'ils étaient bien contents d'être rentrés en France parce que la vie n'était pas très rose là-bas, et d'autres avaient dit avoir carrément eu peur. D'une manière générale, tout était matière à discussion. À Paris, la direction du PC et de la CGT ne voyaient pas ça d'un très bon œil.

Il est difficile de savoir exactement comment les directions nationales ont pris la décision de fermer la radio, d'autant plus qu'au sein de la confédération il existait une réelle confrontation entre la ligne d'ouverture de Séguy et les positions orthodoxes de Krasucki, tout cela étant assez secret. En tout cas, il y avait antagonisme entre les dirigeants locaux et les dirigeants nationaux. Localement, on ne voulait pas fermer. Dans un premier temps, la CGT de Paris n'a plus payé les salaires des journalistes en arguant qu'il fallait financer d'autres radios, mais cette fois strictement « de lutte », sans ouverture particulière. Une association des amis de la radio s'est créée, organisant des ventes d'objets et des collectes pour autofinancer Lorraine Cœur d'Acier. Les salaires des journalistes étaient payés via le journal *La Voix ouvrière*. Tout cela a permis de prolonger le fonctionnement de la radio pendant un certain temps.

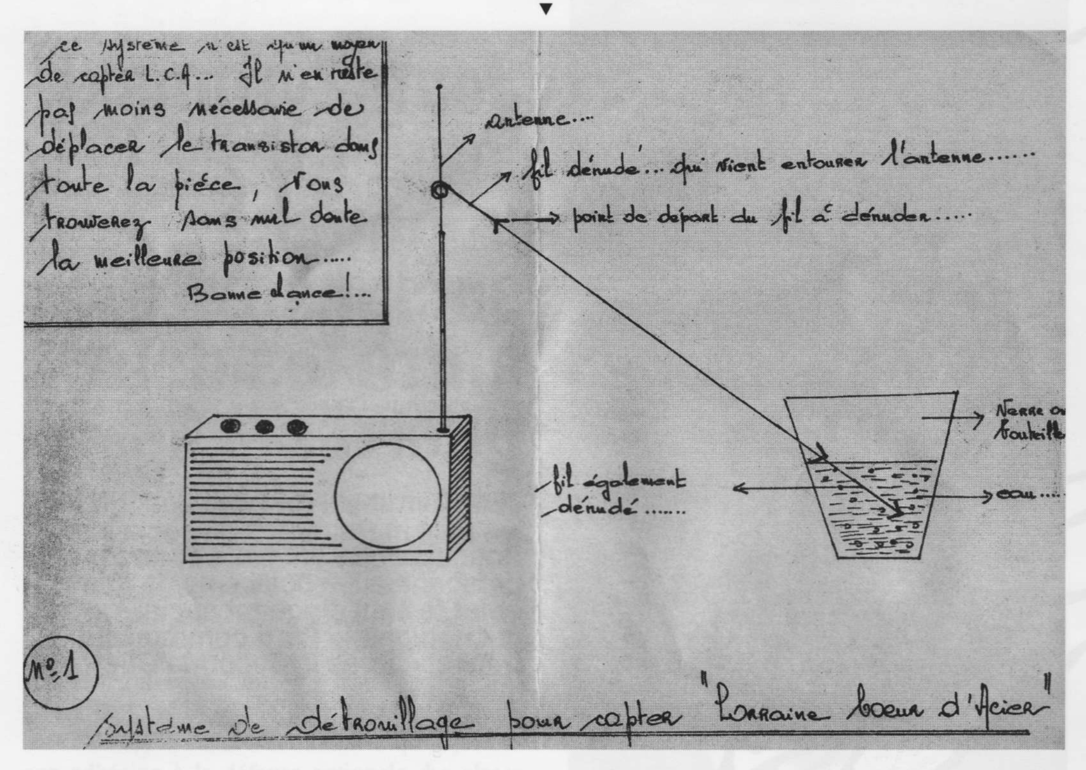
Mais finalement, à la faveur des vacances d'été, la CGT a décidé de mettre définitivement fin à l'expérience. Par la suite, un projet de reprise, sous contrôle cette fois, a été mis sur pied mais il n'a duré que très peu de temps.

Comment votre film a-t-il été perçu par les principaux acteurs de la radio ?

AP: Le 23 mai 1981, on a organisé une projection dans la grande salle de cinéma de Longwy Longlaville. Elle était pleine. Le film a été très applaudi et à l'issue de la projection, on a pu dis-



Très vite, l'État tente de circonscrire la radio en organisant un brouillage des ondes. LCA contre-attaque en distribuant des tracts expliquant comment parer au brouillage des émissions, et ainsi éviter de voir les voix couvertes par un sifflement strident insupportable.



cuter avec tout le monde, c'était très chaleureux. Catherine Humblot, journaliste au *Monde*, qui avait assisté à la projection, évoque dans l'article publié alors *« une histoire d'amour entre une population et sa radio »*. Il faut dire que c'était une histoire très douloureuse et que les tenants de la fermeture, très minoritaires, étaient peu nombreux pour exprimer une quelconque hostilité au film. La fermeture a créé de vrais clivages au sein des organisations, au sein des familles. Le secrétaire de l'union locale, un militant vraiment exceptionnel, Michel Olmi, a même démissionné ! Lors de cette projection, je me souviens d'un partisan de la CGT qui m'a expliqué de façon assez troublante qu'il n'avait rien à dire contre ce qui était montré, mais qu'en gros il ne fallait pas raconter ça *« dehors »*, que le syndicat, le parti, c'était toute sa vie, avant même sa famille, qu'il ne fallait pas y toucher et qu'il ressentait le film comme un coup de couteau dans le dos. Je dois dire que j'en garde le souvenir ému.

Plus tard, quand le film a fait sa sortie commerciale, la CGT a milité contre, des tracts hostiles ont même été distribués dans des entreprises… même si la presse du parti a été plus ambiguë…

Le film sorti à Paris dans deux salles commerciales a obtenu un bon succès critique et une très bonne diffusion dans le circuit Art et essai (en tout dans une centaine de salles en province), mais il a eu du mal à trouver son public. On a essayé de proposer le film à la télévision, sans succès, alors qu'il avait remporté un prix à Bruxelles, un autre au Festival international des Droits de l'homme à Strasbourg. Jean Serres et moi avons eu le sentiment que la télévision se désintéressait du film parce qu'il pouvait être compris comme un brûlot contre la CGT et le PC. En 1981, ce n'était pas le bon moment…

Et si c'était à refaire ?

AP : J'ai quand même un regret. Vers la fin de l'été 1980, alors que le montage était quasiment terminé, le film racontait une histoire à peine croyable et quasi idyllique d'une radio pluraliste créée par la CGT. C'est à ce moment-là que nous avons appris le sabordage de la radio. On a donc décidé d'arrêter le montage et de nous rendre de nouveau à Longwy. Mais les quelques militants et responsables qui finalement étaient tombés d'accord avec la confédération pour stopper LCA et avec qui nous avions eu d'excellents rapports jusque-là, ont refusé de témoigner malgré notre insistance. Nous avons essuyé le même refus au niveau de la confédération. Récemment, dans un reportage consacré à la radio, plusieurs de ces militants ont évoqué cette histoire douloureuse et ont émis des regrets, d'une manière assez pathétique… ■

(Interview réalisée en novembre 2010)

Dossier réalisé par Guillaume DOIZY

Radio Lorraine Cœur d'Acier : un souvenir d'Alain Krivine

Je fus assez étonné de recevoir de Marcel Trillat une invitation pour venir parler à cette radio. Il faut se rappeler qu'à cette époque les rapports avec le PCF et la direction de la CGT étaient plus d'ordre physique que politique… En revanche j'avais entendu parler de cette radio et de son écho dans toute la population. Les camarades de la région m'avaient dit qu'elle était même écoutée sur les lieux de travail, dans les grands magasins, etc.

En fait il s'agissait d'une interview suivie d'un débat avec les auditeurs. L'accueil de Trillat fut très professionnel et sympathique, mais quand la parole fut donnée aux auditeurs j'eus droit à un torrent d'insultes du style « qu'est-ce que tu viens faire chez nous ? tu n'as pas de leçons à donner à la classe ouvrière, ce sont les patrons qui vous payent vous les gauchistes, etc. » *Bref du classique pour cette époque, mais qui ne faisait que rendre plus courageux Marcel Trillat qui avait osé m'inviter. Parmi toutes ces insultes, si je me souviens bien, il y eu celles du secrétaire de la fédération du PCF de l'époque : Alain Amicabile, qui par la suite deviendra opposant à la direction du PC et le quittera. L'émission fut plus longue que prévue. Depuis, Amicabile est devenu l'un de mes amis, Marcel Trillat est resté comme toujours un excellent journaliste et les rapports avec le PC sont maintenant plus politiques et fraternels. Bref, ce fut une émission historique et symbolique…*

Alain Krivine,
septembre 2010



Jean Zyromski orateur, vu par H.-P. Gassier vers 1930.
Source: Louis Lévy, Comment ils sont devenus socialistes, op. cit., p. 112.

Jean Zyromski, leader de la gauche socialiste entre les deux guerres

Jean Zyromski fut l'une des figures les plus marquantes du socialisme français entre les deux guerres. Il personnifia le socialisme de gauche et fut le seul dirigeant socialiste qui rejoignit le Parti communiste français après la Seconde Guerre mondiale.

La formation et les premiers combats

Zyromski vit le jour à Nevers en 1890 dans une famille de la bourgeoisie intellectuelle ouverte aux idées de progrès. Son grand-père paternel, un médecin issu de la petite noblesse catholique polonaise, s'était réfugié en France après avoir milité pour la liberté de son pays. Son père, Ernest, professeur de littérature à l'université de Toulouse, puis à celle d'Aix, s'était engagé pour la cause dreyfusarde, et avait pour amis deux intellectuels socialistes, Lucien Herr et Bracke-Desrousseaux. Ce fut néanmoins sans l'assentiment de ses parents, au terme d'une démarche purement intellectuelle, que Jean Zyromski adhéra à la SFIO, en 1912. Interrogé plus tard sur les sources de son militantisme, il raconta avoir été d'abord impressionné par la prestation de Jaurès dans une controverse électorale publique en 1906, puis conquis par les idées marxistes en 1910 en suivant les cours d'économie politique pour sa licence en droit, avant d'être définitivement convaincu par la grande grève des cheminots de la même année[1]. Son premier acte militant fut la soutenance en 1913 d'une thèse de doctorat sur la législation du travail, dans lequel son jury vit l'œuvre d'un *« théoricien de parti »*.

Une fois socialiste, il opta pour le socialisme révolutionnaire, sous la triple influence de Bracke, l'ami de la famille et son mentor, de Guesde et de Lagardelle, qu'il ne connut que par leurs écrits. Comme les deux premiers, il puisa

dans les travaux de Marx son analyse de l'État et de la société, ainsi que sa stratégie politique, qui reposait sur l'action de classe et le refus de toute union avec les partis bourgeois, y compris le Parti radical, formation à ses yeux condamnée à la désagrégation par *« la croissance des antagonismes de classe »*. Il n'était pourtant pas le *« guesdiste étroit »* que l'on dénonça parfois. De la lecture de Lagardelle, il tirait aussi l'idée que l'action syndicale n'avait pas moins de valeur que l'action partisane pour préparer la révolution. La révolution sociale, aimait-il dire, c'était *« la dictature du prolétariat plus les institutions ouvrières »*.

L'expérience de la guerre compta beaucoup dans la genèse de ses conceptions en matière de politique internationale. Mobilisé dans l'infanterie sur le front ouest dès août 1914, puis dans les Balkans, après une réforme d'un an pour blessure, dont il tira profit pour militer, il se rangea parmi les socialistes « majoritaires » partisans de l'union sacrée pour la défense nationale. Ce fut là encore en marxiste qu'il justifia son adhésion à la défense nationale. La classe ouvrière, disait-il en reprenant une formule célèbre de Marx, ne pouvait se constituer en classe dirigeante que dans une nation libre. Elle devait donc se fixer des objectifs de guerre de nature à élargir ses possibilités d'action une fois la paix revenue, notamment la destruction des autocraties et l'application du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Ces différentes conceptions inspirèrent son attitude face au bolchevisme. À la Ve section de Paris, où il milita de 1919 à 1940, il soutint en 1920 le Comité de résistance socialiste qui, sous la conduite de Léon Blum et de Bracke, refusa l'adhésion de la SFIO à l'Internationale communiste au nom du marxisme. Il dénonça le bolchevisme comme une utopie aussi déviationniste que le réformisme, et lui fit plus particulièrement grief de refuser la défense nationale en régime capitaliste, de sous-estimer la valeur des réformes, et de subordonner les syndicats au parti.

Contre le cartel des gauches et l'aile droite de la SFIO

Après la scission intervenue au congrès de Tours, en décembre 1920, il resta à la « vieille maison ». Militant désintéressé, sincère, et totalement dominé par ses idées, il se jeta avec passion dans l'action politique. Pour pouvoir s'y consacrer le plus possible, il choisit de mener une simple carrière de fonctionnaire spécialisé dans les affaires sociales à la Préfecture de la Seine. En peu de temps, il fit véritablement corps avec

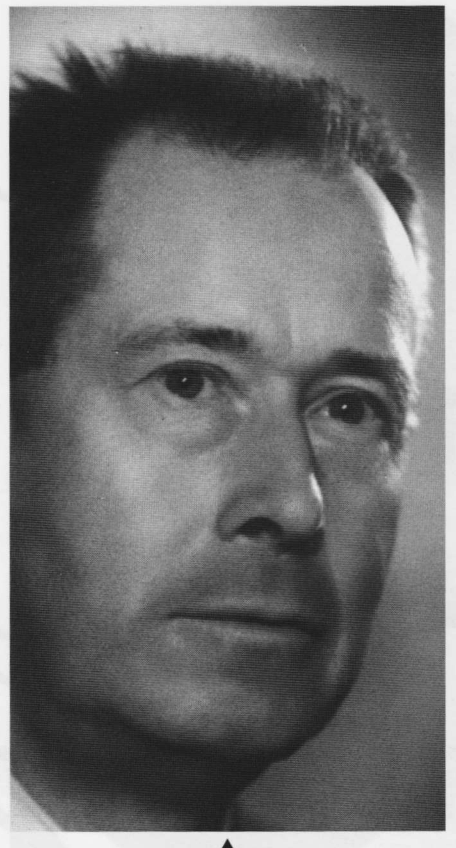


Jean Zyromski au milieu des années 1920.
Source : Profession de foi de Jean Zyromski pour les élections de 1928.

son parti. Il devint le personnage central de la Fédération de la Seine, dont il fut le secrétaire en titre en 1929 et 1930, l'un des membres les plus actifs de la commission exécutive et du bureau, le délégué dans tous les congrès nationaux, et le reste du temps la plus haute « autorité morale ». Il exerça aussi des responsabilités de premier plan à la direction nationale du parti durant tout l'entre-deux-guerres, comme membre de la Commission administrative permanente (CAP), secrétaire de multiples commissions, directeur de la « page sociale » de l'organe central, *Le Populaire*, et délégué auprès de l'Internationale ouvrière socialiste. En pur militant, il se détourna des fonctions électives. Il ne fit jamais acte de candidature que pour mener des campagnes « pour le drapeau », dans des circonscriptions perdues d'avance. Il ne manifesta pas plus d'intérêt pour les fonctions gouvernementales. En 1936, il déclina l'offre que lui présenta Blum d'entrer au secrétariat général de la présidence du Conseil. Son dévouement lui valut l'affection de ses camarades, pour qui il fut tout simplement « Zyrom[2] ».

Mais s'il s'imposa ainsi dans le parti, ce fut d'abord en tant qu'organisateur et chef de file de son aile gauche. Dès le lendemain de la •••

1. Louis Lévy, *Comment ils sont devenus socialistes*, Éd. du *Populaire*, Paris, 1932, pp. 112 *sq*…
2. L'attachement de ses partisans pouvait aller au-delà de cette seule affection. À propos de certains d'entre eux, des témoins ont évoqué un « envoûtement » (Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, Maspéro, 1976, p. 16), d'autres une *« adoration sans limites »* (*Le Coq rouge*, 1er mars 1930). .



▲
Jean Zyromski en 1937.
Source: archives familiales.

Sixième année. — N° 64. Janvier 1933.

LA BATAILLE SOCIALISTE

RÉDACTION :
AMÉDÉE DUNOIS
4, rue Vauquelin
PARIS-Vᵉ

ADMINISTRATION :
Paul COLLIETTE.
8, Rue de la Collégiale, PARIS Vᵉ
C. C. Postal : 1128-65, Paris

ABONNEMENTS :
Un An .... 10 fr.
Etranger....... 20 fr.

Paraissant le 15 de chaque mois

SOMMAIRE

Nos objectifs

Nous croyons utile de condenser en quelques lignes la politique que nous défendons au sein du Parti depuis déjà de longues années. Il importe, en effet, que, tous, nous sachions parfaitement la direction de notre effort quotidien. Le moment est particulièrement grave pour l'avenir de notre Parti, en présence des tentatives répétées faites pour le détourner de sa voie socialiste, prolétarienne, révolutionnaire. Plus que jamais il faut lutter avec méthode, cohésion, persévérance pour nos objectifs ainsi précisés et définis.

Maintenir et propager les principes et les méthodes définis dans la résolution du Congrès international d'Amsterdam (1904) et dans le Pacte d'Unité (1905), confirmés par l'évolution économique et politique de la société capitaliste.

Ecarter en conséquence toute politique de confusion sur le plan électoral, de collaboration sur le plan parlementaire, de participation ministérielle sur le plan gouvernemental, avec les partis de démocratie bourgeoise, ces divers modes d'action étant de plus en plus contre-indiqués par suite des divergences croissantes qui se marquent entre ces partis et le Parti socialiste, et qui résultent de l'accentuation des antagonismes de classes.

Faire prévaloir une vigoureuse et claire politique d'opposition de classe à la bourgeoisie et à l'Etat qui en est l'instrument.

*Lutter pour la reconstitution de l'Unité, nécessité impérieuse, urgente, certaine, conditionnée par le développement d'une politique de classe de la part de l'*Internationale Ouvrière et Socialiste *et la répudiation de toute politique de secte de la part de l'Internationale Communiste.*

Dénoncer et combattre les manœuvres de débauchage et la tentative de dissociation organique qui, sous le vocable du « front unique », ne peuvent qu'approfondir les divisions actuelles dont nous voulons, au contraire, passionnément la fin.

Encourager, soutenir et défendre tous les rassemblements de travailleurs, toutes les jonctions des forces ouvrières qui doivent s'opérer contre la Réaction capitaliste, le Patronat et l'Etat bourgeois.

LA BATAILLE SOCIALISTE.

▲
Page de couverture d'un numéro du bulletin de la Bataille socialiste, tendance de la SFIO animée par Jean Zyromski.

●●● scission, il craignit que la SFIO, libérée des bolchevistes et amputée d'une partie de sa base ouvrière, ne cédât à la tentation d'une alliance avec le Parti radical, et n'y perdît son identité. Le danger lui parut d'autant plus réel que l'aile droite se faisait l'avocate fervente d'une telle stratégie. Aussi s'engagea-t-il dans un combat long et obstiné pour la défense de *« l'indépendance de classe »* du parti, pour lequel il ne put compter au début que sur l'appui de Bracke et de quelques amis.

Il mena sa première campagne contre le « cartel des gauches », durant les années 1924-1926. Il s'efforça d'en empêcher la formation aux élections législatives, en mai 1924, en exhortant la SFIO à aller seule à la bataille, puis à limiter le nombre de ses listes communes avec les radicaux, dans les deux cas vainement. Pour donner l'exemple, il constitua alors avec Bracke l'une des deux seules listes dites *« d'unité socialiste et ouvrière »*, fermée aux radicaux, mais ouverte à des formations plus à gauche que le parti. Après la victoire des gauches, il alerta la SFIO contre la constitution d'un cartel au Parlement, notamment en critiquant le caractère systématique du soutien apporté par son groupe parlementaire au gouvernement du radical Édouard Herriot. Une fois ce dernier renversé, enfin, il se dressa contre l'idée d'une participation socialiste à un gouvernement à direction radicale, que l'aile droite présenta comme la seule solution pour éviter un échec définitif des gauches. Le parti se divisant profondément sur le sujet, il réussit à convaincre en 1926 le secrétaire général Paul Faure de réaliser avec lui et ses quelques amis un rassemblement de tous les partisans de la ligne traditionnelle, autour d'un journal commun, *La Correspondance socialiste*, ce qui permit d'isoler l'aile droite.

Fin 1926, Paul Faure reprit sa liberté, jugeant tout danger écarté. Mais Zyromski estima au contraire dangereuse une démobilisation de l'aile gauche. Avec Bracke et des militants tels que Léo Lagrange, Louis Lévy, Georges Dumoulin, Maurice Delépine, Ludovic Zoretti et Émile Farinet, que rejoignit un peu plus tard Marceau Pivert, ainsi que le soutien des fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise, il constitua début 1927 la tendance dite Bataille socialiste, dotée d'un organe mensuel éponyme dont il prit la direction politique. Il la fit connaître au congrès national qui se réunit à Lyon en avril 1927, où il réunit 23 % des mandats sur une motion qui en exposait les principes fondamentaux: refus de toute liaison durable avec les partis *« de démocratie bourgeoise »*, *« politique de classe »* dans tous les domaines, *« politique d'unité ouvrière »*, *« socialisme des institutions »*. Il put y faire entrer Paul Faure et d'autres dirigeants socialistes en octobre 1929, lorsque le Groupe parlementaire répondit positivement, sans l'assentiment de la CAP, à une offre de *« partage du pouvoir »* que



Zyromski, à sa place de délégué, est plus joyeux qu'à la tribune

Jean Zyromski vu par le dessinateur Henri Siriez en 1932. Ses amis s'amusaient à le dire un peu « bouledogue », au physique comme au moral. Source : La Vie socialiste, 11 juin 1932.



Zyromski, en professeur de marxisme, et deux de ses amis de tendance : Émile Farinet et Serge Graziani, à la tribune d'un conseil de la Fédération socialiste de la Seine. Farinet succéda à Zyromski au secrétariat de la fédération après 1930. Graziani fut député SFIO de la Seine de 1932 à 1936. Source : La Vie socialiste, 27 mai 1933.

lui présentèrent les radicaux. Élargie de ce fait à l'ensemble des militants attachés à *« l'indépendance de classe »* de la SFIO, la Bataille fit rejeter la participation ministérielle par un congrès national, en janvier 1930. Zyromski inspira ensuite une lutte sans relâche contre l'aile droite, sur toutes les questions. Après la victoire des gauches aux élections législatives de mai 1932, la tendance se retrouva sur la défensive, mais réussit à gagner du temps, ce qui lui permit en 1933 de résister aux pressions renouvelées de l'aile droite en faveur d'une collaboration avec les radicaux. En novembre, elle obtint l'exclusion des chefs de la tendance adverse, pour indiscipline et révisionnisme *« néo-socialiste »*. Ce « redressement » fut pour Zyromski une grande victoire, le couronnement d'une décennie d'efforts.

Pour l'unité ouvrière, contre le fascisme national et international

Sous le coup de la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne, en 1933, et de l'émeute des ligues à Paris, le 6 février 1934, Zyromski acquit la conviction en 1934 que le fascisme était en train de se propager dans toute l'Europe, à la faveur de la crise de l'économie capitaliste. Dès lors, il porta l'essentiel de son effort contre ce dernier, au prix d'une rupture avec le Secrétariat général du parti, qui ne prenait pas la menace au sérieux.

Dans ces conditions, il fit de l'unité ouvrière, par l'unité d'action ou l'unité organique des partis socialiste et communiste, son objectif prioritaire. Il était depuis longtemps unitaire, et avait obtenu de la SFIO, en 1928, la reconnaissance de la *« communauté de fins doctrinales »* du socialisme et du communisme. Cependant la volonté arrêtée du Parti communiste (PC) de *« plumer la volaille socialiste »*, pour reprendre le mot d'ordre d'un dirigeant communiste, avait jusque-là interdit tout rapprochement. Après le 6 février, l'unité devenant une question de vie ou de mort, Zyromski se lança, avec la Bataille et les deux fédérations socialistes de la Seine et de la Seine-et-Oise, dans une *« politique d'unité ouvrière agissante »* particulièrement volontariste. Lui et ses amis ne cessèrent de solliciter les organisations communistes pour des actions communes loyales contre le fascisme. Cette politique n'eut pas de résultat tangible jusqu'en juin 1934, les communistes continuant à poursuivre leur objectif antérieur de destruction du Parti socialiste. Néanmoins, elle créa un climat qui favorisa le rapprochement lorsque le PC se convertit à l'idée d'une alliance avec la SFIO, fin juin, sur ordre de l'Internationale communiste, ce qui explique la signature dès le 27 juillet 1934 du pacte d'unité d'action socialo-communiste. Zyromski s'efforça ensuite de pousser le processus unitaire le plus loin possible. Tout en adhérant lui-même à plusieurs organisations antifascistes sous influence communiste, comme les Amis de l'URSS, il joua un rôle déterminant dans la constitution du Comité d'unité d'action antifasciste de la région pari- ●●●



▲ *Un « projet d'illustration » ironique, par Henri Siriez, pour la motion déposée par la Bataille socialiste en vue du congrès national de juillet 1933, qui devait trancher le conflit entre la CAP dominée par l'aile gauche et le Groupe parlementaire animé par l'aile droite. L'auteur s'inspire de la reddition des bourgeois de Calais. À gauche, debout, les leaders de la Bataille socialiste: sous le dais de la CAP, Paul Faure, le secrétaire général du parti, et derrière lui son adjoint Jean-Baptiste Séverac; devant l'estrade, Zyromski en bourreau, attendant l'ordre de faire tomber la hache. À droite, dépouillés et soumis, les chefs de l'aile droite, sortis du Palais-Bourbon, remettant les clés de leurs circonscriptions: Renaudel, porteur des clés de Toulon et de sa revue* La Vie socialiste, *et Compère-Morel (Uzès), à genoux; et, debout, de gauche à droite, Fiancette (19e), Déat (20e), Marquet (Bordeaux), et Frossard (Lure). À l'extrême gauche, Léon Blum en reine d'Angleterre implore la grâce des condamnés. Les rôles sont distribués pour le congrès. Source:* La Vie socialiste, *17 juin 1933, p. 18.*

●●● sienne, et mit au point avec Jacques Duclos, sur mandat de la CAP, la *« plate-forme d'action commune »* des deux partis, en septembre 1935. Secrétaire de la commission d'unification constituée en 1935, il fit aussi le maximum pour favoriser la fusion organique. Il rédigea au nom de la Bataille un projet de Charte d'unité qui inspira un texte socialiste de synthèse en 1936, qu'il ne put toutefois faire aboutir. Enfin, il poussa à la réalisation du Front populaire, qu'il ne vit pas comme un nouveau cartel des gauches, mais comme un puissant mouvement des masses animé par les organisations prolétariennes.

Après les premiers coups de force des dictatures, il appela aussi à la lutte contre le fascisme sur le plan international. Il publia au printemps 1935 avec Amédée Dunois, Théodor Dan et Otto Bauer une brochure intitulée *L'internationale et la guerre*, où il prit position pour la formation d'une coalition des démocraties et de l'URSS contre l'Allemagne hitlérienne, qui correspondît aux fronts antifascistes constitués dans le cadre national. Il se rallia avec ardeur au Pacte franco-soviétique, en mai 1935, puis se prononça pour des sanctions contre l'Italie quand celle-ci envahit l'Éthiopie. Cette stratégie de lutte contre le fascisme international ne fut pas comprise par tous les socialistes de gauche. Elle conduisit Marceau Pivert à quitter la Bataille pour fonder sa propre tendance, la Gauche révolutionnaire.

Le Front populaire ayant remporté les élections législatives de mai 1936, Zyromski plaça beaucoup d'espoirs dans le gouvernement formé par Léon Blum, bien qu'il regrettât le refus de participation du PC et de la CGT. Réaliste, il ne crut pas que tout était possible. Il réclama néanmoins un *« gouvernement du 12 février*[3] *»*, décidé à réaliser *« tout ce qui était possible »*, et prêt à passer à une autre étape, révolutionnaire, si nécessaire. Quand il s'aperçut que Blum ne tenait pas ce cap, il contesta son action. Il s'en prit d'abord à sa politique de non-intervention dans la guerre d'Espagne. Après avoir démissionné de la direction de la Fédération de la Seine, il fit campagne pour l'aide aux républicains en lutte contre Franco, et prit part à la fondation du Comité d'action socialiste pour l'Espagne, dont il dirigea l'organe, *L'Espagne socialiste*. Il trouva d'autres sujets de mécontentement dans l'annonce de la « pause » dans les réformes en février 1937, puis dans la démission sans résistance du leader socialiste, en juin 1937.

À partir de juillet 1937, il accentua son opposition à la direction du parti, en dénonçant la participation socialiste au gouvernement du radical Chautemps, et en réclamant une relance du Front populaire. Au conseil national du 17 janvier 1938, au lendemain de la crise ouverte par la première chute du gouvernement Chautemps, il réussit à imposer l'arrêt de la participation ministérielle, avec l'appui des pivertistes. En revanche, il appuya le retour de Blum au pouvoir le 13 mars 1938, à la tête d'un gouvernement de Front populaire résolu à mettre en œuvre un programme de réformes plus avancé que celui de 1936, et à infléchir dans un sens nettement antifasciste la politique extérieure, notamment vis-à-vis de l'Espagne. Mais il ne put empêcher Blum de tomber une deuxième fois, en avril, ni le parti d'accorder son soutien au gouvernement formé alors par le radical Daladier.

La question de l'attitude à suivre face à l'Allemagne hitlérienne vint de toute façon dominer toutes les autres à partir de l'été 1938. Zyromski se dressa comme le principal opposant à toute tentative de sauvegarde de la paix par des concessions à Hitler. En octobre, il dénonça les accords de Munich, et s'indigna de leur ratification par le parti. Cependant, il put s'entendre avec Blum, quand celui-ci s'engagea clairement pour la résistance à Hitler. Une coalition de la Bataille et des blumistes fit adopter une motion en faveur d'une politique extérieure de fermeté au congrès national de décembre 1938, et imposa le respect de cette ligne dans les mois qui suivirent. Cependant, Zyromski dut composer avec l'esprit de compromis de Blum. Il ne put obtenir son acquiescement à l'éviction de Paul Faure, leader des pacifistes, du Secrétariat général, ni le dissuader de s'entendre avec ce dernier à la fin du congrès national de mai 1939, à Nantes, sur un texte de « synthèse » sans clarté.

Pris à contre-pied fin août 1939 par le pacte germano-soviétique, il n'en persista pas moins dans la voie qu'il s'était tracée, se séparant ainsi radicalement des communistes. Il condamna énergiquement le pacte, affirma la nécessité pour la France de rester fidèle à ses engagements internationaux et, une fois la guerre ouverte, se prononça pour la lutte jusqu'au bout contre Hitler.

La défaite et la volatilisation de la SFIO, en juin et juillet 1940, le laissèrent profondément abattu. Il fut ensuite inquiété à plusieurs reprises par les

3. Il se référait ainsi à la journée de grève générale et de manifestations unitaires du 12 février 1934, où la gauche s'était mobilisée avec succès contre le fascisme, à l'appel des organisations ouvrières, en riposte au 6 février.

Allemands, et même un temps interné comme Juif au camp de Drancy. Par prudence, il prit sa retraite administrative et se retira avec son épouse dans le canton de Duras, dans le Lot-et-Garonne. Il n'en prit pas moins part à la reconstitution clandestine de la Ve section, puis de celle de Duras, et eut des contacts avec la résistance socialiste en Lot-et-Garonne.

Une fin de parcours au Parti communiste

Il commença à glisser vers le communisme dès la Libération. Fin 1944, il adhéra au Front national, au conseil national duquel il éntra peu après, ce qui lui valut d'être l'objet d'une demande de contrôle à l'intérieur de la SFIO. En septembre 1945, il s'inscrivit au PCF. Pour expliquer son geste, il invoqua sur le moment la fin de ses dernières illusions sur les socialistes après le rejet par ceux-ci, le mois précédent, d'un projet de réunification des deux partis. Plus tard et sur le fond, il mit aussi en avant sa croyance en la réalité de la transformation du PCF depuis 1935. Il appréciait particulièrement la conversion des communistes à l'idée de nation. Il représenta son nouveau parti au Conseil de la République, de 1946 à 1948. Retiré ensuite à Marmande, dans le Lot-et-Garonne, il continua à militer dans le comité de section de cette ville, tout en siégeant au conseil d'administration des *Cahiers Maurice Thorez*. Pour autant, il ne devint pas un communiste comme les autres. Il ne renia aucune de ses positions passées, et resta étranger à la culture politique particulière des communistes. S'il ne contesta jamais la ligne du PCF, il lui arriva de critiquer publiquement l'insuffisance de la démocratie interne. De même, s'il reconnut comme un devoir primordial la défense de l'URSS, il rejeta toute idée de « primauté » de celle-ci dans le camp socialiste. Revenu en banlieue parisienne à la fin de sa vie, il cessa toute activité politique après l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, en 1968.

Son parcours fut au total quasi rectiligne. Il resta toute sa vie l'homme d'une seule idéologie, celle du socialisme de gauche prolétarien, révolutionnaire, unitaire et internationaliste, qu'il incarna mieux que quiconque. Seule la modification de son environnement au fil du temps explique son évolution, y compris son adhésion au PCF[4]. ■

Éric NADAUD

4. Pour des informations supplémentaires, voir Éric Nadaud, « Jean Zyromski », *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, t. 43, Les Éd. ouvrières, pp. 431-439.

Zyromski vu par la presse de droite

La presse de droite fit de Zyromski l'une de ses cibles favorites, parce qu'il lui apparaissait comme le personnage idoine pour discréditer le socialisme.

Elle le caricatura sous les traits d'un révolutionnaire marxiste particulièrement dogmatique et sévère, tout en exagérant son influence, pour répandre l'idée d'une SFIO sectaire.

Elle le dénonça d'autre part comme un « *bourgeois de la Sociale* », un fonctionnaire budgétivore grassement payé par les contribuables. Elle s'en prit aussi à son épouse, Marcelle, dite « *Zyromska* », également fonctionnaire à la Préfecture de la Seine, et socialiste. Elle s'indigna du niveau « *exorbitant* » de leurs deux traitements cumulés, et de leur « *carrière accélérée* ». Ses attaques devinrent particulièrement virulentes au milieu des années 1930, quand les Zyromski, qui étaient aussi des syndicalistes, tentèrent de mobiliser leurs collègues contre les mesures déflationnistes d'amputation des traitements des fonctionnaires. Le couple fut accusé de lancer des appels à la révolution dans le seul but de sauvegarder son train de vie cossu, au mépris du peuple souffrant[1]. Ces calomnies étaient du même ordre que celles qui visaient les « *châteaux* » et la « *vaisselle d'or* » de Léon Blum. Il s'agissait de ruiner le crédit des socialistes en milieu ouvrier et populaire.

Enfin, une partie de la presse de droite ajouta Zyromski, indûment, à la liste des Juifs de gauche qui, là encore avec Blum et tant d'autres, étaient censés exercer leur influence occulte sur la République. En témoigne la chansonnette publiée par le *Charivari* du 2 juin 1928, sous le titre « Le Prépuscule du socialisme ». Après avoir rappelé que les leaders socialistes « *sont tous des youpins* », elle s'achève sur ces vers :

« *Les voyez-vous,*
Les Uhrys, les Grumbachs, les Moches,
Juifs de partout
Qui veulent nous faire les poches,
Les Zyromskis,
Qu'il faut saluer, tête basse ;
Quel peuple exquis !
C'est tout Israël qui passe ! »

Le regard scandalisé d'un journal de droite sur les appointements supposés fastueux d'un ménage de fonctionnaires qui ose parler au nom de la classe ouvrière. Source : Le Charivari, 22 juin 1935, p. 8. ▼



1. Voir par exemple *Le Journal de l'Orne*, 4 mars 1933 ; *L'Ami du peuple*, 18 avril 1934 ; *Le Charivari*, 22 juin 1935, p. 8.



▲
*À partir de **1920**, surfant sur le développement de la soie artificielle, la famille Gillet multiplie les usines chimiques et textiles dans l'agglomération. Elle crée les premières grandes cités ouvrières patronales à Villeurbanne et à Vaulx-en-Velin. À Cusset – secteur est de Villeurbanne – les familles italiennes se partagent entre ce nouvel habitat patronal et des pavillons modestes. Documentation Agence d'urbanisme.*

Deux siècles d'immigration à Lyon : entre ghettoïsation et intégration citoyenne

À Lyon, comme dans les autres grandes agglomérations, plusieurs vagues d'immigration ont accompagné la révolution industrielle. Groupes et communautés migrantes ont constamment participé aux sociabilités populaires et aux luttes, aux dynamiques sociales, culturelles et artistiques locales. Un potentiel encore insuffisamment pris en compte dans les grands projets lyonnais actuels.

L'immigration de main-d'œuvre dans l'agglomération lyonnaise et à l'intérieur du bassin industriel du Rhône a suivi les grandes tendances de l'immigration en France, et notamment les trois grandes vagues d'immigration liées au développement de l'industrialisation :

- Celle de 1880 à 1914 qui voit le nombre d'étrangers résidents sur le territoire atteindre le seuil d'un million de personnes dès 1880, dont 200 000 arrivés dans les trois dernières années de la décennie.
- Celle de l'entre-deux-guerres dont l'importance est particulièrement forte dans les régions où le processus d'industrialisation reste dynamique, du fait de la déflation démographique durable que connaît le pays.
- Celle des années 60 qui fera de la France, un temps, le premier pays d'immigration du monde.

Les particularités de la région et de l'agglomération lyonnaise

Trois inflexions notables pour l'agglomération lyonnaise et le Rhône sont à noter par rapport aux moyennes nationales. En premier lieu, l'importance des immigrations italienne puis maghrébine, du fait des relations traditionnelles de la métropole régionale avec l'Italie et de la situation de Lyon et du Rhône dans le sillon rhodanien.

En second lieu et en conséquence, le moindre poids des immigrations belge et polonaise, très importantes pour le nord de la France dans la première moitié du XXe siècle.

Enfin, la spécificité des besoins de main-d'œuvre liée à la structure de l'industrie lyonnaise à ces différentes étapes de développement (textile artificiel, chimie,

industrie de transformation, métallurgie, mécanique automobile). Les différentes vagues d'industrialisation ont rencontré des flux spécifiques de main-d'œuvre étrangère plus ou moins qualifiée et ont participé à les fixer dans une géographie particulière du territoire en fonction de chaque période.

Au cours des soixante dernières années – en gros depuis les années 50-60 – la structure du parc de logements sociaux – qu'il s'agisse de logements sociaux publics (HLM et toutes les sous-catégories qui ont pu exister) ou de logements privés mais sociaux du fait des faibles loyers liés à la loi de 1948 – et ses évolutions ont dessiné la géographie de l'habitat immigré. Au fur et à mesure que certains segments de ce parc se sont ouverts aux familles, cela a dessiné une géographie résidentielle avec des effets de ghetto particulièrement marqués dans l'Est lyonnais puis, à partir des années 60-70, dans certaines parties moins valorisées des grands ensembles.

Première vague d'immigration industrielle à Lyon

Au milieu du XIXe siècle, c'est l'immigration italienne qui est dominante. Les immigrés italiens sont avant tout de condition modeste, d'abord portefaix et hommes de peine, puis artisans et ouvriers en soie. Ils travaillent aussi dans le bâtiment et dans l'industrie de la transformation métallurgique naissante.

La Guillotière en cours d'urbanisation constitue leur quartier d'accueil par excellence. Commune indépendante, elle ne sera rattachée à Lyon qu'en 1852, ainsi que la Croix-Rousse, autre faubourg populaire et révolutionnaire. Parmi ces Italiens, les Savoyards – la Savoie ne sera rattachée à la France qu'en 1860 – sont nombreux. En 1848, 2000 savoyards armés quitteront la Croix-Rousse pour aller libérer Chambéry. L'attentat de Caserio qui causa la mort de Sadi Carnot lors de l'inauguration de la foire internationale de 1894 sera suivi d'un pogrom anti-italien particulièrement violent et meurtrier, dans la presqu'île et à la Guillotière.

Dans le cadre du Musée Urbain Tony Garnier, une fresque de la Cité de la Création garde ●●●

▲ ***Années trente**: dans le secteur est de la commune de Villeurbanne, les familles ouvrières, souvent d'origine étrangère, notamment italienne, se logent comme elles peuvent dans un habitat précaire et insalubre. Photothèque Agence d'urbanisme.*

***1924**, Lazare Goujon, médecin et maire de Villeurbanne, programme un quartier moderne, nouveau centre administratif et culturel de la commune. Ce projet futuriste, réalisé de 1927 à 1931 par l'architecte Môrice Leroux, accueillera de nombreuses familles juives réfugiées d'Europe de l'Est. Photothèque Agence d'urbanisme.* ▼







▲ **Dans les années 60**: la place Gabriel-Péri ou « place du Pont » à Lyon 3e, lieu focal de l'immigration maghrébine et des « hommes debout ». Une fonction commerciale et une fonction de rencontre qui se maintient malgré de multiples aménagements cherchant à « banaliser » ce quartier. Photo Guy F et Herbin R, Agence d'urbanisme.

▲ Construite en **1962** pour accueillir les familles réfugiées d'Algérie, la cité, propriété d'industriels locaux, devient vite un quartier spécifiquement algérien et marocain. En 1977, malgré la volonté des familles qui aspiraient à une réhabilitation, Charles Hernu, nouveau maire de Villeurbanne, choisit de détruire et reconstruire. Photothèque Agence d'urbanisme.

●●● mémoire de ces événements et rappelle l'entassement des populations ouvrières dans les taudis.

L'effort de la troisième République se porte plus alors vers la construction des prestigieux palais nationaux, à fonction civique, économique ou intellectuelle (construction à Lyon de la préfecture, des universités sur les quais du Rhône et de la bourse du commerce), que du logement des classes populaires. Seuls quelques originaux philanthropes dans la mouvance du Musée Social s'y essayent. Le meilleur exemple lyonnais en est Félix Mangini, financier saint-simonien qui construit les premiers immeubles ouvriers de la ville.

L'entre-deux-guerres et l'Est lyonnais

La vague d'immigration de l'entre-deux-guerres se révèle extraordinaire dans sa rapidité et son intensité, notamment à Villeurbanne et dans les autres communes de la banlieue industrielle. Le boom de l'industrie lyonnaise est lié à la délocalisation des grandes unités de production chimique et d'armement de l'est de la France occupé par l'Allemagne. Les besoins de main-d'œuvre sont immenses et les Français se dérobent ou n'acceptent que les emplois les moins exposés, ceux qui offrent un statut reconnu.

Or la grande industrie est alors essentiellement demandeuse d'une main-d'œuvre peu qualifiée. 22 % des ouvriers des verreries sont étrangers (elles sont présentes surtout à Givors et à Oullins), 35 % dans les usines de la chimie lyonnaise à Saint-Fons et à Vaise, 50 % dans les cimenteries, 50 à 70 % dans la soie artificielle (surtout Décines et Vaulx-en-Velin). Il faut ajouter à ce paysage industriel l'utilisation de main-d'œuvre agricole dans les maraîchages périurbains, avec surtout des Espagnols.

À partir de 1922, les immigrations se diversifient. Les vagues d'immigration du nord de la France (Belges, Polonais, Russes) diffusent dans la vallée du Rhône. Les spécialisations par branche et par origine s'affaiblissent. De nouvelles vagues liées aux suites de la guerre de 1914-1918 s'établissent à côté des autres: Arméniens, mais aussi Grecs en moindre proportion, à Villeurbanne et surtout Décines, Algériens et Marocains dans le textile artificiel, les mines, la métallurgie.

Dès les années 30, les communes de l'industrialisation champignon de l'Est lyonnais agglomèrent des populations en majorité étrangères. À Vénissieux, le taux d'étrangers dépasse les 50 %. Sont agrégés différents groupes d'origines diverses marqués par des histoires de migrations particulières: Italiens, Espagnols, Maghrébins. Même chose à Saint-Fons, mais avec la présence de Grecs et d'Indochinois. Un peu à l'écart encore, Décines et Saint-Maurice-de-Beynost sont devenues, par le biais des recrutements des usines de soie artificielle, de véritables communes arméniennes où 30 à 55 % de la population est étrangère.

Cette présence étrangère massive et rapide trouve accueil pour une petite minorité seulement dans les HBM neuves et les cités ouvrières (cités Tase à Vaulx-en-Velin, CTA à Décines et Saint-Maurice-de-Beynost). Les autres s'entassent dans les taudis de la Guillotière (la place du Pont déjà), du Vieux-Lyon, de la Grande-Côte et surtout des bourgs ruraux périphériques.

Les premiers rejets

L'immigration est de moins en moins bien acceptée et certains commencent à ne plus la juger comme une invasion pacifique. La *Voix du Peuple*, journal communiste lyonnais, évoque en 1933 une « *tour de Babel moderne où toute une internationale de prolétaires anime les rues des cités, se courbe sous la discipline des ateliers, s'entasse dans les logements, Italiens de Vénétie et de Toscane, d'Urbino, de Valstagna; Hongrois de Gercze, de Sarvar; Polonais de Vilno et de Lodz; Autrichiens, Tchèques racolés, amenés par familles, par villages; Mongols éga-*

rés sur la piste d'Attila ; Français pourchassés par la crise ; encadrés d'anciens sous-offs et de ci-devant généraux ou barines venus de Sibérie ou du Caucase, avec les débris des bandes de Koltchak et de Pétlioura[1]*... ».*

Cette citation rend bien compte de la force et de la diversité des courants migratoires à l'époque. Elle évoque les vagues successives liées à l'histoire européenne mouvementée et aux grandes migrations économiques. Elle indique les histoires migratoires particulières qui font que Vénissieux, Saint-Fons, Meximieux ou Vaise accueilleront les Italiens de telle ville, les Espagnols de telle région, les Algériens de tel douar. À Vénissieux, les Italiens venus de Frosinone sont nombreux, les Espagnols eux sont partis de la province d'Alméria.

Cet extrait de la *Voix du Peuple* rend compte aussi de l'ambivalence de l'accueil de ces populations qui viennent occuper les postes de travail dont la pénibilité et la dangerosité éloignent, voire révulsent les Français. Les travailleurs étrangers y sont assimilés à leurs encadrants, eux-mêmes assimilés aux restes des armées blanches et de l'aristocratie russe.

La relecture de *Beau Masque* de Roger Vailland dont l'action se déroule dans les années 50 montre combien l'hostilité à ces différentes vagues d'immigration va perdurer. Le roman décrit le violent ostracisme dont sont victimes les Italiens pourtant parfaitement assimilés dans un milieu d'ouvriers, d'artisans et de petits entrepreneurs dans les campagnes, autour d'Ambérieu-en-Bugey.

Des parcours migratoires et des destins sociaux diversifiés

Une part de cette immigration liée à la première industrialisation lyonnaise n'est pas fixée. Pour un nombre important d'Italiens et d'Arméniens, l'agglomération rhodanienne n'est qu'une étape vers la région parisienne, ou encore vers l'Amérique. Pour les Polonais, au contraire, Lyon constitue une seconde étape dans leur parcours migratoire. D'autres populations, françaises celles-là, comme les Ardéchois, sont prises dans ce maelström qui diffuse les familles d'abord le long de la vallée du Rhône, ensuite aux quatre coins de l'Hexagone et pour certaines jusqu'en Amérique.

Le blocage des loyers ayant arrêté la construction privée et la production de logements sociaux ou ouvriers n'étant finalement qu'assez modeste vis-à-vis des besoins, d'immenses bidonvilles s'installent aux franges des quartiers populaires. Le « Village Nègre », dans le 8e arrondissement à proximité des anciennes usines Berliet, coexistera jusqu'à la Seconde Guerre mondiale aux abords de la nouvelle cité des États-Unis construite dans les années 30. Les « baraques » de Gerland, dans le 7e, perdureront jusque dans l'après-guerre.



▲ *Rue Gilbert-Dru à la Guillotière dans les années* ***1970****. Un secteur de taudis et de friches artisanales en plein centre-ville. L'accueil des immigrés célibataires primo-arrivants à proximité de la place du Pont. Photo Guy F et Herbin R, Agence d'urbanisme de Lyon.*



▲ *Années* ***1980****, aux Minguettes, un groupe d'enfants joue au pied des tours non réhabilitées du quartier Démocratie. N'arrivant pas à concrétiser les résultats du concours international d'urbanisme lancé en 1989, les pouvoirs publics raseront ces dix tours en 1994. Photo Guy F, Agence d'Urbanisme de Lyon.*

Les cohortes industrielles ségrégées ne restent d'ailleurs pas enfermées dans leur ghetto et certains pionniers s'intègrent dans les réseaux sociaux, quittent l'industrie pour créer des commerces qui renforceront l'identité des secteurs urbains où ils résident : épiciers italiens de la Guillotière, boutiques arméniennes de Décines, etc. Les Arméniens ouvriers du cuir à Romans et à Vienne créent leurs propres entreprises et connaissent des réussites considérables et durables dans la chaussure de luxe, mais aussi dans l'immobilier et dans d'autres industries de transformation.

Exploitation et précarité restent la règle majoritaire

Mais ces destins sortant de l'ordinaire masquent les conditions extraordinairement pénibles et de travail et d'habitat de la grande majorité de ces populations justes sédentarisées. Leur intégration se fera par le biais de la mise en place de structures communautaires souvent confessionnelles et par la pénétration des mouvements syndicaux puis politiques et enfin pour les cadres militants aguerris après la guerre, dans le cadre des ●●●

1. La *Voix du Peuple*, 25 mars 1933. Cité par Philippe Videlier dans *Écarts d'identité – revue trimestrielle sur l'intégration*, numéro hors série « Des mémoires d'immigrés », Grenoble, avril 2000.

▲
*Le défilé de la Biennale de la danse, un rituel d'intégration maintenant bien rôdé. Depuis **1996**, tous les deux ans, les groupes issus des quartiers et des villes périphériques se produisent dans les espaces du centre de Lyon. Photo Ruch MR, Agence d'urbanisme.*

●●● municipalités populaires de l'Est lyonnais. Philippe Videlier montre comment sous la pression de l'usine Maréchal, Saint-Priest se transforma en ville d'accueil[2]. À Vénissieux les ouvriers étaient dès l'origine plutôt espagnols. À Saint-Priest ils venaient plutôt du nord de la péninsule italienne. Au recensement de 1926, les étrangers formaient près du tiers de la population de la commune. À partir de 1930, le personnel de l'usine san-priote était presque uniquement italien. La proportion d'étrangers monta jusqu'à 35 % en 1939, elle n'était plus que de moins de 10 % à la Libération.

Les années 50 et l'immigration « gérée »

Après la Seconde Guerre mondiale, c'est à partir de 1950 que l'immigration massive et organisée de travailleurs célibataires vient relayer les progrès de productivité. Elle le fait au service d'une industrie de masse, de l'équipement du territoire et du nouvel effort de développement de l'habitat, rendu nécessaire par l'échec relatif de la reconstruction.

Par le biais de la Sonacotra et de plusieurs autres organismes spécialisés, des foyers spéci-

Napoléon Bullukian, orphelin et esclave en Turquie, ouvrier à Saint-Chamond jusqu'en 1928, fonde sa propre entreprise de promotion immobilière à Lyon en 1932. Il devient un des promoteurs privés les plus éclairés de la place... Photo droits réservés – Fondation Bullukian.



Des entrepreneurs d'exception

À Lyon, deux figures arméniennes ont marqué le milieu des entrepreneurs locaux. L'épicier Djebraïl Bahadourian qui a créé sa boutique à la Guillotière dans les années 30, fait fortune après 1945. Ses enfants à l'aube du nouveau millénaire réfléchissent à un réseau de distribution de luxe centré sur les denrées orientales. Mais surtout, il faut évoquer Napoléon Bullukian, orphelin et esclave en Turquie, ouvrier à Saint-Chamond jusqu'en 1928 et qui fonde sa propre entreprise de promotion immobilière à Lyon en 1932. Il devient un des promoteurs privés les plus éclairés de la place, constitue un compagnonnage prolongé jusqu'à sa mort avec les élus lyonnais et avec le milieu artistique local. À sa mort, la Fondation de France héritera de ses immeubles et une fondation artistique créée dans sa propriété de Champagne-au-Mont-d'or portera son nom.

Une autre indication nous est donnée de la réussite d'une frange d'hommes d'affaires issue de l'immigration et du commerce international, c'est la composition de l'actionnariat de la société Maréchal, principale productrice de toiles cirées dont les usines étaient implantées à Saint-Priest et à Vénissieux. En dehors des deux frères Maréchal, on trouvait M. Marsan, né à Turin, M. Sarovitch né à Bucarest, M. Coggia né à Oran, M. Gualino né à Biella en Italie, et M. Gurgo-Salice né également en Italie.

fiques construits souvent aux marges de la ville accueillent cette nouvelle main-d'œuvre où les Algériens sont les plus nombreux.

Cette offre spécialisée est mobilisée au profit des grandes entreprises toujours plus demandeuses de main-d'œuvre. Au gré des occasions, des groupes d'origines diverses sont accueillis dans des structures qui se spécialisent (foyers réservés de fait aux Algériens, aux Yougoslaves, plus tard aux Africains). Dans les faits, l'offre est loin de répondre aux besoins et beaucoup de travailleurs étrangers se logent dans la partie taudifiée de la ville, accentuant encore la dégradation des quartiers spécialisés d'avant-guerre : Vieux-Lyon, montée de la Grande-Côte, centre de Vaise, taudis des vieux villages, centre des communes périphériques (Vénissieux rue du Château, Saint-Fons, etc.).

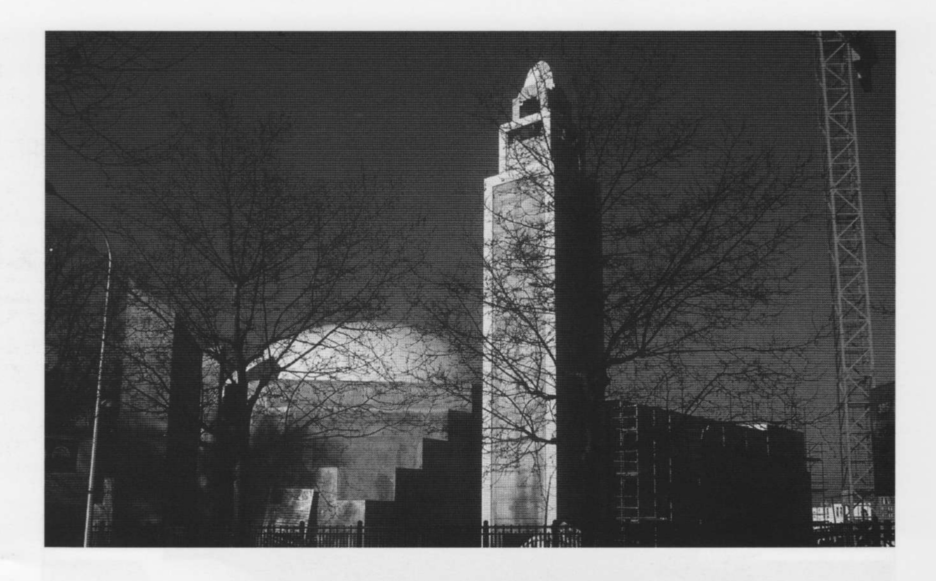
À Saint-Priest, cette période de la deuxième industrialisation voit de nouveau augmenter fortement la population étrangère. Au recensement de 1982 on y comptait 8 260 étrangers pour une population de 42 500 habitants. Aux anciens pays d'origine, Italie et Espagne, se sont substitués les contrées du Maghreb, le Portugal, et plus tard la Turquie. Algériens et Tunisiens composent plus de la moitié de cette population étrangère, ils sont près de 5 000.

Mobilisation contre les bidonvilles

Les bidonvilles de la Feyssine à Villeurbanne et de Gerland à Lyon accueillent les populations les plus démunies, surtout maghrébines. D'autres groupes immigrés se trouvent parqués dans d'anciens bâtiments industriels ou d'anciens locaux militaires (caserne de la Part-Dieu, entrepôts de Villieu près de Meximieu qui accueillent les hommes de la région de Ksar-Chellala et Taguine, sur les hauts plateaux algériens, etc.). Des caravanings misérables subsisteront aussi jusque dans les années 70 à Saint-Fons, Feyzin et dans les autres communes de l'Est lyonnais.

Le mouvement caritatif lyonnais se mobilise autour de Notre Dame des Sans-abri pour créer des cités d'urgence et des cités de transit qui n'ont de transit que le nom et qui garderont durablement des familles peu acculturées et longtemps captives vis-à-vis du marché du logement, notamment du fait du refus de les accueillir de la part des organismes HLM.

En 1974, à la suite de la première crise pétrolière et de l'apparition d'un chômage qui n'est plus seulement conjoncturel, les politiques officielles de l'immigration sont arrêtées. Les autorités publiques systématisent l'incitation au retour, mais sans réel effet. À l'inverse, le regroupement familial admis depuis les années 75 transformera profondément le visage de l'immigration en en faisant non plus une immigration de travail mais une immigration de peuplement.



▲ *En **1995**, sous l'impulsion du maire Michel Noir, Lyon a été une des premières agglomérations à se doter d'une grande mosquée. Parallèlement les lieux de culte, pas seulement musulmans, se sont multipliés dans les quartiers. Photo Guy F, Agence d'urbanisme.*

L'accès tardif des familles immigrées au logement des grands ensembles

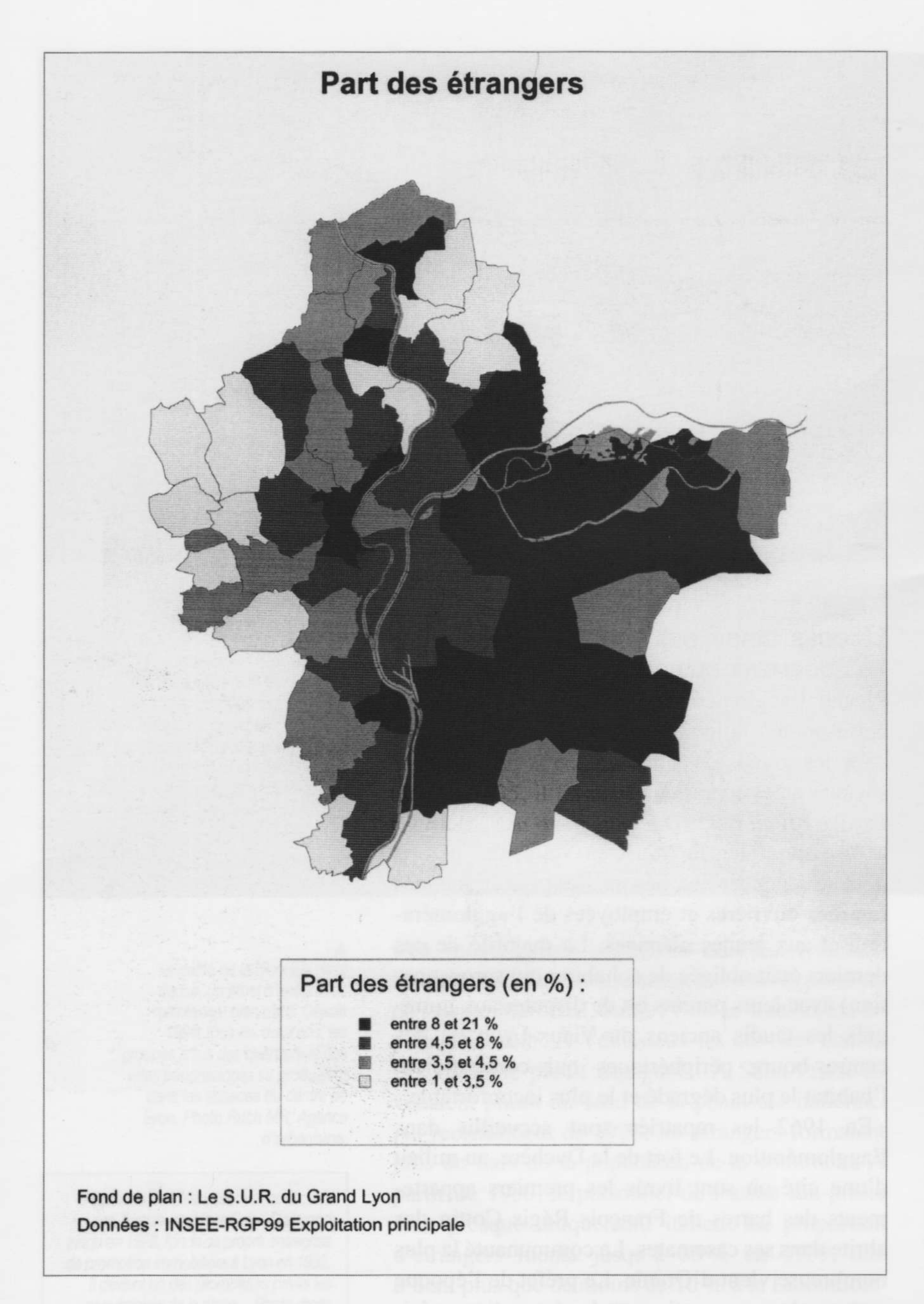
Dans l'agglomération lyonnaise, cette phase correspond à la livraison massive des logements dans les grands ensembles. Les premières cités sociales et les opérations expérimentales de Bron-Parilly, Rillieux et la Duchère, mais aussi Mermoz et la Grappinière à Vaulx-en-Velin, ont permis déjà de répondre aux besoins les plus criants des familles ouvrières et employées de l'agglomération et aux jeunes ménages. La majorité de ces derniers était obligée de cohabiter (en suroccupation) avec leurs parents ou de disputer aux immigrés les taudis anciens du Vieux-Lyon ou des centres-bourg périphériques qui concentraient l'habitat le plus dégradé et le plus inconfortable.

En 1962 les rapatriés sont accueillis dans l'agglomération. Le fort de la Duchère, au milieu d'une cité où sont livrés les premiers appartements des barres de François Régis Cottin, les abrite dans ses casemates. La communauté la plus nombreuse vient d'Oranie. Le préfet de l'époque met en place un contingent de réservation spécifique à l'Opac du Rhône et à l'Office HLM de Lyon (25 % des nouveaux appartements mis en location, parfois au détriment de familles lyonnaises sur les listes d'attente). Une partie de la communauté se fixera à la Duchère.

La masse des nouveaux logements sociaux est livrée dans les grands ensembles de l'Est lyonnais à partir des années 70. Dans l'agglomération, se sont près de 4 000 logements sociaux qui sont construits chaque année aux Minguettes, à Vaulx-en-Velin, à Rillieux. Les familles immigrées y trouvent place à côté des familles lyonnaises mal logées, de celles venues de l'exode rural et des jeunes ménages de classes moyennes (employés, instituteurs, professeurs, techniciens qualifiés et jeunes cadres) à la recherche d'un habitat autonome, confortable et moderne.

En 1982, on recensait 150 000 étrangers sur l'agglomération lyonnaise soit un peu plus ●●●

2. Philippe Videlier, *Décines, une ville, des vies* (1996) et *Saint-Priest, le fil des jours* (1999), éditions Paroles d'Aube.



▲ *En **1999**, la proportion des familles étrangères restait plus forte que la moyenne dans les communes ouvrières de l'Est lyonnais, touchées aussi par le chômage et la précarité: Oullins, Saint-Fons, Vénissieux, Bron, Saint-Priest, Décines, Vaulx-en-Velin et Rillieux-la-Pape. Document Agence d'urbanisme.*

●●● de 12 %, avec une différenciation importante par commune et par arrondissement pour Lyon. À cette époque, les étrangers étaient 9 % à Lyon, mais 1 % seulement à Cailloux-sur-Fontaine dans l'Ouest lyonnais. À l'opposé leur poids était de 18 à 28 % dans les communes de l'Est lyonnais (Vénissieux, Vaulx-en-Velin, Saint-Fons, Saint-Priest.). Dans le noyau central de l'agglomération, les concentrations principales se trouvaient à Villeurbanne (Saint-Jean, Bel-Air et les Buers) et, à Lyon, dans les quartiers de la Guillotière et de Gerland.

Le ghetto comme forme sociale territorialisée

À cette époque, la répartition des ménages étrangers correspond totalement à la carte des quartiers populaires déclassés du centre de l'agglomération et aux grands ensembles sociaux de la périphérie qui, après avoir connu une certaine mixité sociale, se trouveront rapidement déclassés. Mouvement accéléré par la mise à disposition de prêts aidés pour les ménages « blancs » des classes moyennes, ou pour les ménages populaires disposant de deux revenus, mêmes modestes !

Cette population étrangère se composait d'un tiers d'Algériens et de 15 % de Portugais. À partir de 1975 de nouvelles communautés sont venues s'y adjoindre : réfugiés du Sud-Est asiatique, Chiliens, Africains puis Turcs. Les Turcs sont plus particulièrement présents à Villeurbanne Bel-Air, Bron-Terraillon et aux Résidences à Saint-Fons.

Dans les années 80, aux Minguettes à Vénissieux, la proportion d'étrangers est globalement importante, de l'ordre de 24 %, le double de la proportion de l'agglomération, mais avec une forte disproportion entre les quartiers : de 4 % à Léo-Lagrange, jusqu'à 35 % à Monmousseau ou à Armstrong.

Dans les mêmes années, un ensemble de copropriété au nord-est de Villeurbanne, dans le quartier d'Olivier-de-Serre, se transforme en ghetto. La cité construite de manière spéculative par une famille d'industriels lyonnais à destination des rapatriés d'Algérie voit ses premiers habitants la quitter rapidement au profit de familles algériennes et marocaines. Les enfants d'origine française fuient l'école proche pour aller sur des secteurs scolaires restés homogènes. La rumeur et l'intolérance de certains habitants des rues avoisinantes contribuent à refermer le quartier sur lui-même, tandis que les propriétaires, de façon classique, abandonnent tout entretien. La cité se dégrade rapidement et se marginalise.

La nouvelle municipalité élue en 1977 avec Charles Hernu à sa tête, fera de la destruction de ces immeubles, du relogement des familles et de la reconstruction d'une cité HLM mieux intégrée un des projets phares de son mandat. L'opération s'échelonnera jusqu'en 1984-86, non sans avoir suscité la critique des militants sociaux de l'agglomération, qui, proches du PSU ou de l'extrême gauche, auraient souhaité voir s'engager un processus de requalification mobilisant les familles. Il en restera une rancune tenace des apparatchiks du PS contre les « gauchistes » et les « humanistes ».

Départ des classes moyennes et crise des grands ensembles

Très rapidement, le départ des familles « moyennes » des grands ensembles et le blocage de la venue de nouvelles familles immigrées provoquent une importante vacance de logements. C'est un effet pervers de la théorie du seuil de tolérance qui fait consensus à cette époque auprès des décideurs de l'agglomération. Le préfet Max Moulins, en accord avec les maires et les organismes HLM, établit des seuils aussi bien pour les écoles que pour les quartiers HLM. La circulaire

qu'il rédige freine l'arrivée de familles jusqu'ici mal logées dans les logements modernes auxquels elles auraient droit. Les quartiers quittés en premier par les classes moyennes voient se multiplier les logements vacants.

Loin d'apporter une quelconque amélioration, cette vacance importante pose des problèmes de gestion et de régulation redoutables aux organismes HLM propriétaires et gestionnaires. La théorie du seuil de tolérance est très largement contre-productive et injuste. En son nom on protège les quartiers « non contaminés » et la pression des familles fait qu'on les entasse dans les quartiers défavorisés et déjà repérés comme accueillant de nombreux ménages immigrés. Pour protéger leurs « bons quartiers » et leurs « bons ménages » les organismes HLM, en accord avec les élus, sacrifient les autres. Loin de permettre un « rééquilibrage », l'affichage de seuil ne fait qu'accroître les écarts entre les secteurs ségrégés des classes moyennes et les autres où se concentrent les ménages populaires avec peu de ressources.

Peu à peu naît l'équation perverse qui fait des quartiers pauvres des quartiers immigrés. La situation devient d'autant plus détonante que brusquement la crise pétrolière, et surtout les mutations économiques qui l'accompagnent – tertiarisation, disparition des postes de production peu qualifiés, etc. – rendent insoluble l'accès à l'emploi de toute une génération de jeunes issus de ces quartiers et qui y ont été scolarisés un temps avec des enfants d'autres milieux.

Les adolescents, malgré leur scolarisation et le bagage scolaire que n'avaient pas leurs parents, ne trouvent pas d'emploi. Les emplois des pères, ouvriers non qualifiés, souvent précocement usés par des travaux pénibles, sont les premiers sacrifiés dans les logiques de redéploiement du tissu industriel. Dans une ville à tradition ouvrière comme Vénissieux qui accueille les plus grandes entreprises de l'agglomération lyonnaise – notamment RVI, ex-camions Berliet – les répercussions sont redoutables.

Les effets ne se font pas attendre. Le ghetto se met en place comme forme territorialisée de l'exclusion sociale. Aux Minguettes, en 1977, on compte 500 logements vacants. Ils sont 1 900 en 1979 et 2 400 en 1983. Dès 1983 trois tours sont détruites dans le cadre d'un projet de réhabilitation du quartier de Monmousseau par la société Logirel. Au plus fort de la crise, il ne restait que 120 familles logeant sur le quartier sur un ensemble de 550 appartements.

La succession des dispositifs d'intervention publique

Dès 1979, les Minguettes font l'objet d'une procédure Habitat et Vie Sociale (HVS). En 1982, le dossier de ce grand ensemble, rapidement devenu emblématique, est retenu parmi les 17 dossiers prioritaires de la nouvelle Commission Nationale des Quartiers présidée par Hubert Dubedout.

Cette procédure est concomitante avec l'éclatement de la « révolte des jeunes issus de l'immigration ». Les grèves de la faim de 1981 se transforment en été chaud. La violence s'installe, elle est aggravée par les réactions racistes de la police et la discrimination que les jeunes subissent de la part de la justice. C'est aussi l'époque où les meurtres racistes dits « d'autodéfense » se multiplient dans les cités. Toutes ces tensions aboutissent à la marche des « Beurs » de l'automne 1983 qui converge vers Paris où elle est accueillie par la ministre Georgina Dufoix.

En 1986, les actions de la politique des quartiers s'étendent à Vaulx-en-Velin, Rillieux, Lyon (quartiers de la Duchère, des États-Unis et de Mermoz). Au tournant des années 1990, 14 grands quartiers de l'agglomération feront l'objet d'une intervention prioritaire au titre du DSU puis de la politique de la ville. En tout, dans l'agglomération lyonnaise, ce sont près de 80 000 logements accueillant 240 000 personnes qui font partie de la géographie prioritaire de la politique de la ville. Ces quartiers accueillent une proportion •••



▲ *Aux Minguettes dans les années **90-2000**, un groupe d'enfants de la Darnaise, quartier réhabilité par le paysagiste Alexandre Chemetov. Photo GUY F, Agence d'Urbanisme de Lyon.*



▲ *Années **2000**: animation de quartier place Valmy, dans le 9e arrondissement de Lyon. Photo Ruch MP, Agence d'Urbanisme de Lyon.*



▲ Années **2000**: le nouveau centre de Vaulx-en-Velin, une réussite et une opération phare de la « politique de la ville » de l'agglo. lyonnaise... mais en contrepartie une certaine marginalisation des quartiers nord, Mas-du-Taureau et Grappinière, en attente de projet. Photo Ruch MP, Agence d'urbanisme.

●●● d'étrangers qui reste de l'ordre du double du reste de l'agglomération. La proportion de jeunes chômeurs est du même ordre, les bas revenus sont devenus majoritaires et depuis plusieurs recensements on observe un appauvrissement global des populations accueillies.

La traversée des années de crise économique a été particulièrement douloureuse pour les familles populaires dont les qualifications ne correspondaient pas à la nouvelle économie. Des fractions importantes des populations installées dans les grands ensembles se sont trouvées longtemps coupées de l'emploi. Les quartiers et secteurs les plus paupérisés des cités se sont transformés en nasses favorisant le repli sur soi et le ghetto. Les phénomènes identitaires ont été particulièrement importants, notamment avec une composante religieuse pouvant virer au fondamentalisme. Il en est résulté une stigmatisation accrue de certains secteurs de grands ensembles et un programme important de renouvellement urbain est étudié au plan de la communauté urbaine.

Ces difficultés localisées et les tensions récurrentes masquent dans les faits l'intégration profonde de la majorité des familles et de leurs enfants. Leurs demandes aujourd'hui se centrent sur une citoyenneté entière et un accès égal aux services et à l'emploi par la fin des discriminations encore trop fréquentes. Le problème central n'est pas l'intégration mais bien la fin des discriminations au quotidien, qu'elles s'expriment dans les attitudes des personnels ou dans l'inégalité de répartition et de qualité des services, ou encore dans l'accès au logement et à l'emploi.

Depuis les années 90 on assiste à une forte diversification sociale des nouvelles générations issues de l'immigration: deuxième et troisième génération. Un grand nombre des jeunes ménages ont rejoint la classe moyenne lyonnaise et lui ont apporté un dynamisme certain. Ils se sont fondus dans le grand nombre et leurs projets, leurs ambitions, leurs choix résidentiels et éducatifs sont devenus ceux de leur classe ou groupe de référence.

À l'opposé, une portion importante de ces générations n'a pas connu cet itinéraire d'ascension sociale et de dissémination dans les quartiers socialement mixtes de la métropole lyonnaise. Cette large fraction défavorisée, rassemblant des groupes issus des différentes immigrations mais aussi des prolétaires français déclassés, forme une composante importante de ce que nous pouvons appeler aujourd'hui les classes populaires du post-fordisme, prolétariat précarisé très largement assigné à résidence.

Ces populations ont subi de plein fouet le choc de la précarisation économique et sociale. Elles ont vu leurs revenus baisser au long des années 90 et 2000 alors que dans les communes les plus riches de l'agglomération, les revenus moyens s'élevaient rapidement.

Les distances économiques, sociales et culturelles se sont rapidement creusées et beaucoup de quartiers sociaux à forte dominante immigrée ont affiché tout au long de ces décennies des taux de chômage du double au triple de celui du reste de l'agglomération. Dans un ensemble qui globalement s'enrichissait et se développait, ces quartiers se sont paupérisés, constituant des nasses pour les ménages les plus défavorisés. Pour les jeunes qui en sont issus, la démocratisation scolaire se révèle largement un leurre.

Pour beaucoup, le passage du collège au lycée avec ses publics plus mélangés est déjà un choc. Pour ceux qui ont surmonté les effets ségrégatifs du collège unique et des classes de niveaux, qui ont pu accéder au lycée et obtenir le bac, l'entrée à l'université se révèle souvent un désastre car ils ne possèdent pas le capital social et culturel adapté.

Dans les grands ensembles, tels que la Duchère à Lyon 9e, les Minguettes à Vénissieux, Vaulx-en-Velin ou la Ville-Nouvelle de Rillieux, les efforts de requalification globale du bâti et des espaces publics, d'adaptation scolaire et de redynamisation des équipements et services sociaux se sont vite heurtés à cette réalité de la paupérisation et de la précarisation de masse.

Disperser les pauvres et les immigrés

Peu à peu, les élus et les décideurs ont pris leurs distances avec les projets de requalification et de gestion sociale en lien avec les habitants, pour se tourner vers des projets de « renouvellement urbain », c'est-à-dire de démolition-reconstruction. Ces nouvelles perspectives mises en avant dès 1998 par les socialistes à l'occasion du rapport Sueur ont été ensuite reprises pas la droite avec le plan Borloo.

La démolition-reconstruction a fait l'unanimité de la classe politique locale et des projets ambitieux dans ce sens ont été lancés dès le début de son mandat par le nouveau maire socialiste de Lyon, Gérard Collomb, à la Duchère.

Le nouvel objectif que se donnent les pouvoirs publics, aidés par la crise du logement – plus de



▲ *En octobre **2005**, les habitants de la Duchère (nord-ouest de Lyon) sont venus assister à la démolition de la barre 210 de l'Opac du Rhône. Photo Guy F, Agence d'Urbanisme de Lyon.*

45000 ménages en attente dans le fichier des ménages prioritaires de la préfecture – est de faire revenir les classes moyennes dans les grands ensembles grâce à la construction de logements et de services au goût du jour et de disperser dans le reste de l'agglomération les ménages les plus pauvres. Ainsi sur une enveloppe de 2600 prêts locatifs aidés (PLA) annuels du Grand-Lyon, 600 sont réservés pour les relogements des habitants des immeubles démolis.

La situation est d'autant plus bloquée que les familles populaires paupérisées se trouvent en concurrence avec de nouvelles populations immigrées sans papiers qui saturent les résidences sociales de l'agglomération. Ainsi, après leur disparition dans les années 70, les bidonvilles sont de retour dans l'agglomération, en périphérie comme au centre, notamment sur les terrains en attente de développement des grands projets.

Une dynamique interculturelle qui n'entre pas en synergie avec les grands projets d'agglomération

La participation active des familles et des enfants de l'immigration dans l'agglomération lyonnaise est aujourd'hui une richesse qui s'exprime pleinement dans les manifestations culturelles fédératrices que Lyon à initiées au travers des Biennales de la danse (défilé) et de l'art moderne (L'art sur la Place) entre autres. Elle constitue une incitation précieuse à l'ouverture vers le monde de cette métropole régionale longtemps restée refermée sur elle-même et qui ne concevait l'étranger que mis à distance. L'acceptation de sa nature d'agglomération cosmopolite et ouverte sur le monde est sans doute une condition pour que Lyon puisse se voir reconnaître le rang de métropole européenne à laquelle elle aspire.

Pourtant force est de constater que cette dimension n'est toujours pas reprise comme un des axes forts du projet d'agglomération fédérateur, ou projet métropolitain qu'elle élabore pour ce troisième millénaire. Les populations de la métropole sont très largement laissées de côté dans la course à l'échalote qu'est l'affichage d'une place au top 15 des métropoles européennes performantes.

Dans les représentations des décideurs de l'agglomération, la diversité des populations, les ressources entrepreneuriales et culturelles des groupes issus de l'immigration ne sont pas connectées avec le projet d'internationalisation de la métropole. Lyon s'est vu ainsi souffler par Marseille le projet de capitale européenne de la culture pour 2012.

Finalement, on peut penser que Lyon passera à côté de bien d'autres défis tant que ses élites resteront prisonnières des ornières d'un projet d'internationalisation fondé sur un économisme à courte vue, tournant le dos au véritable laboratoire social et culturel que constituent ses banlieues cosmopolites. ■

Bruno VOISIN



Zola au Panthéon

Pour contrebalancer l'effet désastreux de la condamnation judiciaire d'Emile Zola, des députés de gauche proposent que l'auteur du fameux « J'accuse » soit finalement « panthéonisé ». L'opération prévue pour 1906 prend du retard et laisse présager un retour de l'Affaire, comme l'indiquent les très nombreuses cartes postales publiées à l'époque.

▲
Fig. 2. Dessin d'Eyram, juillet 1906, La Griffe n° 18, lithographie aquarellée. Condamné une première fois à tort en 1894 pour espionnage au profit de Berlin, le capitaine Dreyfus est enfin innocenté et réhabilité en juillet 1906. Un long calvaire qui nous vaut cette lithographie d'Eyram où le capitaine traîne péniblement son énorme décoration de la Légion d'honneur de l'île du Diable (1894) jusqu'à sa réhabilitation à Paris (1906): « Le chemin de la croix ».

Le 12 juillet 1906, la Cour de cassation innocente le capitaine Dreyfus accusé deux fois à tort d'espionnage au profit de l'Allemagne, une première fois en 1894, puis par le Conseil de guerre de Rennes en 1899, avant d'être aussitôt gracié par le président Loubet. En avril 1903, Jaurès était intervenu à la Chambre pour relancer l'Affaire, et le général André, chargé d'une enquête, avait découvert de nouveaux faux dans le dossier du capitaine qui, bien que gracié, était toujours juridiquement coupable. Dreyfus avait alors déposé une requête en révision de l'arrêt du Conseil de guerre de Rennes. En mars 1904, la Cour de cassation avait ordonné une instruction supplémentaire sur les faux découverts et déclaré la demande de révision formulée par Dreyfus recevable.

En 1906, le gouvernement voulant éviter un nouveau renvoi de l'Affaire devant une autre juridiction, le procureur général Baudouin soutient la thèse de la cassation de l'arrêt du Conseil de guerre de Rennes, sans renvoi, la cour jugeant sur le fond par application du paragraphe final de l'article 445 du Code d'instruction criminelle. Ce texte prévoit que la cour peut statuer sans renvoi *« quand l'annulation de l'arrêt ne laisse rien subsister à la charge du condamné qui puisse être qualifié crime ou délit »*. L'innocence de Dreyfus est donc enfin juridiquement établie. Dans la caricature dreyfusarde, on se réjouit, comme en témoigne le n° 19 du *Panthéon Orens*: *Justice quand même* (fig. 1). Chez les antidreyfusards, on s'indigne. Dans *Extrait de honte*, par Molynk, Jaurès sort Dreyfus d'un pot de chambre. En effet, l'arrêt réhabilitant Dreyfus est qualifié de *« honteux »* par les nationalistes qui vitupèrent contre l'utilisation de l'article 445. À l'extrême gauche, cet arrêt est à l'origine d'un violent article suintant d'antisémitisme de Robert Louzon dans *Le Mouvement socialiste*: « La faillite du dreyfusisme ou le triomphe du parti juif », dans lequel on apprend *« qu'il existe un parti dont le judaïsme, grâce à sa puissance d'argent, à son activité commerciale et intellectuelle, est le chef »*.

Le 13 juillet, à la Chambre, le projet de loi concernant la réintégration dans l'armée d'Alfred Dreyfus avec le grade de chef d'escadron est adopté. Il est décoré de la Légion d'honneur, ce qui nous vaut les n° 17 (*Aux innocents les mains pleines*), et 18 de *La Griffe* par Eyram, intitulés *Le chemin de la croix*, où le capitaine traîne son énorme décoration de l'île du Diable (1894) à Paris (1906) (fig. 2). Adopté aussi le projet réintégrant l'ex-lieutenant-colonel Picquart au grade de général de brigade.

Ce même 13 juillet 1906, Pressensé, député socialiste, demande un vote de représailles contre les généraux responsables de l'affaire Dreyfus, dont Mercier en particulier, qu'il qualifie de *« plus grand des criminels »*. Le président du Conseil, Sarrien, rappelle que la loi d'amnistie votée en 1900 sous le ministère Waldeck-Rousseau avait amnistié tous les faits connexes à l'affaire Dreyfus. L'ordre du jour de Pressensé est donc repoussé. Ce même 13 juillet, au Sénat, le général Mercier qui accabla Dreyfus avec tant de véhémence conteste l'arrêt de la Cour de cassation réhabilitant le capitaine. Le sénateur Delpech s'écrie alors en le désignant: *« Il est un de ces hommes qui devrait, pour notre entière satisfaction, remplacer au bagne l'honorable victime dont l'innocence, après de si longues et terribles souffrances, a été proclamée hier; cet homme, c'est vous, monsieur! »*. À cette occasion, Orens se déchaîne contre Mercier devenu la tête de Turc des caricaturistes dreyfusards (*Burin sati-*

rique n° 8, 1906, *Le faussaire Mercier attendant les boueux*).

Toujours à la Chambre, le 13 juillet, Jules-Louis Breton, député du Cher, dépose une proposition de loi demandant le transfert au Panthéon des cendres de Zola mort en septembre 1902, et auteur du fameux « J'Accuse » publié le 13 janvier 1898 dans le journal *L'Aurore*, *« initiative héroïque »* pour la défense de la vérité et de la justice en faveur du condamné de l'île du Diable. Aussi, la Chambre s'honorera-t-elle *« en rendant aujourd'hui même, cet hommage posthume à cet homme de bien, à ce grand citoyen dont le souvenir planera sur les générations futures dans l'immortalité du génie et du courage civique »* précise le député du Cher. Aucun député de l'opposition ne demandant la parole, cette proposition est adoptée. Rappelons qu'à la suite de son « J'Accuse » et de sa fuite à l'étranger pour échapper à la justice, Zola avait été condamné deux fois pour outrage à l'Armée et à la Patrie. Seule l'amnistie de 1900 avait empêché qu'il subisse cette condamnation, le privant ainsi du droit de faire reconnaître légalement son innocence. Cette amnistie avait aussi sauvé les grands criminels comme le général Mercier. La phanthéonisation, suprême consécration, était un moyen de rétablir envers Zola la justice dont il avait été privé. Le 18 octobre, Sarrien démissionne. Le 21 octobre, c'est Clemenceau qui constitue le nouveau ministère. À la Guerre, il nomme le général Picquart, symbole éclatant, avec Émile Zola, du dreyfusisme. Le 20 novembre 1906, le projet du transfert des cendres de Zola est défendu au Sénat par Boissy d'Anglas qui précise que ce n'est pas pour son mérite littéraire que semblable proposition est faite, mais pour un acte de courage civique en faveur de la vérité et de la justice, donc pour son « J'Accuse ».

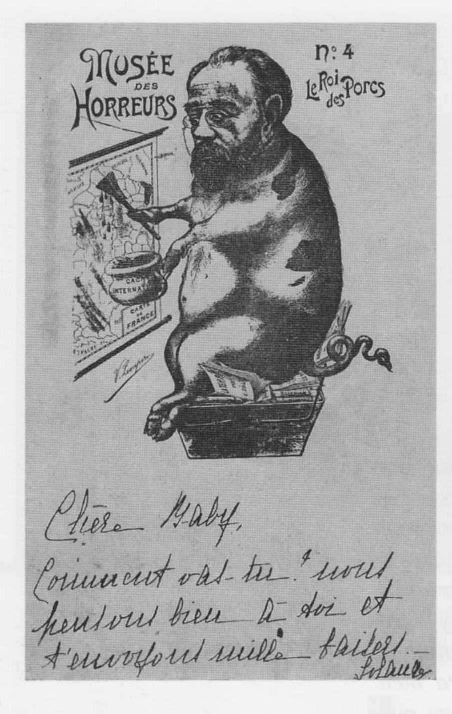
Le roi des porcs

Le 6 décembre, le sénateur réactionnaire de la Lozère, Las Cases, propose une loi pour ne décerner les honneurs du Panthéon à un citoyen que dix ans après sa mort. Le 11 décembre, au Sénat, la proposition de Las Cases est rejetée. Ce dernier, sachant l'ampleur des controverses sur l'œuvre du Zola en tant que romancier, contre-attaque en soulignant que *« le jour où il ira au Panthéon, il n'y aura pas que l'homme politique qui y entrera, il faudra bien que l'écrivain y entre aussi*[1] ». Il explique que Zola n'a servi aucun idéal, qu'il *« a calomnié les classes sociales, la bourgeoisie, l'armée, la paysannerie »*, et qu'en mettant Zola au Panthéon, on authentifierait *« les portraits qu'il a faits de notre société »*. Il cite Anatole France qui, pourtant dreyfusard, avait écrit que *« personne avant Zola n'avait élevé un si haut tas d'immondices »*. À gauche, le sénateur du Cantal, Eugène Lintilhac, réplique en tentant de réconcilier l'œuvre de l'écrivain avec son acte héroïque pour la vérité et la justice. À droite, Chamaillard intervient alors pour interdire le Panthéon à l'auteur d'un article de journal et d'une œuvre charriant *« un fleuve trop large de boue, d'immondices et d'obscénités »,* ayant propagé *« cette plaie honteuse, odieuse, cette gangrène hideuse de la pornographie littéraire »*.

Précisons que les attaques contre Zola en tant qu'écrivain sont bien antérieures à celles concernant son engagement dans l'affaire Dreyfus qui devait annihiler le Zola littéraire pour le remplacer par le Zola politique. En effet, à partir de 1879-1880, avec la publication de *L'Assommoir* et de *Nana*, l'œuvre foisonnante du grand prêtre du naturalisme est combattue par la critique littéraire académique. Zola se voit qualifié de *« porc de Médan »* et de *« pornographe »*. Dans le journal antirépublicain *La Jeune Garde* du 10 mai 1879, l'école naturaliste et son chef sont représentés par J. Blass sous les traits d'un cochon attablé devant une assiette de confitures. À l'opposé politiquement, *Le Grelot* du 22 août 1880, avec un dessin d'Alfred Le Petit, rend Zola et son naturalisme responsables de l'épidémie pornographique. Zola ne cesse alors d'être représenté en chiffonnier fouillant des tas d'ordures avec son crochet pour dénicher de nouveaux documents d'inspiration naturaliste. Après le cochon, avec la publi- ●●●

◄
Fig. 1. *Dessin d'Orens, juillet 1906, Panthéon Orens n° 19, eau-forte à 250 exemplaires. En juillet 1906, le capitaine Dreyfus accusé plusieurs fois à tort d'espionnage au profit de l'Allemagne est enfin réhabilité. Les caricaturistes dreyfusards comme Orens (pseudonyme de Charles Denizard), se réjouissent :* « Justice quand même ».

1. Drouin (Michel), *Zola au Panthéon*, p. 29.





▲ *Fig. 3.* Dessin de Lenepveu, 1900, Musée des Horreurs n° 4, « *Le roi des porcs* ». *Zola, grand prêtre du naturalisme, s'est vu qualifié par la critique littéraire de « porc de Médan » et de « pornographe ». Par son engagement dans l'affaire Dreyfus, les nationalistes voient en lui un agent de l'étranger à la solde de Berlin. Ici, il défèque ses œuvres dans une poubelle et badigeonne la carte de France de « caca international ».*

▲ *Fig. 4.* Dessin de Benoni, 1908, « *Monument Scheurer-Kestner* ». *Le 11 février 1908, dans les jardins du Luxembourg, on inaugure un monument à la gloire du sénateur Scheurer-Kestner qui s'était très tôt illustré par son engagement en faveur de Dreyfus. Sur cette caricature, au pied du monument, on découvre un pot de chambre marqué « Zola » d'où s'échappent les vapeurs fétides de la « trahison » et de « Dreyfus », tandis que la vérité toujours figurée par une femme nue avec son miroir, découvre avec horreur que ce miroir est brisé.*

●●● cation de *Pot-bouille*, c'est l'image du vase de nuit tout chaud et fumant qui s'impose comme l'illustrent Émile Cohl dans *La Presse parisienne* du 19 février 1882, et André Gill dans *La Nouvelle Lune* du 23 avril 1882. Tous ces clichés, on les retrouve plus tard, se cumulant avec ceux de l'affaire Dreyfus où Zola nous est alors présenté en agent de l'étranger. Parmi ces attaques, mentionnons, datant de 1900, le n° 4 de la série du *Musée des Horreurs* par Lenepveu intitulé *Le roi des porcs*, où l'écrivain, déféquant ses romans dans une poubelle, badigeonne la carte de France de *« caca international »* (fig. 3).

Le 11 décembre 1906, au Sénat, Clemenceau intervient en précisant que le gouvernement ne se propose pas de juger l'œuvre d'Émile Zola, mais que par un acte de courage pour la justice et la vérité, Zola incarne l'acte d'une *« conscience noble, courageuse, qui a honoré son temps et son pays »*. Finalement, la loi du transfert des cendres de Zola au Panthéon est votée. Le 15 décembre 1906, le président Fallières la ratifie. L'épouse de Zola, Alexandrine, ayant émis le souhait que la cérémonie se déroule le 2 avril 1907, jour anniversaire de la naissance du grand homme, cette date est retenue par le gouvernement. Mais la cérémonie est reportée en juin, puis suspendue tout à coup sans explication. On évoque alors un prétendu complot nationaliste pour jeter le cercueil de Zola dans la Seine au moment où le cortège funèbre traverserait un pont pour se rendre du cimetière Montmartre au Panthéon. La nouvelle date du 2 avril 1908 est arrêtée sous réserve du vote par le Parlement des crédits nécessaires. La droite se met en campagne contre la panthéonisation, obligeant le gouvernement à reculer la demande des crédits au Parlement.

En ce début d'année 1907, la montée des revendications syndicales se renforce, ne laissant aucun répit au gouvernement : journée de lutte de la CGT pour le repos hebdomadaire le 20 janvier, grève des ouvriers boulangers qui brisent les vitrines des magasins restés ouverts, grève des électriciens le 8 avril plongeant une partie de Paris dans l'obscurité, demande du syndicat des instituteurs de s'affilier à la CGT. Clemenceau ne cède sur rien, et sa seule réponse, c'est l'action policière. Il s'affiche comme l'ennemi de la CGT qui, prêchant le sabotage, l'action directe et la désertion, propage *« les doctrines de l'anarchie et de l'antipatriotisme »*. Il limoge le secrétaire du syndicat des instituteurs et leur récuse le droit de s'affilier à la CGT. Cette dernière, le 19 avril, dénonce dans un manifeste, les *« reniements d'opinion, et les trahisons de ces hommes passés de l'autre côté de la barricade, de Clemenceau ex-champion de la liberté individuelle ; de Briand et de Viviani qui affichèrent jadis un socialisme flamboyant »*. Le fossé entre socialistes et radicaux se creuse. Ce gouvernement de dreyfusards devient un ennemi de la classe ouvrière. Clemenceau se voit maintenant affublé d'un nouveau sobriquet, celui de *« premier flic de France »* qu'il revendique d'ailleurs avec honneur. C'est ce qu'illustre Orens en 1907 avec *Clemenceau le Napoléon des flics*.

Le 11 février 1908, dans le jardin du Luxembourg, on inaugure un monument à la gloire du sénateur Scheurer-Kestner qui s'était illustré très tôt en faveur de Dreyfus. Sur une caricature de Benoni intitulée *Monument Scheurer-Kestner Jardin du Luxembourg*, au pied du monument, on découvre un pot de chambre marqué *« Zola »* d'où s'échappent les vapeurs fétides de la *« trahison »* et de *« Dreyfus »*, tandis que la vérité toujours figurée par une femme nue avec son miroir, découvre avec horreur que ce miroir est brisé (fig. 4). Les antidreyfusards se souviennent en effet qu'en 1899, la Cour de cassation avait suivi le procureur général Manau qui avait alors soutenu qu'il était légalement impossible, aux termes de l'article 445 du Code d'instruction criminelle, que la Cour de cassation, en ordonnant la révision du procès Dreyfus, procédât ensuite elle-même à l'examen du procès au fond, Dreyfus étant toujours vivant. Les nationalistes reprochent donc à la Cour de cassation, qui avait renvoyé le procès Dreyfus à l'examen du Conseil de guerre de Rennes en 1899, d'avoir ensuite changé de jurisprudence en cassant, en 1906, le jugement de Rennes sans renvoi devant un nouveau Conseil de guerre. Dans *Zola au Panthéon*, Michel Drouin précise que *« Gêneur pour Clemenceau, gêneur pour Jaurès, à qui l'on rappelle que la loi de translation est d'origine socialiste, Zola devient une aubaine pour la droite qui va s'en servir à la fois comme repoussoir et comme allié, d'une part en l'écrasant sous son ignominie, d'autre part en exploitant cette même ignominie au bénéfice de son antisémitisme et de sa xénophobie fonciers. Et le tout, pour réveiller l'affaire Dreyfus*

en accusant sans cesse de forfaiture l'arrêt de la Cour de cassation[2] ». Dans *L'Actualiste* 1908 n° 91 intitulé *Article 445*, la balance de la justice, surmontée d'un point d'interrogation orné de la tête de Dreyfus, coupe en deux l'article 445. Légende : *« La nouvelle preuve des nationalos ragoteurs »*.

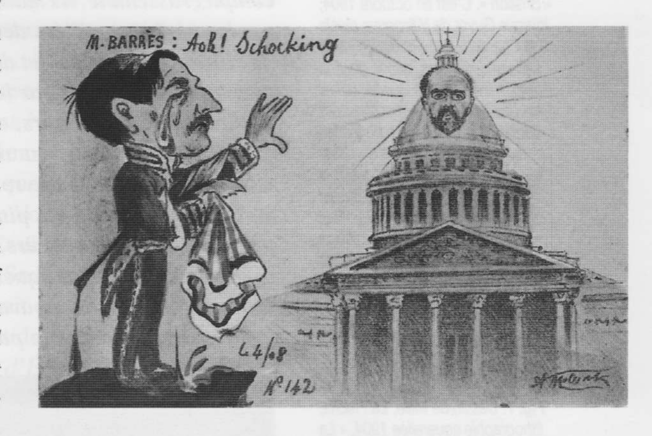
En juin 1907, lorsque Clemenceau entasse régiments sur régiments et multiplie les arrestations pour réprimer la révolte des vignerons dans le Midi viticole, il devient *« la bête rouge »* comme l'illustre avec brio Molynk sur une estampe intitulée *Ce n'est plus du vin, c'est du sang*. La nouvelle date du 2 avril 1908, choisie pour le transfert, est critiquée à gauche : c'est un jeudi, ce qui empêchera les travailleurs de rendre hommage au grand écrivain. Clemenceau étant qualifié d'assassin, la déception des classes populaires est grande vis-à-vis d'un gouvernement qui utilise la troupe contre les ouvriers. Michel Drouin précise que *« l'on assiste même à une curieuse convergence entre le nationalisme, réactivé, remobilisé, et le syndicalisme révolutionnaire, pour chercher à abattre le gouvernement »*.

À droite, c'est Maurice Barrès qui s'impose pour stigmatiser la cérémonie du transfert. De mars à juin 1908, par son prestige d'académicien et ses articles virulents, il incarne l'espoir de toutes les droites pour s'opposer au vote des crédits. C'est le 19 mars 1908 que s'ouvre à la Chambre le débat pour ce vote. Maurice Barrès déclare : *« nous ne devons rien à l'œuvre de Zola, qui, de toute éternité, nous a fait horreur quand elle ne nous faisait bâiller »*, affirmant que ses romans marquent le signal de la *« déchéance de notre magistrature littéraire universelle »*. Il s'en prend aussi à son « J'Accuse », reprochant à ses adversaires de l'auréoler d'une *« sorte de nuage mystique »*. Il évoque la honte devant le spectacle de l'armée défilant devant la dépouille de l'auteur de *La Débâcle* s'il était canonisé. Jaurès intervient pour démolir l'argumentation de Barrès, et Doumergue rappelle que le 13 juillet 1906, la droite n'avait pas protesté contre la proposition du transfert. La Chambre vote finalement les crédits. Maurice Barrès a perdu la bataille. Dans le n° 142 de la grande série couleur de Molynk intitulé *M. Barrès : Aoh! Schocking*, on le retrouve en costume d'académicien pleurant devant le triste spectacle du visage de Zola trônant sur le Panthéon (fig. 5).

En mars 1908, alors que le Sénat s'apprête à son tour à voter les crédits pour l'apothéose de Zola, le duc Charles de Montebello, petit-fils du maréchal Lannes, écrit à Clemenceau pour protester contre la panthéonisation de l'écrivain qu'il qualifie d' *« insulteur de l'armée française »*, et demande le transfert du corps de son ancêtre au cimetière Montmartre dans le tombeau de famille. Clemenceau se retrouve face à un casse-tête sans précédent : Zola quittant Montmartre pour le Panthéon, et le maréchal Lannes fuyant le Panthéon pour Montmartre ! Pour compliquer les choses, la famille Carnot se met, elle aussi, à protester.

Zola au Panthéon à coups de béliers

Le gouvernement annonce alors à Alexandrine un nouveau report de la cérémonie de translation du 2 avril au 4 juin 1908. On s'étonne de la faiblesse d'un ministère hésitant à organiser une cérémonie qu'il a lui-même votée. Décidément, le cadavre de Zola devient particulièrement encombrant pour Clemenceau. Dans le n° 48 de *L'Actualiste* (*Zola au Panthéon à coups de… béliers*) (fig. 6), Orens illustre les protestations de la droite contre ce transfert, et les reports successifs de la cérémonie : le sans-culotte Clemenceau tenant le bélier Zola à tête de cochon tente de forcer le passage. Légende : *« Ira, ira pas, ira, ira pas, ira bien qui ira l'dernier ! »*. Barrès, exploitant les hésitations du gouvernement, repart à l'attaque. Le 28 mars, au meeting de la Patrie française salle Wagram, il est follement acclamé, et écrit dans *L'Écho de Paris* que Clemenceau aurait dit que Zola est une *« exubérance de cochonnerie »*. Il cite aussi les propos du sénateur Ranc, président du groupe de la gauche démocratique et rédacteur en chef de *L'Aurore*, qui vient d'écrire : *« Faut-il l'avouer, Zola n'irait pas au Panthéon que cela me serait parfaitement égal »*. Le 30 mars, toujours à la salle Wagram, l'Action française organise un meeting. On se gausse du recul du gouvernement, et l'on s'en prend au Panthéon, *« symbole de la rage irréligieuse qui a transformé l'ancienne église de Geneviève, la sainte nationale, en un monument confisqué par la secte maçonnique et juive »*.

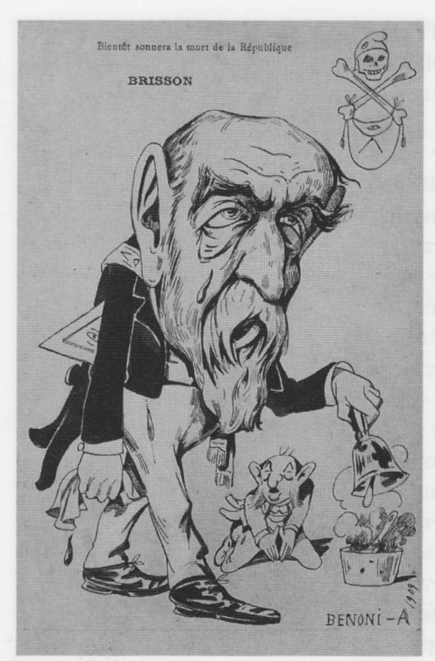


▲ ***Fig. 5.** Dessin de Molynk, 1908, lithographie aquarellée « M. Barrès ». Maurice Barrès s'impose pour stigmatiser la cérémonie du transfert des cendres de Zola au Panthéon. Par son prestige d'académicien et ses articles virulents, il incarne en effet l'espoir de toutes les droites pour s'opposer au vote des crédits nécessaires à la panthéonisation de l'écrivain naturaliste. Le 11 mars 1908, lorsque la Chambre des députés vote les crédits, Maurice Barrès a définitivement perdu la bataille. Sur cette estampe à petit tirage, on le retrouve en costume d'académicien, pleurant devant le triste spectacle du visage de Zola trônant sur le Panthéon.*

Finalement, le 8 avril, le Sénat vote les crédits du transfert par 178 voix contre 98. La droite ne peut plus rien pour empêcher la cérémonie. Dans *Le Gaulois* du 1er juin 1908, Maurice Barrès publie un article intitulé *Le Poireau des Trépassés*. L'auteur y conteste l'utilité du Panthéon qu'il convient de fermer, l'institution étant *« morte de Zola »*. Dans la caricature antidreyfuzolarde de cette époque, par un transfert des clichés contre l'écrivain au monument lui-même, on trouve de nombreuses compositions présentant l'édifice de glorification sous l'aspect d'un temple transformé en latrines.

Le 3 juin, la veille du transfert, dans *L'Écho de Paris*, Barrès signe un autre article intitulé « Un grand bruit de casseroles ». C'est en ●●●

2. Drouin (Michel), *Zola au Panthéon*, p. 45.



▲ **Fig. 6.** *Dessin de Benoni, 1908, « Brisson ». C'est en octobre 1904, lorsque Guyot de Villeneuve révèle à la Chambre des députés, lors de l'affaire des fiches, que le général André, ministre de la Guerre, utilise des délateurs francs-maçons pour dénoncer les officiers catholiques allant à la messe afin de briser leur avancement, que la casserole fait irruption dans le dessin satirique, « casseroler » signifiant « dénoncer ». On retrouve l'image de la casserole maçonnique sur cette caricature de Benoni.*

••• 1904, lors de l'affaire des fiches, alors que Guyot de Villeneuve révèle à la Chambre que le général André utilise des délateurs francs-maçons pour dénoncer les officiers catholiques allant à la messe afin de briser leur avancement et débarrasser l'armée de la *« gangrène cléricale »*, que la casserole fait une entrée en force dans la caricature, *« casseroler »* signifiant dénoncer. De même, dans son article, Barrès utilise le mot casserole pour désigner les mouchards de la police : *« C'est un millier de casseroles qui, jeudi, vont s'entrechoquer tout autour de ce temple ridiculisé. Nos policiers se préparent à applaudir ferme »*. L'image de la casserole maçonnique, on la retrouve sur une composition de Benoni de 1909 : *Bientôt sonnera la mort de la République : Brisson* (fig. 6).

Toujours dans son article du 3 juin, Barrès écrit encore : *« Quant le haut clergé laïque des dreyfusards heureux sera au complet rassemblé, les maîtres avec leurs esclaves sur les tombes souillées de Hugo et de Berthelot, de Hoche, de Marceau et de Lannes, une sorte de messe noire sera dite sur le cercueil du métèque, oui une messe à rebours, en l'honneur de toutes les hontes physiques et morales, si dignement enregistrées dans l'œuvre d'Émile Zola. Et ce sera un spectacle d'un pittoresque infernal. S'il ne trahit pas nos espoirs, le grand Alfred doit officier pour bien marquer l'idée principale de la nouvelle religion, nouvelle religion dont saint Zola, martyr, devient le patron, c'est une infinie commisération, une pieuse tendresse pour ceux qui outragent ce qu'on vénère et qui violent ce qui est secret »*. L'image de la messe républicaine, qu'elle soit noire ou d'une autre couleur, n'est pas fréquente dans la caricature. Quand c'est le cas, la franc-maçonnerie y est associée. Sur ce thème, rappelons qu'en décembre 1904, Mille (pseudonyme de Marmonier) réalise *La messe rouge* (série *La Flèche* n° 84). Cette lithographie peinte à la main et tirée à 50 exemplaires seulement est unique en son genre car elle représente Jaurès figuré en curé maçonnique célébrant une messe républicaine où le Christ est remplacé par un officier cloué sur la croix (fig. 7). Mille illustre ici l'attitude de Jaurès qui approuve le système des délateurs maçonniques mandatés par le ministère Combes pour traquer les officiers cléricaux alors que sa propre fille, Madeleine Jaurès, venait de faire sa communion solennelle. À cette occasion, Urbain Gohier, pourtant dreyfusard, écrit que le leader socialiste a *« lancé dans l'église de Villefranche un insolent défi à la France révolutionnaire »*, et l'affuble du sobriquet *« d'apôtre du Jourdain »*. Le tribun réapparaît donc dans la caricature en grand prêtre des Loges, avec tous les attributs maçonniques traditionnels. Dans son *Jaurès*, Jean Rabaut précise qu'au début de sa conversion au socialisme, vers 1890 donc, Jaurès déclare un jour en plaisantant à son collègue Frédéric Rauh : *« Dans l'église socialiste de l'avenir, tu seras au confessionnal et je tiendrai les grandes orgues »*.

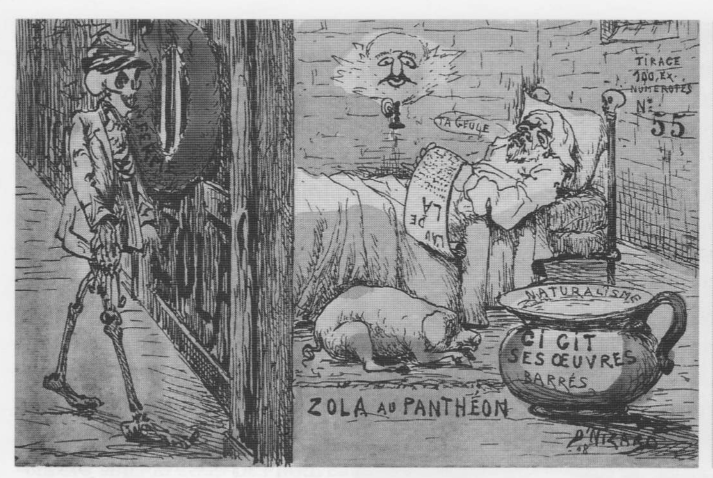
Le transfert des cendres de Zola du cimetière de Montmartre au Panthéon commence le 3 juin. Dreyfus et sa femme, présents au cimetière, accompagnent la dépouille de l'écrivain jusqu'au Panthéon. Vers 19 h 30, sous la surveillance de la police, et précédé par la voiture de Lépine, un fourgon vert attelé de deux chevaux noirs emporte le cercueil de plomb dans une nouvelle enveloppe de chêne sans incident jusqu'au Quartier latin où règne une vive effervescence. Parmi les cris des manifestants hostiles, on entend entre autres : *« À bas Zola ! À bas les traîtres ! À bas Clemenceau ! Vive l'Armée ! Zola à l'égout »*. La cavalerie charge pour dégager la rue Soufflot et refouler les manifestants qui réduisent en miettes des couronnes mortuaires et molestent des journalistes. Dans le n° 58 de *L'Actualiste* (*Arrivée de Zola au Panthéon*), l'écrivain habillé en nourrice, les mamelles de la Vérité et de la Justice à l'air, pousse vers le Panthéon l'enfant Dreyfus. Ce dernier, tenant un cierge, est représenté dans un landau. Légende : *« Dreyfus l'accompagne au Temple de l'immortalité »* (fig. 8).

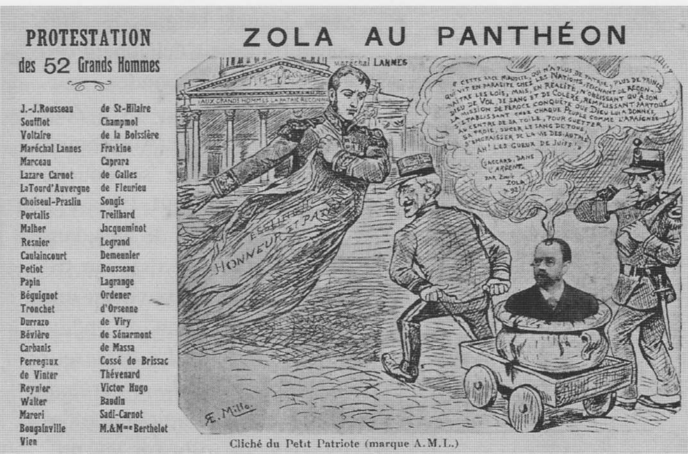


▶ **Fig. 7.** *Dessin de Mille,* La Flèche, *lithographie aquarellée 1904, « La messe rouge ». Jaurès en prêtre maçonnique officie une messe républicaine lors de l'affaire des fiches. Un officier catholique remplace le Christ sur la croix. Combes, qui avait approuvé la délation maçonnique dans l'armée pour briser la carrière des officiers allant à la messe, figure en enfant de chœur. Le nouveau ministre de la Guerre, Berteau, est à genoux sur son portefeuille, remplaçant le général André démissionnaire qui avait organisé la délation pour « désensoutaner » l'armée et en extraire « la gangrène cléricale ». À la chambre, Jaurès, qui avait soutenu de tout son talent d'orateur la délation maçonnique, est au centre du débat caricatural.*



▶ **Fig. 8.** *Dessin d'Orens, 1908,* l'Actualiste, *lithographie à 100 exemplaires, « Arrivée de Zola au panthéon ». Zola, habillé en nourrice, les mamelles de la Vérité et de la Justice à l'air, pousse vers le Panthéon l'enfant Dreyfus. Ce dernier, qui tient un cierge, est représenté dans un landau.*





▲
Fig. 9. Dessin d'Orens, 1908, l'Actualiste, lithographie aquarellée tirée à 100 exemplaires, Zola au Panthéon. Zola est enfin arrivé au Panthéon. Ici, il lit le journal de « L'au-delà » sous le regard bienveillant de Dreyfus dont le visage en forme de lampe éclaire l'écrivain, symbole de vérité par substitution au miroir de la femme nue. Zola dit « Ta gueule » au cochon, insulte de ses adversaires qui n'ont rien pu faire pour empêcher son apothéose, dûe à son engagement dans l'affaire Dreyfus et à son « J'accuse » qui lui a ouvert les portes du temple de l'immortalité.

▲
Fig. 10. Dessin de Millo, 1908, « Protestation des 52 grands hommes, Zola au panthéon ». Une « Protestation de la Vieille Armée » avait été placardée sur les murs lors de la cérémonie du transfert pour dénoncer le honteux spectacle de l'armée devant défiler en glorifiant la dépouille de Zola auteur de La Débâcle. Sur ce photomontage, la photographie de l'écrivain est montée sur un pot de chambre dessiné, tiré par Dreyfus vers le Panthéon. La scène se passe devant un soldat qui se bouche le nez de dégoût, et devant le maréchal Lannes ressuscité pour l'occasion, sa famille ayant envisagé de le sortir du Panthéon en guise de protestation. Sur la gauche de l'estampe figure une liste fantaisiste de noms prétendument hostiles à la cérémonie de translation comme Rousseau, Victor Hugo, Voltaire, etc. On voit que l'artiste n'hésite pas à mobiliser toutes les grandes figures de l'histoire de France pour crédibiliser ses convictions.

Le choix du 4 juin, un jeudi, pour la grande cérémonie, jugé scandaleux par la gauche, est un soulagement pour la police qui au moins n'aura pas les ouvriers sur les bras. Le Quartier latin, envahi de militaires, fantassins, cuirassiers, dragons, pièces d'artillerie, est en état de siège. Sur les murs, une caricature montre Zola dans un pot de chambre tiré par Dreyfus tandis que le maréchal Lannes, ressuscité pour l'occasion, se dresse pour lui barrer le passage[3]. Dans le n° 55 de *L'Actualiste* d'Orens[4] intitulé *Zola au Panthéon*, l'écrivain est arrivé à ses fins, étant maintenant installé au Panthéon sous le regard bienveillant de Dreyfus dont le visage en forme de lampe éclaire un Zola lisant le journal de *L'au-delà*, et qui dit *« Ta gueule »* au cochon couché au pied de son lit (fig. 9).

On se souvient que Maurice Barrès avait évoqué la honte devant le spectacle de l'armée défilant devant la dépouille de l'auteur de *La Débâcle* s'il était canonisé. Dans la caricature antidreyfusarde, cet argument est repris à plusieurs reprises. Une « Protestation de la Vieille Armée » est placardée sur les murs. Elle s'oppose à la glorification de *« Zola insulteur de l'armée »*. Sur un photomontage signé Millo et intitulé *Zola au Panthéon, protestation des 52 grands hommes*, la photographie de l'écrivain est montée sur un pot de chambre dessiné, tiré vers le Panthéon par Dreyfus. La scène se déroule devant un militaire qui se bouche le nez de dégoût, et le maréchal Lannes ressuscité. L'artiste rappelle ici un texte à forte connotation antisémite de Zola tiré de son roman *L'Argent*: *« Cette race maudite qui n'a plus de patrie, plus de prince, qui vit en parasite chez les Nations, feignant de reconnaître les lois, mais en réalité n'obéissant qu'à son dieu de vol, de sang et de colère, remplissant partout la mission de féroce conquête que Dieu lui a donnée, s'établissant chez chaque peuple comme l'araignée au centre de sa toile, pour guetter sa proie, sucer le sang de tous, s'engraisser de la vie des autres! Ah! Les gueux de Juifs! »*. Sur le côté gauche de cette composition figure une liste de 52 noms hostiles d'après l'artiste à la cérémonie de translation, et parmi lesquels on trouve ceux de Rousseau, Voltaire, Hugo, Marceau, Lannes, Caulaincourt, Bougainville, Tronchet, Sadi-Carnot, etc. (fig. 10).

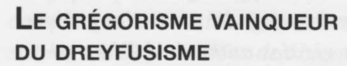
On connaît un autre photomontage signé Aristide Bréger intitulé *Le pur triomphe d'Émile Zola*. Ici, l'écrivain, sous la forme d'une statuette en terre cuite, est représenté dans une pelle à ordures devant le Panthéon figuré en lieux d'aisances marqués *« Au gras Zo les particulières reconnaissantes »*. Le sommet du monument est décoré d'un excrément d'où montent des vapeurs nauséabondes.

Après la cérémonie, employant un vocabulaire de fossoyeurs, la presse d'opposition commente l'événement en parlant de *« la fuite lamentable, honteuse, d'un fourgon à immondice et son ballot »*, et de *« dépotage malpropre »*. Nombre de caricatures développent des thèmes similaires. Sur un dessin signé Louis Bouchet, c'est Dreyfus lui-même qui conduit la citerne de vidangeur de laquelle sort le squelette de l'écrivain tenant une bannière marquée *« J'Accuse »*. Le véhicule en question est entouré de cochons. Benoni propose un dessin intitulé *L'immonde Zola* où, devant le Panthéon, c'est sous la forme d'un pot de chambre géant qu'est présentée la tête de l'écrivain. Du vase en question dans ●●●

3. Drouin (Michel), *Zola au Panthéon*, p. 106. L'image en question a été publiée par le journal antimaçonnique *La Bastille*, il s'agit d'un dessin de Bruno. « La cacanonisation d'Émile Zola », *La Bastille*, 7 juin 1908.
4. Orens qui était dreyfusard avant le coup de Tanger du 31 mars 1905 qui fait craindre une guerre avec la puissante Allemagne, vire progressivement au nationalisme dans une attitude qui reste ambivalente.

▶ *Fig. 11. Dessin de Benoni, 1908, « L'immonde Zola ». Devant le Panthéon, c'est sous la forme d'un vase de nuit que nous est présentée la tête de l'écrivain. Du vase dans lequel baigne le drapeau français s'échappent des vapeurs nauséabondes marquées* « Dreyfus » *et* « Zola antimilitarisme ». *Au premier plan, une statue se bouche le nez de dégoût. Cette caricature illustre les propos de L'Action française qui ne voulait pas voir l'armée abaisser ses drapeaux devant Zola qualifié de* « grand fécal », *mais au contraire le* « vidanger » *afin de réaliser sa liquidation* « par l'égout ».

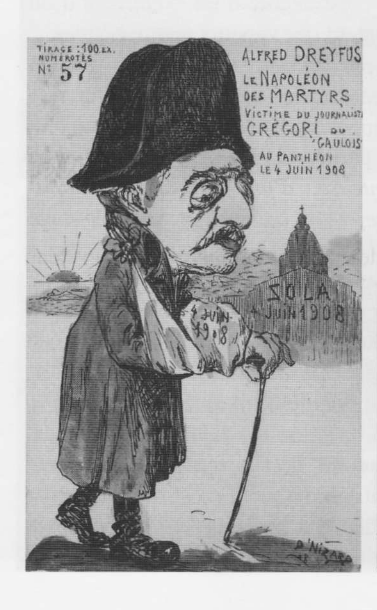
●●● lequel baigne le drapeau français s'échappent des vapeurs nauséabondes marquées *« Dreyfus »* et *« Zola antimilitarisme »*. Au premier plan, une statue se bouche le nez de dégoût (fig. 11). L'image du vase de nuit dans lequel trempe le drapeau tricolore, on la retrouve sur une autre composition du même artiste intitulée *Le défenseur de l'antimilitarisme Briand*. Cette caricature, comme les précédentes, illustre les propos de L'Action française qui ne voulait pas voir l'armée abaisser ses drapeaux devant Zola qualifié de *« Grand Fécal »*, mais au contraire le *« vidanger »* afin de réaliser sa liquidation *« par l'égout »*.



LE GRÉGORISME VAINQUEUR DU DREYFUSISME

Pendant la cérémonie officielle, deux coups de revolver sont tirés contre Dreyfus, blessé au bras droit. L'auteur de cet attentat est un journaliste des périodiques *Le Gaulois* et *La Presse militaire*, Louis-Anthelme Grégori. Dreyfus est maintenant dépeint dans le n° 57 de *L'Actualiste* 1908 comme le *Napoléon des martyrs* (fig. 12). Dans le n° 56 de *la* série, le coq gaulois Grégori étrangle Dreyfus les mains liées derrière le dos. Légende : *« Le coq gaulois Grégori essayant d'étrangler le dreyfusisme 4 juin 1908 »* (fig. 13). Arrêté, Grégori déclare avoir voulu protester contre la présence de l'armée à l'occasion du transfert des cendres de l'écrivain et en l'honneur d'Alfred Dreyfus. Jaurès dénonce à travers cet attentat le réveil de l'aurore nationaliste sous le régime clémentiste.

L'après-midi de ce même 4 juin 1908, Clemenceau traité maintenant d'assassin doit affronter à la Chambre des députés la colère des socialistes ulcérés par la mort des ouvriers de Draveil sur lesquels les gendarmes ont tiré. Certains socialistes estiment que l'attentat contre Dreyfus détourne les esprits des violences contre le prolétariat, et dans l'opposition, le journal *L'Éclair* va même jusqu'à prétendre que Grégori aurait été manipulé par la police, Clemenceau ayant besoin d'un nouveau complot *« pour donner prétexte à une nouvelle défense républicaine »*. Quant à Gustave Hervé, dans *La Guerre sociale*, il écrit que *« les violences des nationalistes sont tellement loin d'être inutiles qu'elles ont obligé Clemenceau à déménager Zola à la cloche de bois et le coup de revolver de Grégori ne nous empêche pas – nous qui sommes ici des dreyfusards de la première heure – de reconnaître que loin d'affaiblir le parti antisémite, il ne fera que l'exalter et l'enhardir »*. À gauche, on se demande si l'attentat contre Dreyfus marque le réveil de l'Affaire, ou s'il ne marque qu'une vengeance passagère. Au centre, on dénonce la stupide agression contre Dreyfus, et l'on trouve choquante la panthéonade qualifiée d'initiative absurde dont fut privée de surcroît une partie de la nation. Le journal *L'Humanité*, qui déplore que les violences policières aient été dirigées davantage contre les prolétaires que contre les nationalistes, commente la translation de la dépouille de Zola réduite à un cortège de policiers : *« Le gouvernement des dreyfusards Clemenceau et Picquart qui font massacrer les ouvriers dans les grèves a peur*



▶ *Fig. 12. Dessin d'Orens, 1908,* l'Actualiste *n° 57,* « Alfred Dreyfus le Napoléon des martyrs », *lithographie aquarellée, tirée à 100 exemplaires. Au cours de la cérémonie, Grégori, journaliste au* Gaulois *et à* La Presse militaire, *tire deux coups de revolver contre Dreyfus qui est blessé au bras. Pour Orens qui l'avait déjà qualifié de* « roi des martyrs » *en 1904, il devient maintenant le* « Napoléon des martyres », *un nouvel échelon dans l'échelle de son calvaire.*



▶ *Fig. 13. Dessin d'Orens, 1908,* l'Actualiste *n° 56,* « Le coq gaulois Gregori essayant d'étrangler le dreyfusisme », *lithographie aquarellée, tirée à 100 exemplaires. Arrêté, Gregori déclare avoir voulu protester contre la présence de l'armée défilant devant Dreyfus et la dépouille de Zola lors de la cérémonie du transfert.*



▶ *Fig. 14. Dessin de Benoni, 1909,* « Retraites ouvrières, l'ouvrier n'est bon qu'à recevoir les balles destinées à Dreyfus ». *En juin 1908, la troupe tire sur les grévistes à Draveil et tue plusieurs ouvriers. Clemenceau se voit traité d'assassin. Benoni nous le montre un fouet à la main et affublé à l'oreille d'une plume marquée* « douze balles pour Dreyfus ». *Devant lui figurent les corps des ouvriers tombés sous la mitraille de l'armée. Légende :* « L'ouvrier n'est bon qu'à recevoir les balles destinées à Dreyfus ».

des braillards nationalistes et a reculé devant les sommations de La Libre Parole [journal antisémite d'opposition dirigé par Drumont]... *une fois de plus les ministres ont renié leur passé de républicains »*. Sur un dessin intitulé *Clemenceau*, Benoni montre le président du Conseil un fouet à la main et affublé à l'oreille d'une plume marquée *« Douze balles pour Dreyfus »*, devant les corps d'ouvriers tombant sous la mitraille de l'armée. Légende: *« Retraites ouvrières. L'ouvrier n'est bon qu'à recevoir les balles destinées à Dreyfus »* (fig. 14).

Le procès contre Grégori s'ouvre le 10 septembre 1908 alors que le pays tout entier est encore sous le coup des nouveaux affrontements sanglants survenus entre la troupe et les ouvriers à Villeneuve-Saint-Georges, ce qui discrédite encore davantage le ministère Clemenceau qualifié de *« dreyfusard »* lors de sa formation. Le premier jour du procès, répondant à une question, Dreyfus s'écrie: *« La Cour de cassation a solennellement prononcé mon innocence »*. Drumont en profite aussitôt pour souligner que Dreyfus n'a pas crié *« Je suis innocent »*, et qu'il n'a donc pas invoqué le témoignage de sa conscience, mais celui de *« l'autorité de la chose jugée »*. Il précise alors que Dreyfus *« n'est sûr de son innocence que parce que la Cour de cassation l'a proclamée »*. Le lendemain, Ménard, avocat de Grégori, stigmatise la cérémonie de la panthéonisation: *« Il n'y avait pas lieu, pour augmenter le respect de la chose jugée, d'aller chercher au cimetière la dépouille d'un homme deux fois condamné pour outrages à l'armée et à la patrie, et que l'amnistie seule a empêché de subir cette condamnation ; il n'y avait pas lieu d'aller chercher la dépouille de cet homme pour la porter au Panthéon »*. Ménard conteste aussi l'innocence de Dreyfus, attaque Zola venu en France pour y *« pétrir l'ordure et en faire de l'argent »*. Il ajoute que *« c'est cet homme qu'on a conduit au Panthéon. Béatifié, canonisé : c'est devant lui que l'armée de France a défilé. Et entre le cadavre et l'armée, il y avait le condamné d'hier, il y avait le capitaine Dreyfus »*. Michel Drouin écrit que *« du coup, Grégori devient victime du dreyfusisme par Zola interposé[5] »*.

Les arguments de la défense semblent avoir convaincu le jury populaire puisque, contre toute vraisemblance, Grégori est acquitté. Il proclame alors que *« l'arrêt du 12 juillet 1906 réhabilitant Dreyfus est cassé devant la nation »*, et que son *« procès doit être la révision de la révision »*. Orens publie alors *Le Gregorisme vainqueur du Dreyfusisme* (*L'Actualiste* n° 76, 1908): prématurément vieilli par toutes les souffrances endurées, Dreyfus abandonne le combat devant tant de haine. Recevant en plein cœur le coup de revolver de Grégori, à bout de force, il clame une dernière fois son innocence: *« Déchirez-moi jusqu'aux entrailles si vous le voulez... je suis innocent ! »*. Cette estampe illustre les propos de Grégori qui avait déclaré: *« Je n'ai pas tiré sur Dreyfus dont je me moque, mais sur le dreyfusisme que je hais »*.

Le stupéfiant acquittement de Grégori par un jury populaire tend à remettre en cause l'innocence de Dreyfus établie par l'arrêt de la Cour de cassation du 12 juillet 1906. En effet, l'extrême droite vitupère à nouveau contre le traître Dreyfus et les Juifs. La droite ménage Clemenceau qui, étant maintenant au pouvoir, utilise l'armée pour mater la classe ouvrière. De plus, il exalte à son tour la patrie, ce qui permet à Gustave Hervé dans son journal *La Guerre sociale* de dénoncer l'immense mystification qu'a été pour les prolétaires l'engagement dans l'affaire Dreyfus qui se solde par le *« triomphe du parti juif »* dans la guerre des deux bourgeoisies dont l'Affaire avait été le champ de bataille, et l'installation aux dépens des prolétaires frustrés d'un *« socialisme embourgeoisé »*. De même, Lagardelle dans *Le Mouvement socialiste* estime que *« l'affaire se soldait par une débâcle »* pour la classe ouvrière. Alors, toujours dans le n° 76 de *L'Actualiste* 1908, Orens évoque la lassitude de l'opinion publique face à cette affaire qui n'en finit pas. Légende: *« Si cette affaire vous embête nous allons la... la recommencer... la voix du peuple : ah non ! la barbe »* (fig. 15). Devant l'entêtement des nationalistes, Orens s'énerve.



◀ *Fig. 15. Dessin d'Orens, 1908, l'Actualiste n° 76, « Le gregorisme vainqueur du dreyfusisme », lithographie aquarellée tirée à 100 exemplaires. Jugé par un jury populaire, contre toute vraisemblance, Grégori est acquitté. Il déclare alors ne pas avoir voulu tirer* « sur Dreyfus dont je me moque, mais sur le dreyfusisme que je hais ». *Sur l'estampe d'Orens, prématurément vieilli par toutes les souffrances endurées, Dreyfus abandonne le combat devant tant de haine. Légende:* « Déchirez-moi jusqu'aux entrailles si vous le voulez... je suis innocent ! ».

Jusqu'au 2 août 1914, la presse nationaliste dénonce la violation de l'article 445 réhabilitant le capitaine sans réviser le procès de Rennes. Jusqu'à la veille de la guerre, le dreyfusisme est considéré par les réactionnaires comme un fléau aboutissant à l'antipatriotisme et à l'antimilitarisme, livrant la France la poitrine nue face au péril allemand. En 1914, les caricaturistes ayant vécu l'Affaire se réconcilient dans l'union sacrée des crayons. On assiste à un transfert des clichés de l'antidreyfusisme et de l'antisémitisme chez les nationalistes, et de l'anticléricalisme chez les anticléricaux, à l'antigermanisme. ■

Bruno DE PERTHUIS

5. Drouin (Michel), *Zola au Panthéon*, p. 155.



Fig. 1 : Ivan Ivanov, La famine, bois gravé, 1922.

Les succès méconnus d'une agriculture socialiste (URSS, années vingt)

Une agriculture collectivisée est-elle viable économiquement ? L'expérience soviétique semble prouver que non... Mais il est possible de contester cette idée reçue en s'intéressant aux premiers kolkhozes, dans les années 1920.

L'affaire était entendue dès avant la disparition de l'URSS en 1991 : le socialisme avait prouvé son inefficacité dans le domaine agricole. Sous Brejnev, 60 ans après la révolution d'Octobre, l'Union soviétique n'était pas autosuffisante pour le fourrage et l'alimentation. Ironie cruelle, elle devait régulièrement importer des céréales auprès des riches *farmers* du *Midwest* américain. Pour ce qui est des légumes et de la viande, 33 % de la production intérieure provenait des lopins privés des paysans qui ne représentaient que... 3 % des surfaces cultivées[1]. Quelle meilleure preuve de l'échec du collectivisme ? Mais plutôt que d'y voir l'effet d'une impossibilité anthropologique, on peut imputer cette crise structurelle au traumatisme de la collectivisation forcée, annoncée par Staline le 7 novembre 1929 et achevée avec la terrible famine de 1933. Pour comparer sérieusement les mérites respectifs des formes d'agriculture privée

Qu'est-ce qu'un kolkhoze ?

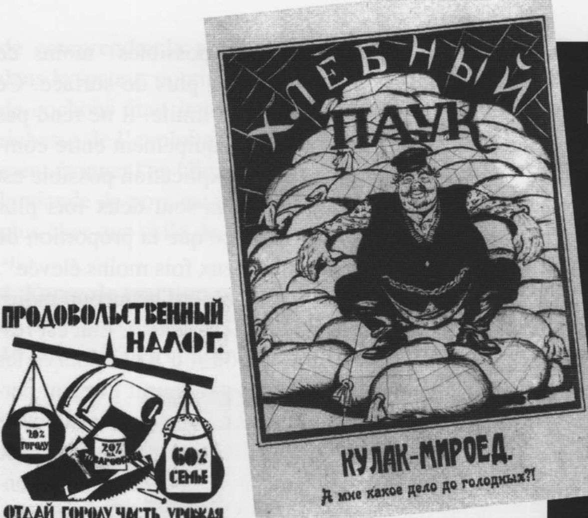
Kolkhoze est un mot-valise formé à partir de l'expression *KOLlektivnoe KHOZiaïstvo*, « exploitation collective » en russe. Il apparaît au printemps 1918 en même temps que son homologue sovkhoze (« exploitation soviétique », c'est-à-dire exploitation d'État d'un *latifundium*). Les débuts de la guerre civile dans le sud du pays coupent les bastions urbains du bolchevisme des greniers à blé du Kouban et d'Ukraine. En réponse à la famine qui menace (*cf.* fig. 1) et parallèlement à la politique de réquisition des céréales, les bolcheviks cherchent à encourager une production agricole « soviétique[2] ».

Le 2 juillet, le Conseil de Commissaires du Peuple débloque une aide spéciale de 10 millions de roubles aux premiers kolkhozes. Début août, le Commissariat du Peuple à la Terre publie des modèles de statut juridique pour ces nouveaux types d'exploitation[3].

Le phénomène restera toutefois minoritaire. En 1928 en Ukraine, sur 5,1 millions de foyers paysans, 267 000 (soit 5 %) sont collectivisés, constituant 12 042 kolkhozes[4]. Encore faut-il distinguer différentes formes d'exploitations collectives. 77 % sont des Associations d'exploitation conjointe de la terre (*TOZ*) de création récente[5]. On n'y met en commun qu'une partie des biens, la récolte étant répartie selon *« la quantité de terre, de bétail, de matériel et de travail apportée par chaque membre à l'association »*.

Dans les artels (20,5 % des kolkhozes), on « *réuni*[t] *la force de travail, le matériel, le bétail, la terre et* [...] *on organise une seule exploitation laborieuse commune* » où l'on est rétribué « *proportionnellement à la participation de chacun en travail*[6] ». Par contre, dans les communes, le revenu est partagé selon les besoins et non selon le travail. En fait, « *ce qui différencie essentiellement les communes agricoles des artels et collectifs c'est que* [...] *la production ET la consommation sont socialisées*[7] », c'est-à-dire que non seulement on y travaille, mais aussi on y vit en commun. Elles ne représentent que 2,4 % des exploitations collectives, mais sont souvent plus anciennes.

1. Andrea GRAZIOSI, *Histoire de l'URSS*, PUF « Nouvelle Clio », Paris, 2010 ; p. 281.



▲ *Fig. 2: « L'impôt en nature: Donne aux villes une partie de la récolte et dispose du reste », affiche, 1921.*

▲ *Fig. 3: Viktor Deni, « L'araignée du blé, le koulak-parasite: "Et qu'est-ce que j'en ai à faire, des affamés?" », affiche, 1922.*

et collective en URSS, on doit alors remonter aux années vingt, avant la mainmise stalinienne. Fondé sur les archives de la région de Kharkov (alors capitale de l'Ukraine soviétique, région agricole s'il en est), cet article se propose de passer les kolkhozes au banc d'essai économique, après avoir évalué l'intervention de l'État soviétique dans ce secteur.

L'État socialiste et le secteur socialiste

Les kolkhozes sollicitent beaucoup l'État: *« Si on demande* […] *au président de n'importe quel collectif ce qui lui manque, il commencera à énumérer* […]*: de la terre, une charrue, une moissonneuse, un semoir,* […]*, une faux, une herse en fer, une trieuse, du bétail laitier, des chevaux, un moteur à essence, un générateur, etc., etc. Et il y a encore le rêve d'un moulin à vapeur et de l'électrification du village*[8] *».*

Même si les kolkhozes font des demandes fondées, les réponses de l'État sont le plus souvent négatives. En effet, l'administration veut aider les *« kolkhozes existants pour qu'ils intensifient la production agricole »* mais surtout en leur conseillant d' *« atteindre l'autofinancement de toute une série de travaux »*. Un rapport officiel conclut en 1924 que *« le principal obstacle à la collectivisation est l'impossibilité d'améliorer la base matérielle de l'exploitation car l'aide de l'État, sous forme de crédit, est insignifiante*[9] *»*. Cette avarice découle de la rigueur budgétaire qui prévaut sous la NEP.

Pour se faire une idée du rôle de l'État vers 1928, on comparera les kolkhozes et les exploitations individuelles pour ce qui est de leurs dotations respectives en terre, matériel, bétail et assistance technique[12].

La NEP, un capitalisme limité pour un temps limité

En mars 1921, le Parti bolchevique abandonne le « communisme de guerre » pour proclamer une « Nouvelle Politique Économique » (NEP en russe). La guerre civile se termine sur une victoire des Rouges, mais à quel prix? L'industrie est ruinée, la production s'est effondrée de 80 %. Les villages sont retournés à l'autarcie et c'est donc tout le pays qui est menacé de famine. La politique de réquisition du blé inaugurée en 1918 a peut-être évité le pire dans les villes, mais elle a indisposé les campagnes. Contents que l'Armée rouge les libère des grands propriétaires, les paysans sont prompts à prendre les armes dès que se profilent confiscations ou tentatives de collectivisation. Les révoltes paysannes prennent de l'ampleur en 1920. L'insurrection des marins de Kronstadt (qui revendiquent aussi la liberté de commerce des grains) est un signal pour le Parti.

Trois jours après avoir écrasé Kronstadt, le PC annonce la fin des réquisitions et leur remplacement par un impôt en nature de 20 %. *« Après acquittement des impôts, les excédents sont à la libre disposition du paysan. Il a le droit de les échanger* […] *dans les coopératives, sur les marchés locaux et les bazars*[10] » (voir fig. 2). *« Afin de garder le cap vers le socialisme, nous vous faisons une série de concessions, camarades paysans, mais seulement dans le cadre et dans la mesure que nous aurons décidés bien sûr*[11] », déclare Lénine. Après sa mort, certains veulent élargir le cadre, tel Boukharine s'adressant aux paysans en 1925: *« Enrichissez-vous, accumulez, développez votre exploitation! »*. Pourtant, la NEP ne résout pas tous les problèmes. L'industrie ne suit pas et les produits manufacturés manquent. La courbe des prix industriels monte donc artificiellement alors que celle des prix du blé baisse à cause de la reprise agricole: c'est la *« crise des ciseaux »* dénoncée par Trotski. Les paysans préfèrent réduire les emblavures que de vendre à perte, ressuscitant le spectre de la disette. Enfin, au sein de la paysannerie, les inégalités se creusent. Le *koulak*, paysan riche, devient ainsi le bouc émissaire de la propagande soviétique (*cf.* fig. 3).

Staline met fin à la NEP en novembre 1929 en annonçant le *« Grand tournant »* vers la collectivisation et l'industrialisation.

2. Alessandro STANZIANI, *L'économie en révolution: le cas russe, 1870-1930,* Albin Michel « L'évolution de l'humanité », Paris, 1998; p. 212-218, 232-234.
3. V.V. GRIŠAEV, *Sel'sko-hozâjstvennye kommuny Sovetskoj Rossii 1917-1929 [Les communes agricoles en Russie soviétique],* Mysl', M., 1976, p. 32, 47, 49, 53.
4. V.M. LYTVYN (dir.), *Istoriâ ukraïns'koho selânstva [Histoire de la paysannerie ukrainienne],* Naukova dumka, K, 2006; t. 2, p. 80. A. PLATONENKO, « Kolhosbudivnyctvo v 1929-30 roci na Ukraïni » [L'édification kolkhozienne en 1929-30 en Ukraine], *Bil'šovyk Ukraïny*, n°1 (15/01/30), p. 66.
5. DAXO [Archives d'État de la région de Kharkov], R847/1/280, *Direction foncière de la circonscription d'Izioum* (1928); p. 143-151.
6. M.L. POLÂNSKIJ, *Teoriâ i praktika kollektivizacii sel'sko-hozâjstva v marksistskom osveŝenii [Théorie et pratique de la collectivisation agricole d'un point de vue marxiste],* Knyhospilka, X, 1926; p. 391-397, 399-411.
7. B.M. AMENICKIJ, *Zemel'nyj kodeks USSR v voprosax i otvetax [Le Code foncier ukrainien soviétique en questions-réponses],* NKÛ USSR, X, 1925; p. 200.
8. PAVLO, « Klassovyj podxod k kollektivam » [Une démarche de classe envers les collectifs], *Kommunističeskaâ Mysl'*, n° 3-4 (1924), p. 24.
9. DAXO, R845/2/229, *Direction foncière de la circonscription de Kharkov,* p. 311 (1923-24). R95/1/691, *Direction foncière du district de Zmiev, 1922*, p. 25, 38. « Vyvody iz dokladov Komissii po obsledovaniû 6-ti rajonov Ukrainy » [Conclusions de l'inspection de six arrondissements d'Ukraine], *Znamâ Kommunizma*, n° 6 (1924), p. 123.
10. « Obraŝenie VCIK k krest'ânstvu » [Adresse du CEC aux paysans], *Izvestiâ*, 23/03/1921.
11. Lénine, « Zaklûčitel'noe slovo » [Discours de clôture sur l'impôt en nature, Xe conférence du PC(b)R, 27/05/1921], *PSS*, t. 43, p. 320.
12. DAXO, R845/3/1563, p. 29-38 (1/10/1927 – 1/04/1928). P4/1/70, *Comité du Parti de la circonscription d'Izioum*, p. 140-152, 12/02/1929. R847/1/280, p. 143-151, (20/10/1928).

1. Dotation en terre (circonscription d'Izioum, octobre 1928)

	Moyenne par exploitation	Moyenne par rationnaire
Communes	240 déciatines[13]	2,5 d.
Artels	130 d.	2,5 d.
Associations	85 d.	2 d.
Moyenne de la circonscription	Non disponible	1,4 d.

Les exploitations collectives sont sensiblement mieux dotées que les individuelles. Le ratio dans les communes et artels dépasse de 78 % la moyenne locale. Ce n'est pas une surprise : alors que le lot paysan se morcelle sans cesse depuis 1917 sur fond de pression démographique, l'État distribue ses terres prioritairement aux kolkhozes. La manne foncière de l'État n'est cependant pas si grande. La surface par rationnaire dans les communes et artels, principaux récipiendaires, n'est supérieure que de 25 % à celle des Associations d'exploitation conjointe de la terre, formées par l'adjonction des lots individuels. Les différences s'accusent par contre quand on regarde la surface moyenne par exploitation. Les communes s'apparentent au projet d'une agriculture socialiste à grande échelle, même si leur effectif reste à échelle humaine (95 personnes en moyenne, enfants compris). Les autres types de collectifs réunissent autour de 46 personnes et ressemblent plus à des associations de voisins.

La dotation en outillage renverse totalement la perspective. Riches en terres, les kolkhozes sont pauvres en matériel.

2. Dotation moyenne en outillage agricole pour 100 déciatines (circonscription d'Izioum, octobre 1928)

	Charrues simples	Charrues à plusieurs socs	Semoirs	Moissonneuses	Batteuses	Tarares
Communes	1,3	0,8	1	1,6	0,5	0,9
Artels	2,7	1,7	2	2,2	1	1,5
Exploitations individuelles (moyenne de la circonscription)	12,8	2,2	3,5	2,8	0,5	3,2

Certes, il faut tenir compte du morcellement des exploitations individuelles. Chacune doit posséder autant que possible *son* matériel. Par contre, dans des exploitations collectives, des économies d'échelle sont possibles : moins de matériel permet de cultiver plus de surface. Ce raisonnement a pourtant sa limite. Il ne rend pas compte des différences d'équipement entre communes et artels. La seule explication possible est la pauvreté. Les communes sont deux fois plus pauvres que les artels parce que la proportion de petits propriétaires y est deux fois moins élevée[14]. Et l'ensemble des kolkhozes est beaucoup moins riche que la moyenne des paysans. L'État est responsable dans la mesure où il n'a pas pourvu les pauvres en capital. Il n'a pas fourni l'argent permettant d'acheter l'araire à un artisan local, ou le fer pour le fabriquer. Et l'industrie nationalisée est trop faible pour offrir des charrues, moissonneuses, etc. en quantité suffisante. C'est un des aspects de la « crise des ciseaux » qui touche aussi les kolkhozes…

En ce qui concerne le cheptel, on constate le peu de bétail à corne dans les exploitations collectives.

3. Cheptel moyen pour 100 déciatines ensemencées (circonscription d'Izioum[15])

	Vaches		Jeunes bêtes à cornes		Cochons	
	10/1928	02/1929	10/1928	02/1929	10/1928	02/1929
Communes	6	8	6,3	14	56,7	104
Artels	10	6	9,1	7,3	34,6	30
Exploitations individuelles	18,3	18,3	[18,4]	18,4	19,8	19,8

Là encore, les kolkhozes sont bien plus pauvres que la moyenne et les crédits octroyés n'ont pas permis de combler l'écart. Un rapport légèrement postérieur de la Section des kolkhozes de la circonscription défend pourtant l'action de l'État : si le bétail des exploitations collectives est moins nombreux, il serait de meilleure race grâce à des dotations spécifiques. De plus, les artels auraient surtout acquis des bêtes de trait au détriment du bétail à viande et à lait, ce qui est vraisemblable pour des exploitations dont les objectifs dépassent l'autosubsistance. Il est plus difficile



▲
Fig. 4 : « Fête du 10e anniversaire de la commune Aube rouge », plan de Kinotyžden' [La Semaine filmée], n° 30/125, 1929 (Ukraine).

13. Déciatine = 1,0925 ha.
14. DAXO, R845/3/1563, p. 31 (1927-1928).
15. Concernant le cheptel et la force de traction (tableaux suivants), les fluctuations enregistrées entre octobre 1928 et le début 1929 sont assez importantes pour être suspectes. La dotation des kolkhozes et particulièrement des communes augmente brutalement. S'agit-il de livraisons massives ou d'un artefact statistique suite à la création de nouveaux collectifs ? C'est impossible à déterminer.

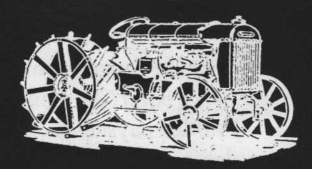
de comprendre la prédominance des kolkhozes dans le secteur porcin. C'est comme si le nombre de cochons était inversement proportionnel à la richesse de l'exploitation. Le fait est particulièrement étonnant en Ukraine où, aujourd'hui encore, la viande de porc est plus prisée et coûte souvent plus cher que celle de bœuf.

4. Force de traction pour 100 hectares, en équivalent-cheval (un tracteur = 10 chevaux ; circonscription d'Izioum)[16]

	Bétail de trait (chevaux et bœufs)		Tracteurs		Total	
	10/1928	02/1929	10/1928	02/1929	10/1928	02/1929
Communes	5,3	10,3	7	13,3	12,3	23,6
Artels	7,6	7,2	10	11,8	17,6	19
Exploitations individuelles	31	26,1	0	0	31	26,1

Les kolkhozes manquent relativement de force de trait. L'expert de la Section des kolkhozes rappelle que le grand nombre de chevaux dans les exploitations privées s'explique par le morcellement mais il est difficile d'évaluer précisément les économies d'échelle dans les collectifs. Quoi qu'il en soit, l'État est massivement intervenu en fournissant les tracteurs qui se substituent en partie au bétail de trait manquant. L'équipement des communes est particulièrement précoce. En 1925, les communes « Charrue et marteau » (à Tchepel) et « Étoile rouge » (à Sosonka) possèdent leur tracteur de marque Fordson. La commune « Aube rouge » de Volokhovka, qui songeait dès 1922 à en louer un, peut finalement exhiber sa machine aux actualités filmées en 1929[17] (*cf.* fig. 4).

16. DAXO, P4/1/70, p. 141.
17. DAXO, R96/1/392, *Direction foncière du district de Voltchansk*, 1922, p. 152. R1639/1/308, *Comité exécutif de l'arrondissement d'Izioum*, 1925, p. 54. R845/2/161, p. 70 § 3.
18. S. POŽYDAJEV, *Traktor « Fordzon » [Le tracteur Fordson]*, DVU, Odesa, 1925 ; p. 21.
19. V. KAČYNS'KYJ, « Sučasne kolektyvistyčne budivnyctvo » [L'édification collectiviste actuelle], *Bil'šovyk Ukraïny*, n° 9-10 (30/05/1928), p. 54-55.
20. *Traxkaût* de *traxnut'*, littéralement « donner un coup » ; au figuré, désigne grossièrement l'acte sexuel. En plus du sous-entendu scabreux, on peut noter l'allitération : « *Vachi traktory trakhkaiout, trakhkaiout* ».
21. DAXO, P1/1/1192, *Comité du Parti de la province de Kharkov*, p. 52 (1925).



En tracteur, vers le socialisme !

Le Fordson est presque plus un mythe qu'une machine ! De conception américaine, il est fabriqué sous licence en URSS dans le cadre des transferts de technologie attendus pendant la NEP. Il sort des prestigieuses usines Poutilov de Petrograd (*cf.* fig. 5).

Une brochure de vulgarisation de 1925 explique : « *Travailler au tracteur sur de petits lopins n'est pas avantageux ; pour que le travail revienne moins cher, il faut les réunir en de grandes parcelles.* [...] *Dans la mesure où on ne peut vraiment tirer profit d'un tracteur que dans une grande exploitation, pour un paysan pauvre il y aura les communes et les collectifs* [, et pour] *le paysan moyen* [...] *les Associations agricoles de machines*[18] ».

Trois ans plus tard, un grand spécialiste agraire répète qu' « *il faut s'orienter de façon décidée vers l'utilisation exclusive du tracteur dans les kolkhozes* », mais il constate que, « *pour satisfaire toute la demande en tracteurs, il faudrait en vendre en Ukraine cinq ou sept fois plus qu'aujourd'hui*[19] ».

On peut quand même douter que cet optimisme technologique corresponde vraiment aux besoins ressentis par la paysannerie. Fin 1925, un responsable communiste note qu'« *en ce qui concerne la mécanisation de l'agriculture,* [les paysans] *disent « Ah, ça ! Vos tracteurs, ils ramonent et ils ramonent*[20], *l'usine n'a qu'à en sortir plus : ça fera du travail pour nos bœufs à les tracter ; et nous, on y gagnera un petit rouble ». La chose était* [en effet] *arrivée au tracteur de la commune Étoile rouge qui s'était embourbé*[21] ».

Malgré ces avanies, le tractoriste devient, dans l'iconographie, un des héros du socialisme (*cf.* fig. 6).



▲ *Fig. 5 : Manuel d'utilisation du tracteur Fordson, Moscou, 1925.*



◄ *Fig. 6 : « Pendant la pause déjeuner, les tractoristes lisent le journal dans les champs de la commune Agronomie rouge (arrondissement de Lozovaïa, région de Kharkov), 1933 », Archives centrales d'État du cinéma et de la photographie d'Ukraine, photo reproduite dans Nacional'na knyha pam'âti žertv Holodomoru 1932-1933 rokiv v Ukraïni, Zvedennyj tom, Vyd. im. Oleny Telihy, Kyïv, 2008, p. 680.*

Pour la modernité technologique, l'électricité est un autre point fort des communes. L'Étoile rouge s'est endettée dès 1924 pour se doter d'une centrale électrique. Racontant son arrivée dans une commune du sud de l'Ukraine, l'écrivain Fédor Gladkov dit d'abord avoir été ébloui par *« la constellation aveuglante des feux électriques* [au milieu de] *ce désert triste et sauvage*[22] ».

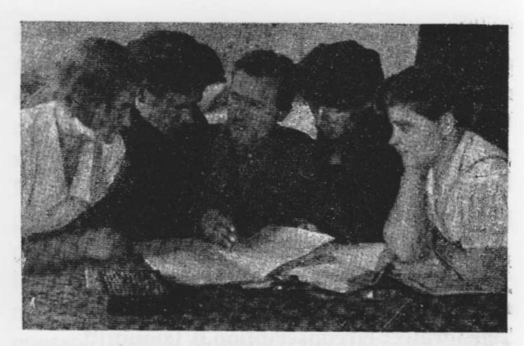
Pour hâter la modernisation si ardemment souhaitée, il faut développer la formation aux techniques agricoles. Elle est organisée par les Sections foncières dont les moyens sont réduits. Néanmoins, tout un réseau d'agronomes existe, qui inspecte les collectifs et leur dispense des conseils (voir fig. 7). L'effort quantitatif de l'État est indéniable dans ce domaine et va croissant, en privilégiant les formes de kolkhozes les plus abouties.

5. Assistance agronomique : pourcentage de kolkhozes en ayant bénéficié (circonscription de Kharkov)[23]

	au 1/10/1927	au 1/04/1928
Communes	40	70
Artels	13,3	51
Associations d'exploitation conjointe de la terre	1,1	26,2
Associations pour tracteurs et machines	0	2
Total	5,7	25,7

Dans les sources, ce sont les seuls « dons » que l'État fait aux collectifs car même les terres sont données en location. Quant aux crédits, on a dit qu'ils sont bien difficiles à obtenir. On le voit en suivant la démarche de la commune Étoile rouge en vue d'édifier une usine d'amidon et de mélasse en 1926. La décision revient au Comité exécutif des soviets, la plus haute instance administrative de la circonscription de Kharkov. La Commission au Plan avait entendu un exposé du président de la commune et, un mois plus tard, un autre représentant du collectif présentait un rapport similaire devant le présidium du Comité exécutif. Les institutions concernées et un expert au Plan donnèrent ensuite leur avis. Le Comité exécutif tranche enfin, en donnant des consignes aux soviets et Sections foncières locaux, aux unions coopératives et à la Banque rurale. Tout ça pour un demi-échec ! Les autorités critiquent le projet et ne donnent en définitive aucune aide directe[24].

Pour faire face aux dépenses, les collectifs



Комунари комуни ім. Сталіна на Харківщині обмірковують з аґрономом плян весняного засіва

▲

Fig. 7 : « Les communards de la commune "Staline" réfléchissent avec l'agronome sur le plan des semailles de printemps », Komunarka Ukraïny, *n° 7 – 15/02/1930 –, p. 14.*

doivent donc vivre de leur activité. Ils vendent leur production brute ou transformée, par l'intermédiaire des coopératives principalement, car la vente sur les marchés privés leur est largement interdite[25]. Dans ce cadre, la commune Charrue et marteau a conclu des « contrats de plantation » avec l'Union coopérative rurale pour écouler du tournesol et de la betterave, deux grandes cultures en Ukraine. De même, l'Étoile rouge monnaye ses services. Elle sert de *« point de vente et d'approvisionnement »* pour les paysans alentour qui peuvent y acheter des semences et y faire conditionner leurs produits[26].

Les victoires du collectivisme agraire

La capacité d'autofinancement constitue donc un premier indicateur des performances économiques des kolkhozes.

6. Nature des ressources financières des kolkhozes (Izioum)[27]
(en pourcentage du total des fonds utilisés)

	Communes		Artels		Associations		Moyenne des kolkhozes	
	1927	1928	1927	1928	1927	1928	1927	1928
Fonds propres	81,4	65,8	65,6	61,5	66	42,69	73	59
Fonds empruntés	18,6	34,2	34,4	38,5	44	57,31	27	41

Remarquons d'abord que les communes se placent en tête de toutes les exploitations collectives. Elles sont les mieux autofinancées bien que plus pauvres en capital. Plusieurs explications sont possibles. Les statistiques en pourcentage ne donnent aucune idée des volumes de capitaux concernés. Les communes pourraient avoir un budget global moindre, et comme une tendance à l'autarcie leur est parfois reprochée[28], l'autofinancement ne serait que l'autre nom de la pauvreté et du repli sur soi. Il faut aussi faire l'hypothèse d'une réussite réellement meilleure dans les communes. Leur plus grande taille améliore la rationalité. Plus socialisées, elles peuvent aussi mieux organiser leur force de travail que de simples

22. Fedor GLADKOV, *Kommuna Avangard*, GIZ, M-L, 1928, p. 5 & 24. La comparaison entre les ampoules et des étoiles anticipe sur le soleil artificiel imaginé par Andréi PLATONOV (*cf. À l'avance*, [1931] L'Age d'homme, Lausanne, 1980 ; p. 32).
23. DAXO, R845/3/1563, p. 32.
24. DAXO, R845/3/3396, p. 1, 8, 15-18. R845/3/833, p. 25, 36-39, 41-42, 77.
25. DAXO, P4/1/70, p. 115.
26. DAXO, R1639/1/308, p. 54. R845/3/833, p. 39 (1926).
27. DAXO, P4/1/70, p. 144.
28. Voir l'avis de Trotski, « Sur la question des communes agricoles », *Pravda*, 5/12/1925, http://marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1925/12/lt19251205.htm.



▲
Fig. 8 : Travaux agricoles, plan de « La onzième année », de Dziga Vertov (Ukraine, 1928).

associations en vue de l'intérêt réciproque de leurs membres. Autre facteur : l'ancienneté relative des communes. Les associations, récemment créées, ont besoin de fonds importants pour démarrer l'activité et s'endettent plus. La baisse générale de la part d'autofinancement entre 1927 et 1928 traduit quant à elle le tournant qui s'amorce à la tête de l'État en faveur de la collectivisation : les investissements sont encouragés et les aides commencent à être débloquées[29].

Ce soutien tardif fait suite à un désintérêt profond de l'administration pour le secteur socialiste dans l'agriculture. Aucune statistique comparative n'était disponible au plus fort de la NEP pour évaluer l'efficacité économique des exploitations collectives[30]. Les premières synthèses datent de 1927 et l'administration locale en produit surtout en 1928-1929. À cette époque-là, la NEP est en sursis et les collectifs recensés sont peut-être moins spontanés qu'auparavant. Néanmoins, le secteur socialiste reste marginal. En octobre 1928, le taux de collectivisation varie de 0,7 % à 10,4 % d'un arrondissement de la circonscription d'Izioum à l'autre. On peut supposer que les données restent fiables, sans que les « vertiges du succès » ne poussent à gonfler les chiffres.

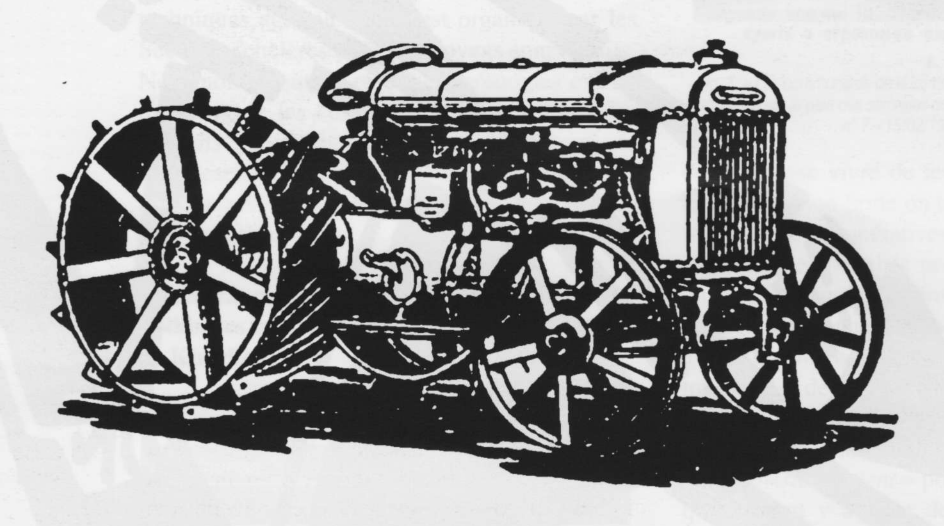
On peut donc se pencher sur le principal critère de rentabilité d'une exploitation agricole, son rendement. On sait qu'il était généralement bas dans toute la Russie tsariste puis soviétique[31].

7. Rendement agricole dans les différents types d'exploitation (en pouds[32] par déciatine ; Ukraine, 1927[33]) (cf. fig. 8)

	Blé d'hiver	Seigle d'hiver	Avoine	Orge	Maïs	Tournesol
Communes	105,5	91,2	73,3	65	115,2	77
Artels	91,8	80,3	73,6	56,6	113,8	73,7
Associations d'exploitation conjointe de la terre	75,4	67,6	64,3	58,4	105,2	65,2
Moyenne des kolkhozes	96,7	78,4	66	58,3	106,7	66
Exploitations individuelles	68,9	62,6	59,3	42,4	67,2	52,2
SURRENDEMENT DES KOLKHOZES	40,3 %	25,3 %	11,3 %	37,5 %	58,8 %	26,5 %

29. La hausse des crédits entre 1926 et 1928 est attestée dans DAXO, R845/3/1563, p. 17-20 (11/06/1928).
30. Par exemple, dans l'étude officielle sur *L'exploitation paysanne dans la région de Kharkov en 1923-24* (*Krest'ânskoe xozâjstvo Xar'kovšiny v 1923-24 godu*, Central'noe Statističeskoe Upravlenie, X, 1925), pas un mot sur les kolkhozes !
31. David MOON, *The Russian Peasantry 1600-1930 : The World the Peasants Made*, Longman, Ldn & NY, 1999 ; p. 137-138.
32. Poud = 16,38 kg.
33. *Socialistyčne budivnyctvo v sil's'komu hospodarstvi [L'édification socialiste dans l'agriculture]*, X : Vyd. upr. sprav. RNK USRR, 1928, p. 51.

ТРАКТОР ФОРДЗОН



Le tableau est clair : la productivité est directement fonction de l'application des principes collectivistes. Les kolkhozes surclassent les exploitations individuelles dans tous les domaines et, au sein des kolkhozes, les communes gagnent la compétition haut la main[34] en creusant l'écart avec les artels et les Associations d'exploitation conjointe de la terre. Il faut d'ailleurs rappeler que les communes sont les plus pauvres des kolkhozes, par leur composition sociale comme par leur capital (pour leur meilleure dotation en terre, voir plus haut). La seule justification des moindres performances des Associations d'exploitation conjointe de la terre peut être leur manque d'expérience.

Localement, les archives conservent une statistique du même ordre :

8. Rendement des cultures (circonscription d'Izioum)[35] (cf. fig. 9)

	Seigle		Tournesol		Blé d'hiver		Blé de printemps		Orge		Maïs	
	1927	1928	1927	1928	1927	1928	1927	1928	1927	1928	1927	1928
Kolkhozes	73,6	70	62	72	93,6	45,1	49,2	57,5	86,1	74,6	137	130
exploitations individuelles	69	47	60	68	71,5	42	25,5	54	62,5	55	113	95
Surrendement des kolkhozes en %	6,6	48,9	3,3	5,9	30,9	8,3	92,9	6,5	37,8	35,6	21,2	36,8



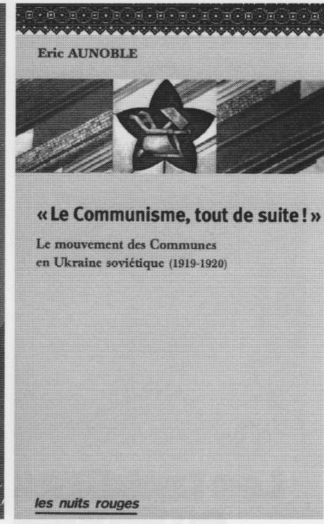
▲
Fig. 9 : I.S. Choulguine, « Paysan pauvre et moyen, augmente les semailles... », affiche, 1928.

L'auteur du rapport présente les résultats des kolkhozes comme fort moyens. Il les justifie en mettant en avant les problèmes de lotissement en terre des collectifs nouvellement fondés. L'amplitude des fluctuations annuelles pourrait aussi s'expliquer par

34. La meilleure productivité des communards est confirmée par V. KAČYNS'KYJ, « Sučasne kolektyvistyčne budivnyctvo », art. cité, p. 49. En 1925-26, dans les communes, un travailleur rapporte 329,8 karbovanets contre 202,2 dans les associations. Une déciatine de terre communarde rapporte 101,1 krb contre 94,4 krb dans les autres kolkhozes.
35. DAXO, P4/1/70, p. 142. L'unité utilisée n'est pas indiquée dans l'original. Sans doute en pouds / déciatine.







▲ *Fig. 10 : « Partage du blé selon le travail de chacun à l'artel Armée rouge (circonscription de Voltchansk, région de Kharkov), 1933 », Nacional'na knyha pam'âti…, p. 722*

▲ *Fig. 11 : Kukryniksy, « Anéantissons le koulak en tant que classe », affiche, 1930.*

▲ *Fig. 12 : Éric Aunoble, « Le communisme tout de suite ! », le mouvement des communes en Ukraine soviétique (1919-1920), Les Nuits rouges, Paris, 2008, 286 p. Les communes, constituées par des paysans parmi les plus pauvres en pleine guerre civile, la tentative la plus aboutie de réaliser l'idéal communiste : démocratie directe, égalité radicale et communion humaine. Les communards vont toutefois se trouver en butte à l'hostilité du reste de la paysannerie, à l'indifférence des makhnovistes qui ne prônaient que le simple partage des terres, et finalement à la prudence des autorités soviétiques qui cesseront de les encourager après leur reconquête de l'Ukraine, au début de 1920.*

des aléas climatiques. Le meilleur rendement des exploitations collectives est néanmoins confirmé dans tous les types de production. J'ai pu également calculer un indice de productivité du fourrage et du tournesol dans la circonscription d'Izioum en 1928-1929[36] : là encore, le niveau de productivité reflète le degré de collectivisation, en allant croissant des simples associations aux communes.

Une autre statistique trahit les préoccupations de l'État. La *tovarovist'*, littéralement la « marchandisation », c'est-à-dire le pourcentage de la récolte brute qui est écoulé.

9. Part des récoltes mise en circulation dans la circonscription de Kharkov (1928-1929)[37] (cf. fig. 10)

Type de collectifs	Nombre de collectifs	Fourrage	Tournesol
Communes	8	50 %	35,6 %
Artels	11	36 %	59,5 %
Associations	13	24,70 %	6,50 %
Moyenne		39,8 %	43,1 %

Dans les exploitations individuelles, 22 à 23 % de la récolte sont mis sur le marché… Les kolkhozes répondent donc aux exigences de l'État et, de nouveau, les communes et les artels font figure de meilleurs élèves. En livrant une part importante de la récolte, ils visent toujours l'intégration à l'économie nationale qui était leur objectif dès 1918. Pour des foyers pauvres, c'est un bel exploit car, en menant une exploitation individuelle, ils auraient été réduits à une agriculture de subsistance. Cette plus grande participation aux échanges économiques, ce refus de l'autarcie est bien à mettre au crédit du collectivisme car les kolkhozes *a minima* que sont les Associations d'exploitation conjointe de la terre commercialisent à peine plus que les exploitations individuelles.

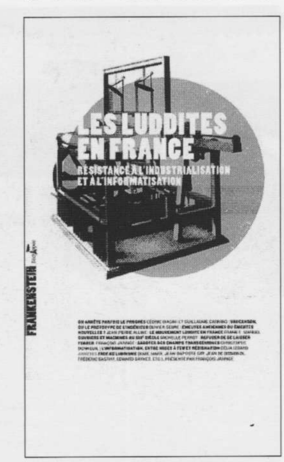
Tout cela a une grande signification en 1928-1929. *« Crise du stockage »* ou *« grève des koulaks »*, la quantité de grain en circulation a diminué au point de menacer une nouvelle fois l'approvisionnement des villes. L'État aurait toutes les raisons d'être satisfait des kolkhozes et particulièrement des artels et des communes. Bien que le soutien de l'administration leur soit chichement mesuré, ils produisent plus et mieux et livrent beaucoup d'excédents tout en se conformant aux principes socialistes et communistes officiels[38]. Pourtant, au-delà de la propagande, on ne sent guère d'enthousiasme dans les milieux dirigeants. *« D'après les résolutions du XVe congrès du Parti* [en décembre 1927], *les formes les plus simples de collectifs (Associations d'exploitation conjointe de la terre et Association pour les machines et tracteurs) sont reconnues comme les formes dans lesquelles la collectivisation de l'agriculture se passera dans l'immédiat, en* […] *raison* [de] *leur grande accessibilité à la compréhension de larges masses de la paysannerie et de leur correspondance aux conditions de la NEP*[39] *»*.

En somme, le pouvoir est coincé entre la nécessité de rationaliser l'agriculture et celle d'éviter de se mettre à dos la paysannerie. Sous la NEP, l'intérêt politique des élites passe finalement avant les impératifs économiques. Avec le « Grand tournant », les priorités se renverseront, Staline brusquant la collectivisation pour impulser la croissance économique (*cf.* fig. 11). C'était oublier que l'efficacité des kolkhozes reposait principalement sur un facteur social, leur cohésion, fruit du volontariat. ■

Éric AUNOBLE

36. D'après DAXO, P4/1/70, p. 140 et 142.
37. DAXO, P4/1/70, p. 143.
38. Ce qui n'empêche pas des historiens contemporains de brocarder le « mythe » de la meilleure productivité des kolkhozes et de prétendre qu' *« ils ne survivaient que grâce à des aides de l'État »* (GRAZIOSI, ouv. cité, p. 71).
39. M. LEVENŠTAM, « Kollektivizaciâ krest'ânskogo xozâjstva i puti eë razvitiâ na Ukraine » [La collectivisation de l'agriculture et ses axes de développement en Ukraine], *Komsomolec Agitator*, n° 7 (04/1928) p. 28-30.

feuilles de choix



Les Luddites en France

Résistance à l'industrialisation et à l'informatisation

Coordonné par Cédric Biagini et Guillaume Carnino, L'échappée, coll. « Frankenstein », 2010, 400 p., 22 €

Mouvement clandestin des ouvriers anglais du textile de plusieurs régions de Grande-Bretagne contre l'introduction de nouvelles machines « préjudiciables à la communauté » *dans les années 1811-1812, le luddisme a été longtemps considéré comme un phénomène exclusivement anglais qui aurait épargné l'Hexagone. Précédé d'une roborative introduction des coordinateurs de l'ouvrage (« On arrête parfois le progrès »), ce livre collectif entend rappeler l'existence d'un mouvement luddite en France qui court d'abord de la Révolution française de 1789 jusqu'en 1848. Jean-Pierre Alline s'interroge sur le sens des émeutes et des bris de machine à Rouen durant l'été 1789 ; Olivier Serre évoque la figure de l'ingénieur Vaucanson ; l'historien américain Frank E. Manuel propose une synthèse sur « le mouvement luddite en France » ; Michelle Perrot aborde l'histoire sociale du machinisme (cf. extrait ci-contre) ; François Jarrige rappelle les résistances oubliées aux chemins de fer au XIX*[e] *siècle. Mais l'ouvrage aborde également les résurgences contemporaines du luddisme avec le sabotage des champs transgéniques (Christophe Bonneuil) et les résistances à l'informatisation (Célia Izoard) avant que François Jarrige ne propose un choix de textes classiques (de Jean-Baptiste Say à Frédéric Bastiat en passant par Karl Marx) sur les interprétations du luddisme, faisant de ce livre, qui sait marier érudition et engagement, une somme sur la question.*

« L'opposition aux machines revêt diverses formes dont le bris n'est que la forme ultime. Si quelques-unes surgissent dans le feu de l'action, la plupart, bien loin d'être spontanées et imprévues, impliquent des modes plus ou moins poussés d'organisation : de la réunion à l'association, essentiellement compagnonnique. Pétitions, placards, mises en interdit, sont les manifestations les plus courantes. [...]

Hors du textile, les ouvriers des métiers traditionnels mettent en interdit les ateliers mécanisés, vieille pratique compagnonnique. Lorsque ses adhérents étaient touchés, le compagnonnage a jeté toutes ses forces dans la lutte contre un système de production si contraire à son idéal de la « belle ouvrage » et du temps du chef-d'œuvre. Au service des tondeurs de Sedan, de ceux du Midi, il met son réseau de relations qui fait qu'entre Vienne, Clermont-L'Hérault, Lodève, Castres, Montpellier, etc., hommes et lettres circulent, apportant nouvelles et secours, secondé, il est vrai par les liens de la « sociabilité méridionale », matrice de la région. Autant (et sans doute plus) qu'une lutte de classes, l'opposition aux machines, à la productivité industrielle et à ses rythmes, est ici la défense d'un style de vie plus détendu, et autonome.

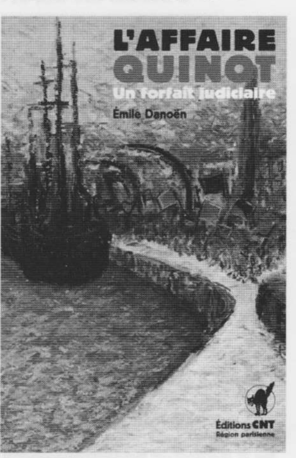
Le bris de machines lui-même n'intervient qu'en dernier ressort.

Le bris de machines lui-même n'intervient qu'en dernier ressort. Il convient, du reste, de distinguer du luddisme véritable, *un luddisme symbolique* où la machine est un otage et son bris, un moyen de pression dans un conflit : *« a collective bargaining by riot »*, selon l'expression d'Eric Hosbawm qui a, le premier, mis en évidence ce type de comportement. [...] Ce luddisme protestataire, fonctionnel si l'on veut, se manifeste surtout dans le secteur cotonnier, désormais le moins marqué par le luddisme véritable. Une fois les machines installées, il reste à montrer la fragilité de leur acceptation. Tout au cours du siècle, ce genre de violence sera pour les travailleurs le moyen d'exprimer leur colère, leur manière d'affirmer leur pouvoir sur les instruments de production, froides représailles, souvent préméditées. À Moreuil (Somme), en 1837, à sept heures du matin, avant d'aller à leur travail, les ouvriers se rassemblent, parcourent la ville, se livrent à des destructions de métiers et rédigent un tarif. Cette forme, toutefois, décline au fur et à mesure que les instruments de production deviennent plus coûteux et plus difficiles à remplacer, et les ouvriers plus respectueux de l'outil de travail. Le gréviste de 1936, occupant l'usine et briquant les machines, nourrit avec le lieu et l'instrument de travail un tout autre type de rapport que le luddite du début du XIX[e] siècle, sans qu'on puisse pour autant taxer ce dernier de « primitif ».

Le luddisme proprement dit, celui dont la machine est l'enjeu, se réduit en lui-même à peu de chose. De 1815 à 1847, F. Gaillot en dénombre une quinzaine de cas réalisés, et autant de tentatives avortées. Il est plus important en 1848 où le luddisme a revêtu une particulière gravité, à l'image de la dureté de la crise et de l'espérance levée par la République nouvelle. À Lyon, Saint-Étienne, Reims, Elbeuf, Romilly, Lodève..., des usines flambent. Mais hormis cette vague exceptionnelle qui mériterait une analyse particulière et de caractère politique, la destruction apparaît rarement comme le geste d'un emportement soudain, bien plutôt comme le fruit d'une colère froide et raisonnée, ou du moins comme un acte de cette violence ultime à laquelle les ouvriers ont recours quand tout a été épuisé. Un acte préparé, ou du moins précédé par toute une série de réunions – les tondeurs de Vienne se sont réunis trois fois –, de démarches, d'ultimatums. Ainsi les tondeurs de Vienne, les canonniers de Saint-Étienne, les menuisiers du Havre..., épuisent tous les moyens pacifiques pour obtenir le retrait des machines. Le passage à l'acte est lent, parfois hésitant, presque solennel ; et là le rôle d'impulsion des femmes, ou des jeunes, peut être décisif.

Une fois commencé, le bris de machines a quelque chose de systématique qui vise l'anéantissement. À l'aide de leurs instruments coutumiers, de haches, de marteaux, voire de fourches bien paysannes, les ouvriers tentent d'opérer un démantèlement total, *« en petits morceaux »* impossibles à remonter. À Saint-Étienne, les canonniers *« se jetèrent sur la machine et s'occupèrent de la détruire pièce à pièce »*. À Nantes, les pêcheurs de sable mettent une heure à démolir la drague mécanique avec des haches. On brûle les débris, mais comme le métal des machines résiste à ces feux incertains, image même de la force de l'obstacle industriel, on jette les résidus à la rivière.

Les foules luddites sont massives, mêlées, populaires. Aux ouvriers concernés, se joignent non seulement les femmes et les enfants, mais des gens de tous corps d'État. Instituteur ou forçat évadé peuvent se retrouver sur les bancs du prétoire. Ce caractère composite est plus accentué dans le Midi où le luddisme met en branle la communauté villageoise. Dans le Nord, malgré tout, les ouvriers sont plus isolés. »



L'Affaire Quinot

Un forfait judiciaire

Émile Danoën

Éditions CNT-RP, 2010, 340 p., 20 €

Pour rédiger ce roman, qui voit le jour plus de dix ans après la mort de son auteur, le journaliste et écrivain Émile Danoen (1920-1999) s'était fidèlement inspiré de l'affaire Durand, du nom de ce militant anarchiste, secrétaire du syndicat des charbonniers du Havre (affilié à la CGT), injustement accusé d'avoir prémédité la mort d'un « jaune », victime en réalité d'une rixe entre ivrognes. Tenu pour l'instigateur du meurtre, Durand – rebaptisé Quinot par le romancier – fut condamné à mort le 25 novembre 1910, puis gracié le 31 décembre de la même année, après la campagne menée partout en France en sa faveur, à l'occasion de ce qu'on appela l'« affaire Dreyfus du pauvre »*. Libéré en février 1911, il fut interné au printemps à l'asile des aliénés de Sotteville-lès-Rouen, où il devait mourir en février 1926, sans avoir jamais recouvré la raison. L'extrait reproduit ici retrace un passage des délibérations du jury : on vient de mettre hors de cause plusieurs des militants syndicalistes accusés, avec Durand, d'avoir donné l'ordre de tuer.*

« - Il ne nous reste plus qu'à acquitter Quinot, maintenant, dit Berry. Je vous jure qu'on va passer pour de fameux rigolos. Demain, toute la France se foutra de nous.

Bellevigne aussi râlait qu'on ne parlait plus depuis trois jours que de saler les meneurs, de faire un exemple qui donnerait à réfléchir aux autres pour au moins dix ans, et voilà qu'au moment d'agir…

- Ça se voit bien que vous n'avez pas affaire aux syndicats, dans vos fermes! disait-il en s'en prenant directement aux jurés cultivateurs.

Plus homme du monde, Labourel prenait un ton plus doucereux pour leur faire la leçon aussi.

- Vous ne vous rendez pas compte qu'en agissant ainsi, nous nous faisons moralement les complices des rouges et des sévices qu'ils exercent sur les travailleurs bien disposés, mes amis. Journellement. Au nez et à la barbe des tribunaux. La liberté du travail n'existe plus en France. Enfin, vous ne lisez donc pas les journaux! Hier encore… Tenez, lisez!

Il sortait de sa poche le journal local qu'il avait parcouru pendant les interruptions de séance et donnait la lecture d'un entrefilet annoncé en titre gras: les chasses au renard[1] continuent.

C'était sûrement les hasards de la mise en page qui avaient voulu qu'il ait trouvé place dans la même colonne que le compte rendu des deux premières journées du procès Mélin.

- Hein, écoutez ça: « *Hier, le juge Rouelle a encore inculpé et envoyé au dépôt quatre grévistes chasseurs de renard qui s'étaient attaqué à des journaliers des docks ayant refusé de cesser le travail.* »

Le juge Rouelle, faut-il vous le rappeler, c'est celui qui a instruit l'affaire Mélin sur la plainte du commandant St-Georges. Il va dire que vous l'encouragez, il va dire que vous lui facilitez la besogne… On devait sans doute pouvoir reconnaître ceux qui avaient rendu un bulletin blanc à la mine penaude qu'ils prenaient pour écouter le reproche.

- Il faut savoir ce qu'on veut, nom de nom! leur lança Berry.

Le Dr Pichon sentait que Quinot allait payer pour les autres. De toute façon, Quinot représentait le cas pendable. Quinot, ce n'était pas les frères Pauche rouspéteurs et mauvaises tête mais bons zigues dans le fond, et plutôt amis avec les chefs de personnel quand ne se posaient pas de problèmes de revendications. Et encore, quand il s'en posait, avec les frères Pauche ça se réglait souvent à coups d'engueulades. Avec Quinot, ça prenait une autre tournure. Quinot se dressait en ennemi de la société. Il attaquait l'ordre et la morale. Un de ces « beaux parleurs » qui en foutent plein la vue à leurs camarades parce qu'ils ont une espèce de don pour discourir à perdre haleine, mais qui ne sont au fond que des bavards, des radoteurs, des fainéants. Il paraît qu'il défendait aux autres de boire, mais ça ne l'empêchait pas de mener la belle vie, lui, entretenant une jolie poule qui avait eu le front de venir dire à la barre qu'elle était enceinte de lui. Bien fait pour elle, la garce, non? Ça lui apprendrait!

Le président avait décrit sa mauvaise mentalité. Toujours rebelle à ses patrons et à ses chefs. Pourtant, il avait bien appris à l'école car ses parents, des gens sérieux, travailleurs et bien notés, l'avaient toujours envoyé régulièrement en classe. Contrairement à la plupart de ses camarades de travail dans le charbon, pratiquement illettrés pour la plupart, il savait lire et écrire, possédait le certificat d'études et avait même continué à s'instruire en fréquentant les cours du soir. Malheureusement, il n'avait guère su utiliser son instruction que pour lire des *« ouvrages subversifs »* – c'est l'expression qu'avait employée le président – qui avaient fait de lui un révolté. À peine au travail, il provoquait ses camarades à la désobéissance, adhérait à la CGT en 1902 et se livrait à une intense propagande dans les milieux d'ouvriers charbonniers du port.

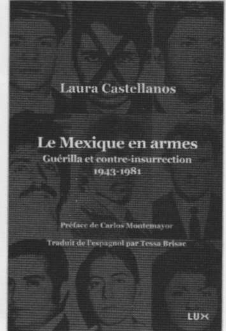
On le voyait à la tête de tous les cortèges révolutionnaires, notamment le 1er mai.

Il se faisait remarquer en prenant la parole dans les meetings et au cours des grèves, même si elles ne concernaient pas sa profession. On le voyait à la tête de tous les cortèges révolutionnaires, notamment le 1er mai, se battant contre la police, appelant à l'émeute en toute occasion. Et pour couronner le tout il fondait lui-même un syndicat de charbonniers, s'acoquinait pour cela avec quelques agitateurs professionnels de la Bourse du travail et présentait bientôt aux patrons un cahier de revendications dont l'un d'eux avait pu dire qu'il n'était qu'un tissu de provocations gratuites et d'inepties utopiques. N'allait-il pas jusqu'à réclamer l'installation de douches chaudes sur les quais pour que les charbonniers puissent se laver après leur travail et plus fort encore, la création aux frais des employeurs, bien entendu, d' *« universités de prolétaires pour faire reculer l'ignorance »*!

Devant le refus des patrons de discuter de telles bêtises, Quinot déclenchait la grève et, l'imposant par tous les moyens d'intimidation imaginables à l'ensemble de la corporation, réussissait pour un temps à paralyser le ravitaillement en charbon de la ville et du port, fabriques, usines, navires et compagnie… »

1. Dans le parler ouvrier de l'époque, le mot « renard » désignait un briseur de grèves, un « jaune ».





LE MEXIQUE EN ARMES
GUÉRILLA ET CONTRE-INSURRECTION 1943-1981
de Laura Castellanos
Lux, 2009, 463 p, 23 €

Un autre Mexique

La journaliste Laura Castellanos a, durant une décennie, multiplié les interviews de militants, compulsé les archives publiques enfin accessibles afin de faire la lumière sur ce qui fut la vie de milliers de Mexicains en armes, qu'ils soient paysans, instituteurs ou étudiants. Elle délivre une page d'histoire longtemps occultée par le pouvoir, peu désireux de voir se rouvrir les périodes les plus noires de son histoire, durant lesquelles l'armée réprimait avec violence toute contestation sociale tout en accueillant sur son sol des exilés de la gauche latino-américaine, tel Fidel Castro au milieu des années 1950. Dans les années 1940-1950, les partisans de l'ancien zapatiste Ruben Jamarillo – l'archétype du militant paysan mexicain, socialisant et profondément religieux – prennent les armes à plusieurs reprises. Pour eux, la question de la terre est fondamentale. La réforme agraire ne les satisfait pas car le « peon » demeure sous le joug des propriétaires terriens et des politiciens à leurs ordres. Ils déposent cependant les armes dès qu'apparaît un espoir de règlement politique pacifique du conflit. La grande force du parti dominant, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) réside en effet dans sa capacité à « convertir » ses opposants en alliés. Membre de l'Internationale socialiste, clientéliste, le PRI fait le jeu de l'oligarchie tout en entretenant un discours social « radical » et, dans les luttes factionnelles qui le déchirent, les candidats au pouvoir s'évertuent à gagner à eux les révoltés des villes et des campagnes. Jamarillo est assassiné froidement en 1962. D'autres acteurs entrent alors en scène, les jeunes intellectuels ruraux qui, souvent instituteurs, reçoivent les doléances des *peones* et les aident dans leur combat contre les grands propriétaires terriens. Galvanisés par la Révolution cubaine, ces militants comprennent bien vite que la voie légale est une impasse, puisqu'ils se heurtent tout de suite à la répression massive et indiscriminée tant des forces officielles que des milices patronales : aussi bien à l'égard des guérilleros que des paysans qui sont soupçonnés d'aider les premiers. La terreur s'abat sur les campagnes en ébullition.

Parallèlement, sur les campus, les étudiants s'organisent, affrontent la police ou subissent ses coups comme lors des événements tragiques du printemps 1968. De multiples groupes révolutionnaires font leur apparition, s'affichent pro-Cubains ou pro-Chinois, mènent des actions de guérilla urbaine ou tentent d'installer des foyers révolutionnaires dans les campagnes. L'auteur a judicieusement inséré dans le livre un chronogramme des mouvements armés mexicains, ce qui permet de se repérer dans le maquis des organisations qui tantôt s'allient, tantôt s'écharpent et s'entre-déchirent. C'est ainsi tout un pan de la jeunesse qui verse dans la contestation sociale, radicale ou non. Et cet engagement, elle va en payer le prix : tortures, exécutions, disparitions.

Le livre rappelle avec force ce que furent les pratiques contre-insurrectionnelles du pouvoir mexicain, ce même pouvoir qui fait tout ce qu'il peut depuis pour que la « recherche de la vérité » ne se transforme en réquisitoire sur sa légitimité actuelle et passée. D'autant que depuis le 1[er] janvier 1994, du côté du Chiapas, des communautés en armes lui rappellent que la lutte armée est inscrite profondément dans la culture révolutionnaire du pays.

Christophe PATILLON

ACTUALITÉ DES REVUES

Trois revues viennent de publier des dossiers forts intéressants en marge de l'histoire officielle et académique que nous ne cessons de combattre dans *Gavroche.*

OFFENSIVE

trimestriel d'offensive libertaire et sociale n° 28, décembre 2010, 4 €

On lira un dossier regroupant des articles récents et d'autres plus anciens sur les révoltes populaires de l'an mil à 1789. Avec plusieurs références, les articles balaient un large éventail, des jacqueries aux révoltes bretonnes en passant par les sorcières, *« figures de résistance à un changement de société »*.

OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat
13001 Marseille

ALTERNATIVE LIBERTAIRE

n° 210, décembre 2010, 3 €

Le mensuel libertaire présente une série d'articles très approfondis sur la révolution mexicaine de 1910 et le rôle fondamental du courant magoniste (du nom de son fondateur Ricardo Flores Magon), d'inspiration clairement anarchiste, dans un authentique mouvement révolutionnaire prébolchevique quasiment inconnu en France. Une chronologie détaillée permet d'en comprendre le déroulement et un article décrit avec précision la polémique que l'insurrection a suscitée dans le mouvement anarchiste.

Alternative Libertaire, BP 295,
75921 Paris Cedex 19

MIGRANCE

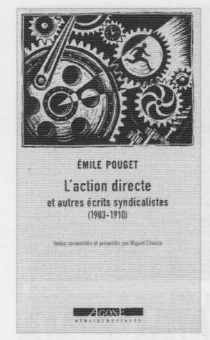
n° 65, 1[er] semestre 2010, 10 €

Un numéro consacré à la Commune et aux étrangers, abordant aussi bien la situation des ressortissants allemands à Paris au déclenchement du conflit avec la Prusse que la vision hystérique des Versaillais, sans oublier l'épopée d'un « ancien » de 1848, Marcel Deschamps, qui suit un long chemin, des barricades de Paris à l'Italie en passant par les États-Unis, avant de rejoindre les francs-tireurs dans la région normande, de retrouver les barricades puis de disparaître aux États-Unis.

Génériques,
34 rue de Citeaux,
75012 Paris

PHZ

Des idées révolutionnaires d'actualité

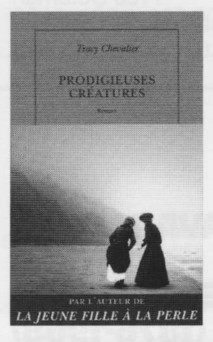


L'ACTION DIRECTE & AUTRES ÉCRITS SYNDICALISTES (1903-1910)
D'Émile Pouget
Textes rassemblés et présentés par Miguel Chueca
Agone, coll. « Mémoires Sociales », 2010, 304 p. 18 €

Personnalité de l'anarchisme populaire du XIXe siècle, Émile Pouget (1860-1931) gagne la notoriété par sa gouaille pamphlétaire dans l'hebdomadaire de critique sociale *Le Père Peinard*. Dans ce brûlot publié à partir de 1889, le journaliste militant popularise le concept de grève générale *« comme le mot d'ordre du populo en guerre contre les richards »* et introduit, le premier en France, la théorie anglaise du sabotage : *« À mauvaise paye, mauvais travail »*.
La CGT qui naît en 1895 au congrès de Limoges se situe dans le prolongement historique de l'Association Internationale des Travailleurs (1re Internationale), fondée en 1864, dont elle garde le principe de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes. Cette confédération ne prend un réel essor qu'après son rapprochement, puis son union en 1902, avec les très radicales Bourses du Travail.
Au début des années 1900, Émile Pouget, comme d'autres anarchistes, se tourne vers le syndicalisme révolutionnaire qu'il juge plus efficace que les groupes libertaires. Secrétaire adjoint de la CGT de 1901 à 1909, il dirige son périodique d'éducation et de propagande, *La Voix du Peuple*.
Miguel Chueca, poursuivant le travail de mémoire ouvrière entamé dans *Déposséder les Possédants. La grève générale aux « temps héroïques » du syndicalisme révolutionnaire 1895-1906* (Agone, 2008) rassemble et présente ici quatre brochures fondatrices du syndicalisme d'action directe. S'y définissent ses principes et ses théories ainsi que les obstacles basés sur la propriété et la loi de la majorité, que tous les gouvernements dressent contre lui. Pouget s'appuie sur les apports des luttes historiques, décrit l'enfer du salariat, avant d'expliquer comment s'en libérer et élaborer un avenir plus digne pour la classe ouvrière.
Sont également reproduits dans ce volume les documents de synthèse des congrès auxquels il participa ainsi que ses écrits sur la campagne en faveur de la journée de huit heures qui débute en 1904.
Composés aux deux tiers de révolutionnaires, les syndicalistes se regroupent non par affinités politiques mais sur des intérêts économiques communs compatibles avec l'intérêt général. La lutte contre l'exploitation se livre sur deux plans indissociables : l'amélioration immédiate des conditions de travail et la préparation de l'expropriation capitaliste. S'en suivra une réorganisation sociale selon le mode du communisme libertaire pour obtenir par *« un minimum d'efforts productifs un maximum de bien-être »*.
L'agir prime sur le dogme ; l'action directe entend *« créer ses propres conditions de lutte et puiser en soi ses moyens d'action »* (grève, boycott, sabotage, label). Une violence inéluctable répondra à celle infiniment plus puissante exercée par le capital.
Pouget considère ce syndicalisme comme la quintessence des doctrines sociales : celui-ci prouve sa supériorité sur le démocratisme majoritaire par le fait que les progrès sociaux obtenus par les efforts des minorités conscientes bénéficient ensuite à tous. Quant à la conception bourgeoise de la vie, vue comme un combat entre ennemis et où toutes les libertés sont limitées par celles des autres, le syndicaliste révolutionnaire lui préfère un accord pour la vie dans la solidarité et une liberté qui s'agrandit de celle d'autrui, héritée de Bakounine.
À l'époque, cette vision idéale du syndicalisme a déjà ses détracteurs : ainsi l'anarchiste individualiste Albert Libertad (*Le Culte de la charogne. Anarchisme, un état de révolution permanente 1897-1908*, Agone, 2006) reproche à la CGT d'adhérer à l'idéologie capitaliste du travail en ne distinguant pas entre le travail social utile ou nuisible, position qui entraîne une dérive clientéliste et corporatiste et le risque d'enrégimenter les travailleurs.
Aujourd'hui, alors qu'une oligarchie solidaire bien organisée, en état de mobilisation permanente, détruit avec méthode cent ans d'acquis sociaux, la lecture de ce livre nous retrempe dans le bain de jouvence du syndicalisme des origines qui, fort d'un projet social à long terme et d'une tactique offensive, arrachait des améliorations comme autant d'expropriations partielles, mais jamais définitives.

Hélène FABRE

Des femmes à l'imagination émancipatrice

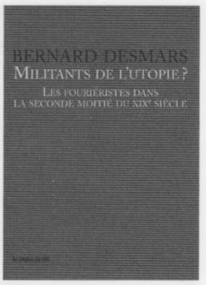


PRODIGIEUSES CRÉATURES
de Tracy Chevalier
La Table Ronde, 2010, 377 p., 23 €

Dans l'Angleterre du début du XIXe siècle, conventions et interdits régissent les rapports entre hommes et femmes, entre riches et pauvres, entre instruits et incultes. La romancière Tracy Chevalier présente une belle histoire d'amitié entre deux femmes pour examiner les barrières sociales qui figent une société. Pour Mary, une fille pauvre et ignorante, et Élisabeth, une jeune femme cultivée qui vit d'une rente, des éclairs de liberté vont surgir et illuminer ce qui fut d'abord une histoire vraie. Leur lien est inattendu puisque c'est la passion de la « chasse » aux fossiles sur la côte sud du pays qui va les rapprocher. La véritable force du roman réside dans la description d'un monde où la femme n'existe pas, ne pense pas, dont les déplacements et les attitudes sont examinés et jugés, un monde où les aristocrates brillent par leur suffisance et leur médiocrité intellectuelle, un monde où, enfin, la paléontologie s'éveille, fascinante, avec balbutiements et interrogations. Dans cette société de mâles, une femme ne peut compter que sur sa propre détermination pour espérer humer le parfum de l'indépendance. Et l'effort n'est pas mince pour oser envisager que l'ichtyosaure découvert par Mary serait un animal disparu depuis très longtemps plutôt qu'une espèce étrange contemporaine pas encore découverte. Le problème théologique soulevé (« création » et extinction d'une espèce) est un effrayant blasphème pour la majorité craintive mais il incarne une perspective fabuleuse pour Élisabeth. Les prodigieuses créatures tapies dans la roche du Dorset pendant des millions d'années annoncent donc un avenir périlleux pour la religion chrétienne arrimée aux certitudes bibliques.

Jocelyn BEZECOURT





MILITANTS DE L'UTOPIE ? LES FOURIÉRISTES DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XIXe SIÈCLE
de Bernard Desmars
Les presses du réel, 2010,
432 p., 23 €

Transformer la société pour apporter le bonheur sur terre

En 1905, dans la première grande étude consacrée à Charles Fourier et à ses disciples, Hubert Bourgin notait que *« la décomposition du fouriérisme, commencée dès la Deuxième république, s'acheva sous l'Empire »*. On considéra donc pendant longtemps que l'exploration de la période suivante ne s'imposait pas.

Pourtant, le mouvement fouriériste continua à exister sous le Second Empire et la Troisième République, et ce livre s'attache à reconstituer son histoire, des années 1850 aux années 1880, en précisant d'abord son recrutement avec la part prise par les groupes provinciaux qui s'oppose au Centre parisien et entraîne une réorganisation de l'École sociétaire. Il propose ensuite une typologie des militants fouriéristes, par génération, sexe et classes sociales, avant de s'intéresser à leurs activités militantes, puis à l'étude qu'ils font de l'œuvre de Fourier, oscillant entre référence et déférence.

Ces militants se divisent sur les voies de la transformation sociale : les uns sont partisans de l'essai phalanstérien – embryon de la future Association intégrale devant susciter l'imitation, puis sa généralisation. Les autres optent pour la transition garantiste : les coopératives de production ou de consommation, les syndicats et les mutuelles vont améliorer les conditions de vie des plus défavorisés, établir des liens de solidarité entre individus et groupes sociaux et, enfin, installer des « garanties » pour les plus fragiles, et donc permettre de passer du garantisme à l'Harmonie.

L'ouvrage évoque ensuite les essais et projets phalanstériens comme l'Union agricole d'Afrique, à Saint-Denis-du-Stig (Algérie), la Société agricole et industrielle de Beauregard à Vienne (Isère) ou la Maison rurale d'expérimentation sociétaire à Ry (Seine-Maritime) avant de s'intéresser à l'engagement des fouriéristes dans les combats politiques et sociaux, que ce soit par les réformes sociales (coopératives, secours de société mutuels) devant mener à un socialisme garantiste ou dans la diversité des mouvements tels que le féminisme, le pacifisme, l'anticléricalisme et la libre-pensée ou l'éducation populaire.

Il se termine par la question du désengagement autour de la fidélité à la doctrine, malgré tout, ou de la défection et des différentes voies qu'elle peut prendre.

Au-delà d'un livre savant et érudit sur des doctrines, des faits et des militants qui paraîtront lointains à beaucoup, il n'en pose pas moins des interrogations essentielles pour tous ceux qui n'ont pas renoncé à changer une société injuste qui va vers le pire : *« Comment les partisans d'une doctrine censée apporter le bonheur sur terre persistent-ils dans leurs convictions et leurs projets quand les échecs subis semblent condamner irrémédiablement leurs espérances ? Comment peuvent-ils s'obstiner à vouloir transformer la condition humaine quand l'environnement politique et idéologique leur est de plus en plus défavorable et qu'ils sont, soit ignorés de leurs contemporains, soit considérés comme des "utopistes" ? »*

On le voit, l'étude savante rejoint alors les questions qui agitent notre présent et le détour historique se révèle une fois de plus utile pour tenter de s'orienter dans nos sombres temps.

CJ

Deux nouvelles publications de Ni patrie ni frontières

LE MONDE COMME IL VA (1999-2010)
Ni patrie ni frontières,
378 p., 12 €
yvescoleman@wanadoo.fr
Yves Coleman
(sans autre mention)
10, rue Jean-Dolent
75014 Paris

Analyses, coups de gueule et méchancetés : ce livre rassemble une centaine de chroniques hebdomadaires de Patsy sur Alternantes FM, dans le cadre de l'émission « Le monde comme il va ». Légèrement retouchés sur le plan du style, mais pas sur le fond pour refléter honnêtement l'évolution des réflexions du chroniqueur, ces textes offrent l'occasion de revisiter les dix dernières années, en France comme dans le monde. L'auteur tient à faire œuvre « d'éducation populaire », comme il l'explique dans sa préface : il livre en conséquence des faits, des chiffres, s'appuie sur des sources fiables, sans avoir recours à la langue de bois militante, en donnant juste le strict nécessaire pour que le texte n'ait pas une tonalité académique et garde sa fraîcheur libertaire. L'ouvrage est divisé en plusieurs grandes rubriques aux titres explicites : « Le travail tue, l'exploitation rapporte ! », « L'altermondialisme en question », « Le syndicalisme d'aujourd'hui », « Leurs urnes, nos funérailles ». Sans oublier de nombreuses et riches chroniques internationales : « Afrique et Françafrique », « L'Empire du Bien », « Du côté de l'ex-Empire du Mal », « Le Kosovo en guerre », « Amérique latine : espoir de la gauche ? », « Maghreb : la schlague et le Coran », « Irak, Iran, Pakistan » et « Le conflit israélo-palestinien ».

TRAVAILLEURS CONTRE BUREAUCRATES (1876-1968)
Ni patrie ni frontières,
480 p., 12 €
yvescoleman@wanadoo.fr
Yves Coleman
(sans autre mention)
10, rue Jean-Dolent
75014 Paris

Les ouvriers et les employés, quand ils se battent contre leurs chefs, leurs patrons et contre l'État, doivent souvent affronter un autre adversaire, plus inattendu celui-là : les bureaucrates syndicaux. Cette question épineuse n'est pas nouvelle, et, depuis plus d'un siècle, personne n'a encore trouvé de remède magique contre le fléau que l'on appelait déjà, au début du XXe siècle, le « fonctionnarisme » syndical. Mais peut-être le mal est-il désormais plus profond et faut-il se demander si les syndicats ne sont pas définitivement intégrés à l'État. Les articles de ce recueil tentent d'apporter quelques réponses à ces questions. Ils s'appuient sur l'histoire du mouvement ouvrier depuis ses origines et tentent de tirer les leçons des principales grèves, de 1936 à 1968, qui ont marqué la classe ouvrière en France. Conformément à la démarche de Ni patrie ni frontières, cette anthologie rassemble des textes écrits par des militants appartenant à différentes tendances : anarchistes, anarcho-syndicalistes, marxistes de diverses obédiences, etc. Le lecteur devra donc confronter les arguments de ces auteurs avec ses propres hypothèses, s'interroger sur leurs présupposés idéologiques, pour se forger sa propre opinion.

Colères graphiques



VU DE DOS
TRENTE ANS DE DESSINS PLUS QUE POLITIQUES
de Cardon
Éditions de L'échappée, 2010, 200 p., 22 €

Depuis sa fondation pendant la Première Guerre mondiale, *le Canard Enchaîné*, nourri de pacifisme et d'idéaux de gauche, égratigne les pouvoirs en place, dénonce les forfaitures, les hypocrisies et les magouilles. Pour renforcer leurs flèches, les rédacteurs en quête de scoops bien sentis peuvent compter sur la verve radicale et joyeuse des dessinateurs. Le *Canard* sans dessins perdrait en effet une bonne part de son âme batailleuse. L'hebdomadaire ne se montre pourtant pas toujours reconnaissant à l'égard de ces maîtres du crayon. S'il accordait une place de choix à Moisan, avec des pages entièrement dessinées, et offre encore aujourd'hui aux artistes des émoluments très corrects, le journal ne leur concède de nos jours qu'une place limitée, voire franchement secondaire. Parfois guère plus grandes qu'un timbre-poste, les caricatures attirent pourtant le regard et démontent une actualité en moins de traits qu'il ne faut de mots pour le dire.

Dans la pléiade d'artistes passés au *Canard*, Cardon apparaît comme l'un des plus originaux. Troubadour du silence, pourfendeur des puissants et dénonciateur des cruautés du monde, cet ancien ouvrier des arsenaux de Lorient (né en 1936, évidemment !), dessinateur au *Canard* depuis 1974, se passionne – parce qu'il les déteste – pour les hautes sphères du pouvoir. Il met en scène la solitude du monarque, les fantômes politiques, ces chimères persuadées de faire l'Histoire en étant seulement les valets – certes de luxe – des véritables maîtres du monde. Contrairement à la plupart de ses confrères, Cardon représente le plus souvent ses cibles de trois-quarts dos, déniant à ces hommes leur dignité d'êtres, car personnalités sans visages. Figures toujours raides ou presque (comme pétrifiées par l'ampleur de leurs basses œuvres) elles s'inscrivent dans des espaces rendus infinis grâce à de puissants effets de perspective. Dans ces mondes presque froids, *l'homo politicus* semble ne devoir jamais rencontrer le lecteur. Et pourtant, dans sa quête médiatique, le candidat ou le ministre professionnels s'épuisent à toujours rester connectés à leur public, jusqu'à ce qu'une élection ou une sélection bénies renouvelle leur mandat. Cardon destine les hommes de pouvoir aux oubliettes de l'histoire, laisse filer leur regard vers le néant, comme si leurs ambitions étaient rendues vaines par avance. Ces statues de sel avancent vers l'horizon, fuient le monde humain au point de se perdre dans l'infinitude du blanc de la page…

Cardon le révolté dessinateur crie dans un silence assourdissant les faux-semblants politiques et les injustices du monde. Dans ce recueil passionnant de colère, le dessinateur tourne le dos à la rhétorique traditionnelle du dessin de presse, une rhétorique qui pousse loin les excès du corps, pour révéler les vilenies cachées. Cardon n'a pas besoin de ces artifices visuels pour flétrir ses cibles et atteindre une forme de grandeur. Ses charges empreintes de froideur enragée permettent de revisiter sans complaisance trente ans de notre trop souvent désespérante vie politique et sociale.

Guillaume DOIZY

De la rigueur historique avant tout



JEAN KARSKI, LE « ROMAN » ET L'HISTOIRE
de Jean-Louis Panné
Éditions Pascal Galodé, 2010, 189 p., 17,90 €

En 2009, Yannick Haenel sortait un ouvrage sur Yan Karski qui recueillait dès sa parution un franc succès. Un an plus tard, le 23 janvier 2010, Claude Lanzmann, qui avait justement filmé Karski lors du tournage de son œuvre *Shoah* déclarait : *« J'ai honte d'être resté si longtemps silencieux après la parution du "roman" de Yannick Haenel. Ce livre est une falsification de l'Histoire et de ses protagonistes. »*

Notre ami Jean-Louis Panné, homme rigoureux s'il en est, a pris le temps pour rédiger une mise au point qui conforte la falsification dénoncée par Lanzmann et par d'autres journalistes et historiens avertis. Jean-Louis Panné est l'un des plus qualifiés pour régler le différend. En effet, il a été le maître d'œuvre, en compagnie de Mme Gervais-Francelle, de la réédition du livre de Jan Karski, *Mon témoignage devant le monde. Histoire d'un État secret,* Point de Mire, 2004, ouvrage capital qui a servi de source principale au "roman" de Yannick Haenel ; et c'est aussi un spécialiste de l'histoire des Pays de l'Est, de la Pologne en particulier (cf. son livre avec Emmanuel Wallon, *L'Entreprise sociale. Le Parti autogestionnaire de Solidarnosc*, L'Harmattan, 1987). Dès lors, les documents et les témoignages rassemblés dans son ouvrage sont particulièrement crédibles et permettent de réfuter à coup sûr les inexactitudes, les erreurs et parfois les mensonges contenus dans ce qu'a écrit Yannick Haenel. Certes, Haenel a bien précisé que son livre n'est *« ni un essai, ni un document »*, mais est-ce suffisant pour se démarquer de toute responsabilité alors que ces insinuations, ces approximations ou ces erreurs peuvent être interprétées comme des provocations ?...

Ceux qui sont avides de vérité (ils sont nombreux à lire *Gavroche*) et ceux qui ont déjà lu le livre de Haenel ne regretteront pas la lecture du « Karski » de Jean-Louis Panné.

G. PELLETIER



L'amateur de livres

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion proposés à la vente par la librairie Floréal, qui tient à remercier les lecteurs de *Gavroche* qui lui passent des commandes et rappelle que les prix pratiqués sont très raisonnables… **Assurez-vous, toutefois, que les livres sont encore disponibles !**

- **Bonnamy (Georges), Résistantialisme.** Debresse, 1948. Édition Princeps 1/500 sur papier nuage, 313 p., parfait état........25 €

- **Briquet (Jean), Agricol Perdiguier.** *Compagnon du Tour de France et représentant du Peuple 1805-1875.* Marcel Rivière, 1955, broché 458 p., portrait en frontispice et nombreuses illustrations photographiques hors texte. Bibliographie et index des noms. Exemplaire en parfait état non coupé..................................35 €

- **Cavanna, Gauche Droite piège à cons.** Pauvert, 1978, Broché sous couverture illustrée du portrait de Cavanna, 197 p.........12 €

- **Clère (Jules), Les Hommes de la Commune.** *Bibliographie complète de tous ses Membres.* E. Dentu, 1871, cartonnage d'éditeur rouge, demi chagrin, titre doré, xiv, 195 pp., très bon état.................80 €

- **Enragé (L').** *Revue publiée par J.J. Pauvert en mai 1968.* 2 premiers numéros de cette célèbre revue. n° 1 : La C.G.T oui !, La Chienlit… non ! n° 2 : Crève général. Les 2 exemplaires à l'état neuf......................40 €

- **Flourens (Gustave), Paris livré.** Lacroix-Verboeckhoven, 1871, relié demi chagrin, dos à nerfs, titres dorés, 228 p. Le Quillec 959, très bel exemplaire.........80 €

- **Fuzier (Robert), Vive la Guerre ! Hoch Krieg !** *Avec une préface de G. de la Fouchardière.* Éditions Pythagore, 1932. In-4 broché sous couverture illustrée couleurs. Rare ouvrage composé de 35 compositions de Fuzier (dont une dépliante) contre les *« Marchands de canons »,* bon état ......90 €

- **Lanjalley (Paul) et Corriez (Paul), Histoire de la Révolution du 18 mars.** Lacroix, Verboeckhoven et Cie, 1871, relié demi chagrin rouge, dos à nerfs, titre et caissons dorés, tranches marbrées. 571 p. Le Quillec 1421. Magnifique ouvrage en parfait état de conservation .... 100 €

- **Lejeune-Resnick (Evelyne), Femmes et Associations (1830-1880).** Publisud, 1991, broché sous couverture rigide, illustrations photographiques hors texte, 262 p., neuf ....25 €

- **Louis (Paul), Histoire du mouvement syndical en France (1789-1948).** Librairie Valois, 1948, 2 volumes brochés (xvi, 329 et 283 pp)..40 €

- **Molinari (G. de), Les Clubs rouges pendant le siège de Paris.** Garnier Frères, 1871, 2e édition xxxvi, 390 pp. Broché sous couverture souple illustrée. Bel exemplaire très légèrement défraîchi, Le Quillec 1731.......................................45 €

- **Raspail (Xavier), De la nécessité de l'amnistie.** *L'Insurrection du 18 mars – Ses causes – Ses effets et sa répression.* Chez l'Éditeur des ouvrages de M. Raspail, 1876, relié demi chagrin, dos lisse avec faux nerfs et titres dorés, 192 p. L'auteur sera poursuivi pour la publication de ce livre et condamné en 1876 à 8 mois de prison pour *« apologie de faits qualifiés crimes et délits ».* Le Quillec 2099. Légèrement défraîchi, rare ....80 €

- **Vialatoux (J.), Signification humaine du travail.** Éditions ouvrières, 1953. Broché, 214 p., ouvrage fortement insolé ....10 €

LIBRAIRIE FLOREAL
41, rue de la Harpe – 27000 EVREUX – Tél. : 02 32 33 22 33

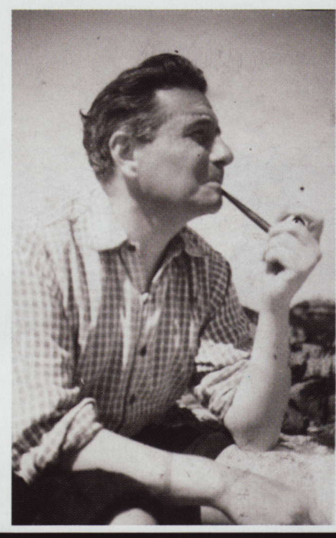
Nom : .... Adresse : ....

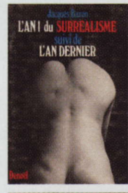
Je vous commande les livres suivants : ....

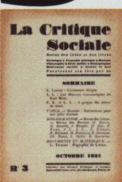
Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	4,00 €
	Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal	**Total**

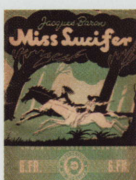


Un écrivain d'avant-garde







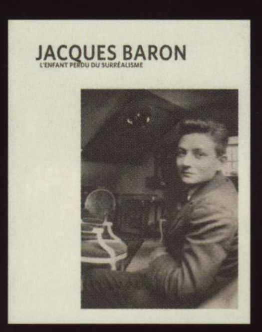




Il existe déjà une histoire fort abondante du surréalisme, mais l'on devrait y adjoindre sa géographie pour avoir une vue d'ensemble de ses acteurs et de son projet. Si plusieurs villes y font écho, depuis *Le Paysan de Paris* d'Aragon jusqu'au « jeu de Marseille », sans parler de Prague ou de New York, la ville de Nantes tient une place de premier plan dans la galaxie surréaliste.

La rencontre entre Jacques Vaché et André Breton à Nantes durant la Première Guerre mondiale a été déterminante dans sa naissance, mais ce volume collectif s'intéresse à une figure beaucoup moins connue, celle de Jacques Baron (1905-1986), *« gosse de Bretagne égaré à Paris »*, qui méritait amplement ce bel hommage, cette (re)découverte d'un écrivain qui a traversé les avant-gardes politiques et littéraires de l'entre-deux-guerres. Dans cet ouvrage, on retiendra les textes inédits de Baron lui-même (principalement des lettres et des poèmes). Cet extrait, tiré d'un texte du milieu des années 1920, me semble bien le caractériser : *« Tout ce qui se réunit sous un drapeau qu'il soit noir, rouge ou tricolore est voué à une fin lamentable. L'individualité est la plus belle conquête de l'homme car elle représente la force.* [...] *Il faut dénoncer la littérature et l'anti-littérature comme la morale et l'immoralité. Il faut rester en dehors des groupes pour pouvoir rire de tous.* [...] *Il faut autant que possible rester soi-même et obéir très gentiment au principe d'identité, et le mieux est d'attendre la fortune dans son lit que de courir et attraper la fièvre. »*

Aux écrits de Baron s'ajoutent les contributions de Jean-Marie Baron, Jean-Louis Liters, Yves Thomas, Dominique Rabourdin, Patrice Allain et Gabriel Parnet. Ces derniers s'intéressent à la *« grande traversée »* de Baron dans les revues de l'entre-deux-guerres et livrent de précieux, et précis, repères biographiques qui donnent l'essentiel de ce que l'on peut savoir d'un itinéraire qui frappe par sa précocité, son dilettantisme, son refus de se prendre au sérieux. Dès 1921 – il n'a alors que seize ans –, il fait la connaissance de Louis Aragon, Paul Eluard, Marcel Arland, Roger Vitrac, René Crevel, Max Morise et Georges Limbour et publie dans *Aventure* ses premiers poèmes qui attirent l'attention d'André Breton. Après cette entrée remarquée, Baron ne cesse d'écrire, de fréquenter tous ceux qui gravitent autour du mouvement surréaliste et de participer à ses activités. Il écrira dans de très nombreuses revues d'avant-garde littéraires (*La Révolution surréaliste*, *Documents*) et politiques (*La Revue marxiste*, *La Critique sociale*) tout en collaborant épisodiquement à des journaux littéraires et à la presse quotidienne. Il publie aussi des livres (*L'Allure poétique*, 1924 ; *Paroles*, 1930 ; *Peines Perdues*, 1933 ; *Charbon de mer*, 1935) et une traduction (avec Paul Nizan : *Les Soviets dans les affaires mondiales* de Louis Fischer). Il adhère brièvement au Parti communiste avant de participer au Cercle communiste démocratique de Boris Souvarine, puis à l'association Les Amis de la vérité sur l'URSS du même Souvarine.



JACQUES BARON
L'ENFANT PERDU DU SURRÉALISME
Les Amis de la Bibliothèque municipale de Nantes / Éditions Dilecta, 2009, 240 p., 23 €

Dans les rebondissements, trop longs à détailler ici, de l'histoire du mouvement surréaliste, il faut rappeler qu'il fut un des signataires du virulent pamphlet contre Breton, *Un Cadavre* (1930), en réponse au *Second Manifeste* de ce dernier. Sa vie durant, il travaillera pour des journaux ou des radios, publiant, entre autres, après-guerre un roman, *Le Noir de l'azur* (1946), et son autobiographie, *L'An I du surréalisme* (1969).

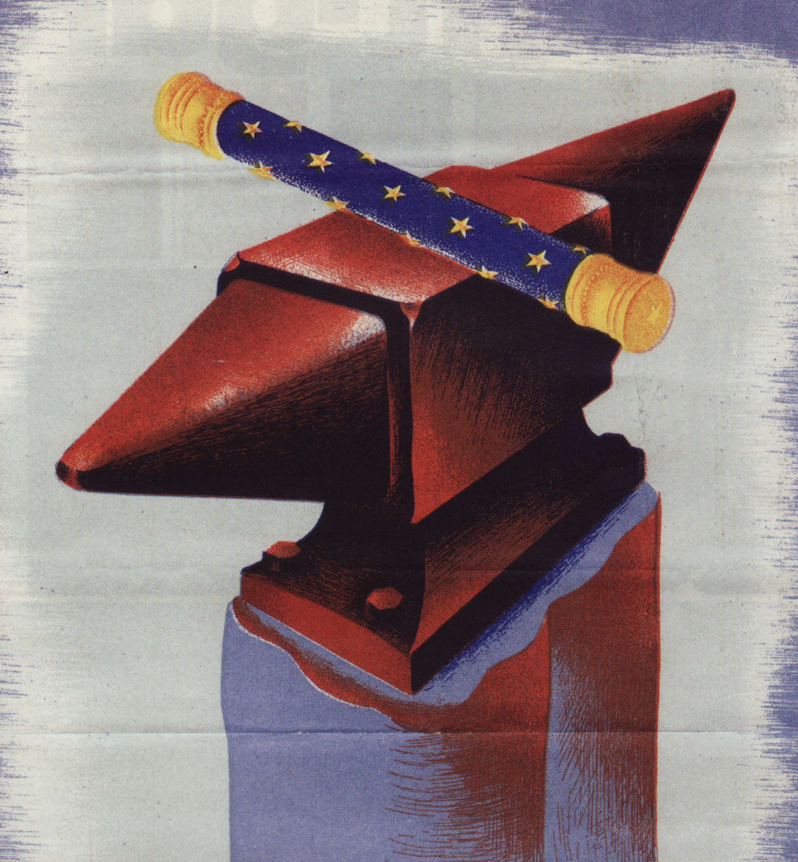
Si l'on devait caractériser la permanence de son engagement, il faudrait sans doute la chercher dans son enthousiasme pour mai 1968. Deux ans plus tard, il répondait ainsi à une enquête sur le surréalisme : *« Cette contestation est de plus en plus urgente dans un monde qui n'offre à la jeunesse que la triste alternative : produire-consommer, consommer-produire. »*

Oui, décidément, Jacques Baron est un auteur à (re)découvrir !

CJ

1ER MAI _ FÊTE DU TRAVAIL

E.M. PÉROT



JE TIENS
LES PROMESSES
MÊME CELLES DES AUTRES

PH. PETAIN

(EXTRAIT DU DISCOURS DE SAINT-ÉTIENNE A PROPOS DE LA RÉALISATION DE LA RETRAITE DES VIEUX)



EXONERE DU DROIT DE TIMBRE — ÉDITION DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'INFORMATION — B. SIRVEN - Imp. - TOULOUSE-PARIS

Affiche éditée par le Secrétariat général de l'Information du Régime de Vichy, 1941. Pétain tenait ses promesses et « celles des autres » dit cette affiche. Une « révélation » récente rappelle combien, comme nombre de dirigeants de la droite d'alors, Pétain n'avait nul besoin qu'on lui force la main pour aller au-delà des désirs nazis en matière d'antisémitisme.